



HAL
open science

La localisation des mouvements sociaux

Denis Merklen, Geoffrey Pleyers

► **To cite this version:**

Denis Merklen, Geoffrey Pleyers. La localisation des mouvements sociaux. Cahiers des Amériques Latines, 2011. halshs-01597568

HAL Id: halshs-01597568

<https://shs.hal.science/halshs-01597568v1>

Submitted on 28 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOSSIER

Mouvements sociaux et espaces locaux en Amérique latine

Dossier coordonné
par Denis Merklen et Geoffrey Pleyers

Denis Merklen* et Geoffrey Pleyers**

La localisation des mouvements sociaux

L'ère globale dans laquelle nous sommes désormais plongés est tout le contraire de la « fin des territoires » [Badie, 1995]. Les territoires sont au contraire devenus des enjeux d'appropriation économique autour de leurs ressources naturelles [Ceceña, 2000; Dumoulin, 2004] mais aussi le cadre de liens sociaux à partir desquels se déploient des résistances aux acteurs économiques transnationaux et, dans certains cas, des formes alternatives de citoyenneté et d'organisation politique [Merklen, 2009]. Ils portent ainsi une voix dans l'espace public et le font en s'appuyant sur cet ancrage local comme une ressource et le cadre de leur mobilisation mais aussi pour définir les enjeux de leur action. À travers l'Amérique latine comme dans d'autres parties du monde, de nombreux mouvements et acteurs locaux ont placé leurs espoirs dans la transformation du niveau local, y voyant un cadre approprié pour améliorer leurs conditions de vie et la qualité des relations sociales. Des mouvements sociaux se mobilisent pour défendre leur communauté, leur terre, leur environnement.

Le « local » s'affirme donc comme une dimension fondamentale pour l'étude des mouvements sociaux aujourd'hui, tout particulièrement en Amérique latine. Pourtant, penser ce « local » comme une dimension centrale de nombreuses mobilisations demeure un défi. D'une part, parce que le local ne peut pas être renvoyé à une simple échelle territoriale qui s'opposerait au « national » ou au

* Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS-EHESS-CNRS) et Université Paris Diderot – Paris 7.

** FNRS, Université Catholique de Louvain et Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS-EHESS/CNRS).

«global». D'autre part, parce qu'il ne peut pas pour autant être découplé de sa dimension spatiale ni complètement séparé de sa signification première [comme a pu le faire l'anthropologue Arjun Appadurai, 2001]. La «localité» d'un mouvement ne peut être saisie qu'en tenant compte de la manière dont les acteurs ou les institutions le définissent (le sens de ce qu'est un gouvernement local, par exemple, dépend de la structure de l'État en question).

Comment se définit l'espace des actions localisées? Le «local» peut concerner un groupe plus ou moins grand et diversifié, il se déploie sur un territoire plus ou moins vaste selon les cas, et peut concerner une grande diversité de thèmes ou d'objets de mobilisation. Ce ne sont donc ni l'étendue du mouvement ni son contenu qui constituent les critères d'assertion du caractère local d'un mouvement. Chaque mouvement participe à la définition de sa localité par son inscription dans un dialogue et dans un jeu conflictuel par lequel il définit l'espace public dans lequel il s'inscrit, les autorités et les acteurs auxquels il fait appel et auxquels il s'oppose. La définition du périmètre local d'un mouvement dépend à la fois de sa territorialité et de l'espace public dans lequel il s'inscrit et auquel il fait appel, y compris lorsque cet espace public est restreint et se réfère notamment à un «nous», comme dans le cas des mouvements qui prennent appui sur l'idée qu'«il faut prendre en main son destin sans tout attendre et tout demander à l'État».

Partant des contributions à ce dossier et de nos propres recherches nous nous proposons ici d'analyser le regain d'intérêt pour le niveau local et à l'égard de certaines spécificités des mobilisations locales contemporaines à partir d'un double «mouvement»: des cadres structurants de l'État et du travail vers le territoire local et la vie quotidienne dans un premier temps, puis de cette «territorialisation» vers la projection dans un espace public qui peut se voir ainsi défini à différentes échelles. Cette analyse permettra de mettre en évidence la portée de certaines de ces mobilisations locales qui dépassent les intérêts locaux des mouvements «NIMBY¹» auxquels ils ont souvent été cantonnés. Elle montrera ainsi que les mouvements sociaux locaux se présentent sous un double registre. Ils semblent orientés vers l'obtention de bénéfices plus ou moins directs et, la plupart du temps, cherchent des ressources en s'adressant à une autorité gouvernementale ou à des ONG. Leur localité se présente ici comme un lien social territorialisé, comme une forme d'appartenance locale. La mobilisation peut ainsi être le résultat d'une inscription territoriale préexistante ou contribuer à la créer. Mais le mouvement social apparaît aussi comme un point de vue, comme une voix définie localement qui s'adresse à un espace public au sein duquel elle veut se faire entendre.

1. *Not In My Backyard*, «Pas dans mon jardin».



De l'espace national au territoire local

Le regain d'intérêt pour l'échelle locale découle de déplacements multiples : de l'échelle nationale vers des actions plus ciblées, de l'univers du travail vers des thématiques ponctuelles et diversifiées, d'un répertoire d'action « classique » (grève, manifestation, vote) à un foisonnement de pratiques difficiles à classer dans les répertoires connus. Ce glissement a été interprété, dans un premier temps, comme un déplacement de la sphère du politique vers celle de la vie privée. L'importance de l'échelle locale comme dimension privilégiée de l'action s'est vue renforcée par l'éclatement des formes classiques de mobilisation et par le déclin relatif des deux principaux cadres structurants des mobilisations sociales depuis le XIX^e siècle : l'État, interlocuteur privilégié des mouvements et le « travail », autour duquel se sont organisés les systèmes de protection sociale, référent de la plupart des protestations [Wieviorka, 2009, chap. 3]. Ce schéma d'interprétation d'origine européenne s'appliquait également à l'Amérique latine, au-delà des difficultés qui résultent d'une translation moins immédiate et moins mécanique des « luttes » des mouvements sociaux en « droits » garantis par l'État car celui-ci n'y a jamais eu la force instituante de ses homologues du Vieux Continent.

Jusqu'au début des années 1980, les théories de la modernisation s'accordaient pour placer les acteurs et institutions nationales au cœur des pratiques du développement. C'était à partir de l'État, et parfois contre la société, qu'étaient impulsées les forces économiques, politiques et idéologiques pour moderniser les pays et faire parvenir les « bénéfices de la modernité » jusqu'aux régions les plus reculées. Aujourd'hui acteurs, institutions et analystes plébiscitent au contraire l'action localisée, ancrée dans un territoire limité [Lefebvre, 2001].

La tendance à la territorialisation des mobilisations sociales des classes populaires depuis les années 1980 résulte notamment de l'affaiblissement de la dimension « travail » dans la réorientation des politiques sociales et d'une restructuration des États qui, dans les années 1980-1990, a pris trois directions qui ont fortement influencé les mouvements sociaux. Dans un premier temps l'État s'est décentralisé afin d'être « au plus près des citoyens ». L'organisation politique et administrative de la plupart des pays latino-américains a été transformée par de profonds processus de décentralisation [LOCAL, 2005], notamment sous l'impulsion d'institutions internationales comme la Banque mondiale [1996-2000] ou le PNUD [2002]. Des économistes ont décrété que le niveau local-régional était le plus pertinent pour penser, analyser et stimuler la production de richesses [Holmes, 1999; Krugman 1991]. Des sociologues ont vu dans l'espace métropolitain pour les villes [Fontan, Hamel *et al.*, 2006], au niveau « local régional » [Zermeño, 2005] en milieu rural ou semi urbain, le cadre privilégié du développement économique mais aussi celui de la gestion des problèmes sociaux et environnementaux et de l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Dans un deuxième temps, les politiques sociales ont été réorientées afin de « mieux cibler » les bénéficiaires de l'action publique. Elles ont alors visé les classes populaires, en prenant en compte le territoire, et non plus uniquement le travail ou la famille. Cette évolution était concomitante à la mise en œuvre de politiques d'inspiration néolibérale qui conduisaient à une diminution du rôle des États et ont parfois mené à un arrêt brutal des politiques d'intégration et de promotion de l'État social au profit d'une réorientation des politiques sociales par le territoire [Merklen, 2003a].

Enfin, l'État a cédé des domaines d'action qui lui étaient jusque-là réservés (certaines politiques sociales, le développement ou la protection de l'environnement) à des acteurs de la « société civile » (les ONG et les associations locales). Un nouveau système d'action est apparu. En lieu et place de l'État et des syndicats, l'espace social s'est vu animé par les interventions d'ONG et d'organismes internationaux [Pirotte, 2007 ; Kaldor, 2007]. Les habitants doivent alors se mobiliser dans des organisations locales afin de tenter de bénéficier des ressources liées aux projets d'ONG ou aux programmes de développement, contraints de sortir quotidiennement à la « chasse » aux ressources [Merklen, 2003b]. Ainsi restructuré, l'État a mis des quantités considérables de ressources à la portée des mobilisations locales, il a renforcé les interlocuteurs locaux et a modifié les systèmes politiques par l'introduction de nouveaux acteurs. Cette « localisation » des politiques publiques a contribué à promouvoir un mode de socialisation politique à partir du territoire. Alors que les institutions et les promesses de développement font défaut, le territoire local se présente comme un pôle de stabilisation pour les populations les plus démunies.

Il convient donc de mettre en garde contre certaines idéalizations des espaces locaux censés mener au « réenchâtement de l'action publique, confrontée au désenchâtement des idéologies partisans et de leurs prétentions transformatrices » [Dasage, Godard, 2005, p. 658]. Si elles peuvent conduire à certaines améliorations dans la vie quotidienne des habitants, les stratégies locales se révèlent limitées face au délitement des droits et d'une citoyenneté qui reste prioritairement liés aux États-nations. L'État continue à être l'instance privilégiée de l'inscription du social dans le droit et dans la durée [Castel, 1995]. Sans parvenir à s'articuler avec l'État et à s'instituer, les limites et les contradictions intrinsèques de toute action locale restent la plupart du temps dans l'impasse.

À la manière des « mouvements sociaux urbains » étudiés par Manuel Castells [1973], l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (femmes, écologistes, mouvements de défense des droits de l'homme et mouvements régionaux) est venue mettre en cause le schéma classique des mobilisations sociales. La nouvelle grille d'analyse proposée par Alain Touraine [1980, 1982 et 1984] a engendré une importante vague de recherches en Amérique latine, dont témoigne le livre, désormais classique, coordonné par Élisabeth Jelin [1989] : « *Los nuevos movimientos*



sociales». José Nun [1989] est celui qui a probablement le mieux capté ce changement de rationalité politique dans la mobilisation sociale. Il décrit la fin d'une ère épique de la politique où, comme dans la tragédie grecque, les héros occupent le devant de la scène, reléguant la vie du peuple au deuxième plan. L'époque qui lui succède est celle d'une «rébellion du cœur» par laquelle les petits acteurs portent la vie quotidienne au premier plan. L'affaiblissement des mouvements ouvriers et la montée en puissance des nouveaux mouvements sociaux ont été interprétés comme une perte de centralité de la dimension «travail» dans les mobilisations au profit des enjeux nouveaux, plus diversifiés et accordant davantage de place à la vie privée, à la qualité de vie et aux questions locales. Une fois passé l'euphorie ou le pessimisme suscité par les théories de «la fin de la classe ouvrière», l'une des pistes pour décrire et analyser ce changement réside précisément dans le travail entrepris pour analyser l'ancrage territorial des nouvelles formes d'action.

Si la «localisation» des mouvements résulte en partie de l'importance moindre désormais accordée par les nouveaux mouvements sociaux à l'État, au travail et à leur prédilection pour les enjeux de la vie quotidienne, les études de cas présentées dans ce dossier invitent également à nuancer cette perspective. Dans leurs efforts pour délimiter leur propre «localité», ces acteurs maintiennent généralement les États, les gouvernements et les institutions publiques parmi leurs interlocuteurs privilégiés.

Les mobilisations articulées autour d'enjeux plus locaux reprennent également le thème du travail, sans pour autant s'inscrire dans un retour aux formes classiques des mouvements ouvriers. Ces mobilisations locales ne sont par exemple que très rarement conduites par des syndicats. Dans l'usine occupée «Bruckman» à Buenos Aires (voir l'article de Maxime Quijoux), une partie importante des travailleurs veillent ainsi à garder ses distances avec toute organisation politique ou syndicale. De tels mouvements visent moins à modifier la place du travail dans la société à travers des régulations ou des protections sociales qu'à maintenir l'activité économique, à s'opposer à une délocalisation qui entraînerait la perte d'emplois dans la région ou à gérer les conséquences de son installation (la pollution de l'air ou du sol, par exemple). Dans une démarche similaire, les ouvrières de Tijuana étudiées par Luis Lopez se sont mobilisées autour de la décontamination du site d'une usine mais elles soulignent qu'elles ne s'opposent pas aux *maquilas* en tant que telles, pourvoyeuses de nombreux emplois dans la région.

De la territorialisation à l'espace public

La territorialisation des mobilisations caractéristiques des classes populaires depuis les années 1980 ne peut être comprise sans tenir compte de cette évolution de l'État ou de l'affaiblissement de la dimension «travail» dans la réorientation des politiques sociales. Il ne faut pas pour autant y voir uniquement une

adaptation des mouvements sociaux à des changements extérieurs aux classes populaires. Partout sur le continent latino-américain, des citoyens et des mouvements indigènes placent leurs espoirs dans la transformation du niveau local afin d'améliorer la qualité de vie [Merklen, 2005 et 2009; Mestries, Pleyers, Zermeño, 2009]. À partir de la défense de leur lieu de vie, ils sont amenés à déployer de nouvelles formes de mobilisation et d'engagement social et politique. La « localisation » de l'action prend la forme d'une territorialisation car elle obéit à la délimitation d'une sociabilité ancrée sur une base territoriale. Celle-ci sert à la fois à articuler les demandes et à délimiter les bénéficiaires de l'action (de l'eau ou des transports « pour notre quartier »), à définir une identité (un « nous ») et à établir un lien avec l'espace politique. La territorialisation des mobilisations résulte ainsi également d'une revalorisation des liens de proximité au sein de celles-ci et, surtout, d'une revalorisation des possibilités que cette inscription sociale par le territoire offre à l'action collective [Merklen, 2009].

Les mouvements que nous observons aujourd'hui semblent animés par des menaces à la qualité de vie, de l'environnement. Ainsi, la dénonciation d'une augmentation de l'insécurité dans une zone de la ville ou des violences policières dans certains quartiers, la fermeture d'une usine ou d'une exploitation pétrolière (comme certains groupes « *piqueteros* » lors de la crise argentine), la demande d'équipements et de services urbains par les habitants (crèches, écoles, transport, eau potable...), les révoltes contre les discriminations raciales ou le mépris des identités ethniques. Tous ces mouvements sont ancrés localement mais font en même temps appel à un espace public dans lequel ils dénoncent le non-respect de droits « universellement » reconnus. D'un côté, les habitants négocient au sein du système politique (avec les partis, les municipalités, les ONG ou les églises, selon les cas, parfois avec tout le monde en même temps) afin d'obtenir réponse à leurs demandes. D'autre part ils font appel à l'espace public local, national, transnational ou global en s'appuyant sur la presse et les médias.

Telle que nous l'observons, l'action sociale locale contemporaine n'est donc pas fondée, comme jadis, sur une opposition espace public – espace communautaire [Leclerc-Olive, 2008]. L'action se construit à partir d'une appartenance revendiquée à un espace public. Ces acteurs n'agissent pas au nom d'une singularité locale revendiquée mais affirment au contraire l'appartenance de leur lieu de vie à l'espace public; c'est à ce titre qu'ils demandent à être respectés. Les acteurs se mobilisent pour dire « nous aussi nous existons », « nous avons les mêmes droits que tout le monde et nous voulons qu'ils soient respectés ». C'est notamment le cas des mouvements de type « ethnique », comme celui des Mapuches au Chili qui revendique le droit à l'existence dans la démocratie et non pas à imposer une loi communautaire quelconque dans leurs territoires.

La spécificité de chaque mouvement tient ainsi dans son inscription particulière dans un espace public et non dans un principe d'exclusion ou de séparation



de celui-ci. La revendication d'une identité locale se fait alors aussi au nom de principes qui concernent l'ensemble des citoyens qui partagent cet espace local. C'est par exemple le cas du mouvement des habitants de Gualeguaychú, en Argentine, qui se sont mobilisés contre l'installation d'une usine de pâte à papier sur la rive gauche du fleuve Uruguay [Gautreau, Merlinski, 2009] ou de celui qui est présenté dans ce dossier par Luís López dans la ville de Tijuana, au Mexique. Leurs mobilisations visent à inscrire ces espaces locaux dans un espace commun. Pour certains, cette inscription passe par un conflit avec les autorités politiques, pour s'opposer notamment à certains programmes de développement (comme la construction d'un aéroport ou d'une autoroute sur les terres d'un village) ou pour défendre des formes spécifiques d'organisation locale. Pour d'autres, c'est à partir d'une articulation avec les autorités locales que la région, la ville ou le quartier peuvent devenir un lieu de reconstruction des relations sociales, économiques et politiques.

Des territoires locaux aux espaces publics nationaux et transnationaux

Le niveau local ne peut et ne doit pas être considéré de manière isolée. L'ancrage local d'acteurs et de mobilisations n'est en rien incompatible ni avec le lien politique national ni avec une projection de la citoyenneté au-delà des frontières de l'État-nation. Une mobilisation locale n'a d'ailleurs pas nécessairement pour cible un adversaire local. Elle peut faire appel à des espaces publics divers et interpeller des autorités à différents niveaux. Des mobilisations locales se constituent ainsi souvent face à un acteur national, transfrontalier ou « global », voire difficile à classer dans ces échelles, comme c'est souvent le cas pour les entreprises. À quel niveau doit se situer la protestation contre l'installation d'une usine dans une zone ou pour l'amélioration des conditions de travail ? L'adversaire des mouvements locaux s'inscrit souvent dans des espaces sociaux, économiques et politiques complexes.

Le cas des habitants de Gualeguaychú (Argentine) est particulièrement intéressant à cet égard². Après avoir coupé le pont sur le fleuve Uruguay dans une action clairement localisée, ils se sont adressés à l'espace public national argentin pour dénoncer la menace sur leur environnement que constitue l'usine de papier installée sur la rive uruguayenne du fleuve, parce qu'ils considèrent que la solution à leur problème ne peut venir que d'une pression de leur gouvernement sur celui

2. Gautreau et Merlinsky, 2009. Voir aussi le dossier publié sur le sujet par la revue plurilingue *Nouveau Monde – Mondes Nouveaux*, 2008, « Le conflit des usines à papier entre l'Uruguay et l'Argentine », Paris, EHESS, 2008, six articles, dossier coordonné par J.-C. Garavaglia et D. Merklen. <http://nuevomundo.revues.org>.

de l'Uruguay qui a autorisé l'installation de l'usine. En réponse à la mobilisation sociale de «l'assemblée de Gualeguaychú», le gouvernement argentin a porté plainte devant le Tribunal international de La Haye contre l'Uruguay pour résoudre ce conflit transfrontalier, portant ainsi le problème dans l'espace public international. Les habitants de la petite ville de Gualeguaychú se sont par ailleurs déplacés jusqu'à Buenos Aires pour manifester devant l'ambassade de Finlande, pays dans lequel est situé le siège de la maison mère de l'usine. Dans un cas de figure inverse, les habitantes de Tijuana ont mobilisé les médias états-uniens car elles considéraient que le gouvernement mexicain ne faisait rien pour arrêter la pollution du sol par le site d'une usine américaine désaffectée.

La plupart des mouvements locaux dont traite ce dossier se sont ainsi caractérisés dans certaines étapes de leur histoire, par une grande capacité à articuler différentes échelles d'action et en particulier à projeter leurs mobilisations locales dans un espace public et médiatique international. C'est à cette capacité qu'a parfois tenu la survie même de ces mouvements, comme ce fut le cas des zapatistes au Mexique (évoqués dans l'article de Geoffrey Pleyers). Le succès du mouvement des habitantes de Tijuana doit aussi beaucoup à leur capacité à créer des liens avec des ONG états-uniennes tout en conservant un solide ancrage local. C'est également la combinaison de mobilisations des habitants du quartier et de soutiens internationaux qui a permis de ré-ouvrir l'usine Bruckman qui fut temporairement fermée par les forces de l'ordre en 2003. En revanche, les mouvements chiliens évoqués par Emanuelle Barozet apparaissent comme focalisés sur le cadre national et les relations à l'État-nation.

La présence du global dans des territoires locaux a également conduit à des innovations importantes dans les répertoires d'action des mouvements. Lorsqu'une épreuve de force s'installe, les acteurs mobilisés agissent dans leur espace local pour bloquer des dynamiques qui transcendent ce territoire: ils coupent des routes ou des ponts, bloquent l'accès à une usine ou à un dépôt, s'installent dans le siège d'une usine ou d'une institution, font appel à la télévision étrangère pour dénoncer face à «l'opinion publique internationale» les excès ou l'inaction des États.

Le local ne s'adresse pas nécessairement à une opinion publique locale de même qu'il n'a pas nécessairement cessé de faire appel au vieil espace public national. Les droits auxquels ils en appellent (au logement, à l'environnement, aux droits de l'homme, au travail, à une vie digne, etc.) s'inscrivent généralement dans des espaces publics nationaux, mais il arrive qu'ils interpellent un espace public transnational. Ce que les mouvements sociaux semblent nous dire c'est que les principes de la citoyenneté qu'ils évoquent pour défendre leurs droits ne sont pas exclusifs d'un État-nation, la citoyenneté politique est devenue un dénominateur commun de tous les peuples et de tous les individus [Beck, 1999; Held, 2010]. Elle inclut le droit à la mobilisation et à la contestation comme l'un de



ces principes de légitimation ou comme l'une des dimensions fondamentales de la citoyenneté [Murard, Tassin, 2006]. Elle peut donc être interpellée face à des autorités nationales et, en même temps, devant des concitoyens ou des organisations qui se situent au-delà des frontières.

Les mouvements locaux au-delà du NIMBY

Les mouvements locaux sont souvent considérés comme des mobilisations de défense des intérêts de quelques-uns (NIMBY) ou, dans le meilleur des cas, comme des mouvements trop restreints ou trop faibles pour atteindre le niveau national ou international grâce auquel ils pourraient avoir une influence sur les décisions politiques [Tarrow, 2005]. Une observation plus attentive, dont témoignent les différentes études de cas présentées dans ce dossier, montre au contraire que les mouvements locaux ne sont pas toujours limités à l'expression d'un égoïsme d'entre-soi et qu'ils peuvent porter des enjeux sociaux dans l'espace public national.

Dans un contexte marqué par une «localisation» des politiques publiques, le sens des actions menées par ces mouvements et ces groupes locaux de citoyens peut mêler trois niveaux de signification, selon une catégorisation heuristique qui n'a rien de hiérarchique. Un premier tient dans la défense de ses intérêts et de la préservation de son environnement immédiat. Il s'agit de protéger leur milieu et leur mode de vie de la destruction en défendant le territoire ou l'espace dans lequel se construit leur quotidien et leur culture. Les luttes contre les expropriations de terre et contre les projets de modernisation portant atteinte à l'environnement contiennent clairement ce niveau de revendication. C'est aussi le cas des luttes pour la préservation de ressources locales ou contre des sources de pollution. La portée de ces luttes ne peut être sous-estimée puisqu'elles ont un impact considérable sur la qualité de vie des habitants. Dans leur étude des *asentamentos* (communautés établies sur des terres occupées) du mouvement brésilien des travailleurs sans-terre (MST), A. Wright et W. Wolford [2003, p. 264] soulignent ainsi une «amélioration du niveau de confort, de sécurité, d'alimentation, d'éducation, des soins de santé» qui a peu d'équivalent parmi les pauvres ruraux de ce pays.

De nombreux mouvements locaux soulèvent un second ensemble d'enjeux lorsqu'ils refusent que les projets censés développer leur région soient décidés sans eux et exigent que les populations affectées soient incluses dans le cercle de décision. Ils veulent être entendus par les institutions et les autorités politiques et cherchent ainsi à établir un autre type de relation entre l'État et les communautés, les mouvements locaux ou les habitants, qui peut passer par différents mécanismes de participation ou l'établissement de relations durables avec les autorités politiques. Il s'agit là d'un enjeu essentiel pour la démocratie et les institutions dont l'avenir se joue notamment dans la capacité à nouer des liens avec

les couches populaires qui s'organisent localement [Merklen, 2009; Zermeño, 2005]. La plupart du temps, les mouvements locaux agissent contre les effets de diverses formes d'exclusion et réclament la prise en compte de leur point de vue dans l'espace public national ou même international lorsqu'ils considèrent que les dynamiques qui affectent leur vie dépassent les frontières nationales. Ce sont également des dynamiques du type «luttés pour la reconnaissance» telles qu'elles ont été théorisées par Axel Honneth [2000].

Enfin, certains acteurs ajoutent à ces deux dimensions une portée de transformation sociétale. À partir de l'organisation d'espaces locaux autonomes [Pleyers, 2010, chap. 2-4], il s'agit pour eux de développer un projet de société différent, dans lequel les acteurs locaux et leur organisation locale trouvent toute leur place. Leur action est ancrée localement, mais sa portée est sociétale en ce qu'ils s'adressent à un espace public qui dépasse ce niveau local et proposent une organisation différente de la société. Certains acteurs inscrivent la construction d'une organisation locale participative et démocratique dans une lutte contre le néolibéralisme, la domination de multinationales ou de logiques de modernisation perçues comme hostiles. Cette volonté de transformation sociale est observable dans l'action des mouvements sur eux-mêmes, notamment marquée par le souci de mettre en pratique des idéaux d'égalité, de participation active et de démocratie dans l'organisation du mouvement ou de la communauté. Plusieurs mouvements indigènes latino-américains, dont les zapatistes, ont fortement incarné cette tendance. C'est également le cas de certains «*assentamentos*» du mouvement des paysans sans terre au Brésil. De même, lors des occupations illégales de terrains pour le logement que nous avons observées dans la banlieue de Buenos Aires dans les années 1980, les valeurs de démocratie étaient fortement revendiquées à l'intérieur de chaque quartier et projetées comme une exigence vers l'espace politique national bien au-delà de leur intérêt matériel immédiat [Merklen, 1991].

Présentation du dossier

Le local apparaît comme une clé importante dans l'analyse des mouvements sociaux contemporains. La localisation permet d'observer l'action (de «faire du terrain»), de la situer, de définir son périmètre et par conséquent de mieux la comprendre. Les articles rassemblés dans ce dossier s'attachent à saisir l'importance et les usages spécifiques de ce niveau local dans des mobilisations sociales, que ce soit pour améliorer les conditions de vie ou pour contribuer à des changements sociaux au-delà de cette échelle, pour développer des structures locales de solidarité, négocier avec des interlocuteurs institutionnels ou se faire entendre dans des espaces publics.

Sur la base d'une analyse de l'évolution récente de plusieurs mouvements au Mexique, Geoffrey PLEYERS souligne deux ressorts de ce réinvestissement du



niveau local: l'absence de résultats obtenus au niveau national et une culture politique qui privilégie le changement à partir d'une échelle locale. L'article met l'accent sur la portée de ces mouvements locaux mais aussi sur leurs limites et les principaux défis auxquels ils doivent faire face. À partir d'un mouvement d'habitantes et d'ex-ouvrières des usines d'assemblage à Tijuana, Luís LÓPEZ montre l'émergence de nouvelles formes de lutte « situées/localisées ». Il tente notamment de décrire de nouveaux répertoires d'action « translocaux » mobilisés par des populations marginalisées: politique d'information, expertise, media, usage du droit, volonté de distance par rapport à la politique partisane. La frontière nationale apparaît alors à la fois comme une limite et comme une ressource. Emmanuelle BAROZET considère la désaffection pour la politique formelle et la perte de crédit des institutions démocratiques comme l'une des causes fondamentales du regain d'intérêt des mouvements locaux et l'importance de tenir compte de leur ancrage local dans l'analyse des mobilisations sociales dans le Chili contemporain. À la question de l'efficacité de l'action s'ajoute celle d'un changement dans les représentations du politique. Enfin, Maxime QUIJOUX analyse la relation entre un mode de gestion paternaliste et la formation d'une identité et d'une culture ouvrière autochtone et spécifique. Il montre ce qui se produit quand le contrat moral est trahi dans le cadre d'une conjoncture de crise et de gestion néolibérale exacerbée en Argentine. Après l'occupation et la réouverture de l'usine par ses ouvriers, l'article interroge la portée d'un projet autogestionnaire local qui tend à reproduire des relations fortement influencées par l'expérience vécue par ce monde ouvrier. L'action localisée apparaît ici éloignée, à la fois, du grand modèle de mobilisation corporatiste argentin et des idéologies des grands projets autogestionnaires.

Ce dossier est issu des travaux du réseau thématique 21 « Mouvements sociaux » de l'Association Française de Sociologie. Les textes furent d'abord présentés lors du troisième congrès de l'AFS en avril 2009, puis rediscutés lors de la journée d'étude du 20 novembre 2009 que ce même RT21 a organisée à la Maison des Sciences de l'Homme, à Paris, et enfin retravaillés pour ce dossier. Nous tenons à remercier Ilán Bizberg (Colegio de México) et David Dumoulin (IHEAL) qui ont accepté de commenter les différents articles lors de la journée d'étude. Merci également aux auteurs qui se sont prêtés à ce questionnement riche et intéressant sur la localité des mouvements sociaux en Amérique latine.

BIBLIOGRAPHIE

- APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la mondialisation*, Paris, Payot, 2001.
- BADIE Bertrand, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995.
- BECK Ulrich, *What is globalization ?*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CASTELLS Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.
- CECENA Ana Esther, « Revuelta y territorialidad », *Actuel Marx Argentina*, n° 3, 2000, p. 111-120.
- DASSAGE Fabien, GODARD Jérôme, « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales », *Revue Française de Sciences Politiques*, 2005, p. 633-661.
- DUMOULIN David, « Local knowledge in the hands of transnational NGO networks : a Mexican viewpoint », *International Social Science Journal*, 178, 2003, p. 593-606.
- FONTAN Jean-Marc, HAMEL Pierre, MORIN Richard, SHRAGGE Eric, « Le développement local dans un contexte métropolitain », *Politique et sociétés*, vol. 25(1), 2006, p. 99-127.
- GARAVAGLIA Juan Carlos, MERKLEN Denis, « Le conflit des usines à papier entre l'Uruguay et l'Argentine », dossier de six articles, *Nouveau Monde – Mondes Nouveaux*, Paris, EHESS, 2008.
- GAUTREAU Pierre, MERLINSKI Gabriela, « Mouvements locaux, État et modèles de développement dans le conflit des usines de pâte à papier du fleuve Uruguay », *Problèmes d'Amérique latine* n° 70, Paris, Éd. Choiseul, 2008, p. 61-80.
- HOLMES Thomas, « Scale of Local Production and City Size », *The American Economic Review*, vol. 89 (2), 1999, p. 317-320
- HONNETH Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000, *Kampf um Anerkennung*, Frankfurt, 1992.
- JELIN Elizabeth, *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1989.
- KALDOR M., « L'idée de société civile globale », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 37(1), 2007, p. 89-108.
- KRUGMAN Paul, « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy*, 99(3), 1991, p. 483-499.
- LECLERC-OLIVE Michèle, « Un pouvoir local peut-il être public ? » in Michèle LECLERC-OLIVE, *Affaires locales. De l'espace social communautaire à l'espace public politique*, Paris, Karthala-Gemdev, 2006, p. 213-241.
- LEFEBVRE Rémi, « Rhétorique de la proximité et crise de la représentation », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, 2001, p. 111-132.
- LOCAL (L'observatoire des changements en Amérique latine), *Bilan des politiques de décentralisation en Amérique latine*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine et Ministère des Affaires Étrangères, 2005.
- MERKLEN Denis, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catálogos, 1991.
- MERKLEN Denis, « Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines en Argentine depuis les années 1980 », thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2001.
- MERKLEN Denis, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales*, n° 165-166, 2003, p. 171-196.
- MERKLEN Denis, « Vivir en los márgenes : la lógica del cazador » in M. SVAMPA, *Desde Abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos, 2003, p. 81-119 (1^a edición 2000).
- MERKLEN Denis, *Pobres ciudadanos. Las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)*, Buenos Aires, Gorla, 2005 (2^a edición 2010).
- MERKLEN Denis, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.



- **MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio**, *Movimientos sociales. De lo local a lo global*, Barcelone et Mexico, Anthropos et UAM, 2009.
- **MURARD Numa, TASSIN Étienne**, « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société*, n° 160-161, Paris, 2006, p. 17-35.
- **NUN José**, « La rebelión del coro », in *La Rebelión del coro. Estudios sobre la racionalidad política y el sentido común*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, p. 11-24.
- **PIROTTE Gautier**, *La notion de société civile*, Paris, La Découverte, 2007.
- **PLEYERS Geoffrey**, « A quinze años del levantamiento zapatista : alcances y retos de un movimiento local en la edad global », *Revista de Ciencias Sociales*, n° 125, 2009, p. 11-22.
- **PLEYERS Geoffrey**, « Autonomías locales y subjetividades en contra del neoliberalismo : hacia un nuevo paradigma para entender los movimientos sociales », in **MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio** (coord.), *Los movimientos sociales : de lo local a lo global*, Barcelona, Anthropos, 2009, p. 129-153.
- **PLEYERS Geoffrey**, *Alter-globalization*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- **PNUD**, *A global analysis of UNDP support to decentralization and local governance*, New York, UNDP, 2002.
- **TARROW Sidney**, *The new transnational activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- **TOURAINÉ Alain**, *L'après socialisme*, Paris, Grasset, 1980.
- **TOURAINÉ Alain**, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.
- **TOURAINÉ Alain** (dir.), *Mouvements sociaux d'aujourd'hui. Acteurs et analystes*, Paris, Éd. Ouvrières, 1982.
- **WIEVIORKA Michel**, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2009.
- **WORLD BANK**, *Working papers of the social capital initiative*, Washington, World Bank, 1996-2000.
- **WRIGHT A., WOLFORD W.**, *To inherit the earth. The landless movement and the struggle for a new Brazil*, Oakland, Food First, 2003.
- **ZERMEÑO Sergio**, *La desmodernidad mexicana y las alternativas a la violencia y a la exclusión en nuestros días*, Mexico, Océano, 2005.
- **ZERMEÑO Sergio**, *Reconstruir a México en el Siglo XXI*, México, Océano, 2010.

Geoffrey Pleyers*

Le réinvestissement de l'espace local par les mouvements mexicains : refuge après les impasses politiques ou creuset d'une nouvelle culture politique ?

Au cours de la première décennie du XXI^e siècle¹, de nombreux mouvements sociaux mexicains ont choisi de focaliser leur action sur le niveau local, aux dépens du niveau national qui fut au cœur de la culture politique dominante et des contestations sociales du Mexique du XX^e siècle. Cette évolution se lit dans les trajectoires récentes de nombreux mouvements indigènes, mais aussi de mouvements ruraux et de certains acteurs urbains². Cet article met en évidence deux facteurs qui ont favorisé ce regain d'intérêt pour l'espace local. Le premier relève de la structure d'opportunité politique et de la transformation de la culture politique de l'élite au pouvoir, devenue très peu sensible aux mobilisations sociales. Le second est lié à une transformation de la culture politique des acteurs sociaux contestataires.

* FNRS-UCL et CADIS.

1. Décennie qui correspond au Mexique à l'arrivée à la présidence du Parti d'Action Nationale (PAN) après sept décennies de gouvernement du Parti de la Révolution Institutionnalisée (PRI).
2. Cet article se base sur l'évolution récente des mouvements ruraux. Certaines dynamiques semblables sont cependant également à l'œuvre dans certains mouvements urbains [voir par exemple Ziccardi, 2007].

Un nombre croissant d'entre eux voient en effet dans l'espace local, les relations communautaires ou de voisinage et les actes quotidiens le creuset d'une transformation sociétale. Après avoir examiné ces deux facteurs, nous soulignerons, dans les deux dernières sections, l'importance que peuvent revêtir ces mouvements locaux mais aussi leurs limites. L'analyse se base à la fois sur des données recueillies dans le cadre d'une recherche menée entre 2002 et 2008 portant sur les acteurs sociaux face à la mondialisation au Mexique et sur l'examen de la littérature consacrée aux mouvements sociaux dans ce pays. Cette dernière dessine une série d'évolutions que nous avons voulu rapprocher.

Le réinvestissement des espaces locaux

Qu'ils soient issus de secteurs ouvriers, paysans, indigènes, urbains [Ziccardi, 2007], ou de la classe moyenne des petits entrepreneurs [Grammont, 2001], les acteurs sociaux mexicains ont traditionnellement consacré une part importante de leur énergie à organiser des manifestations dans la capitale afin d'adresser leurs doléances au gouvernement. Un nombre croissant de ces mouvements qui organisaient il y a quelques années encore de nombreuses marches dans les rues de Mexico semblent pourtant désormais penser que le changement social et l'amélioration de la qualité de vie passent avant tout par un réinvestissement de l'espace local et, pour certains d'entre eux, par une autonomie locale.

Depuis sa création en 1996, le Congrès National Indigène a considéré le droit à l'autonomie locale comme l'une de ses revendications fondamentales. Comme l'expliquaient des représentants du peuple Mixes (Oaxaca) : « Avec cette autonomie, nous demandons uniquement plus d'espaces de liberté pour pouvoir contrôler et gérer nos territoires, pour pouvoir organiser notre vie politique, économique, sociale et culturelle selon nos normes ainsi que pour pouvoir intervenir dans les décisions nationales qui nous affectent » [Servicios del Pueblo Mixe, 1996]. Cette revendication s'est affirmée avec plus de force au cours des dernières années. La déclaration de l'assemblée du CNI à Xayakalan (Michoacán) en août 2009 est particulièrement explicite à cet égard : « Nous devons renforcer les efforts d'autonomie et d'autodéfense des peuples et refuser tous les programmes gouvernementaux. (...) Notre autodéfense, c'est un bon gouvernement, nommé par nous-mêmes, reconnu et respecté dans l'exercice de notre droit à la libre détermination ». Début 2009, plusieurs communautés nahuas du Michoacán ont également déclaré leurs municipalités « autonomes ». Dans cet État victime d'une vague de violence liée au narcotrafic, elles ont notamment décidé de créer une police communautaire, comme celles qui existent depuis plus de deux décennies dans l'état voisin du Guerrero.

L'évolution du zapatisme depuis 2001 apporte une illustration très médiatique de cette tendance. Entre 1995 et 2001, les zapatistes ont déployé de nombreux



efforts pour se faire entendre par le gouvernement mexicain. Ils ont négocié les « Accords de San Andrés » (1995-1996) avec ses représentants, puis ont multiplié les mobilisations et les marches vers Mexico dans l'espoir de voir le gouvernement entériner ses engagements. La « Marche de la Couleur de la Terre » du printemps 2001 fut la plus importante et la plus médiatique, mais aussi la dernière de ces mobilisations qui en appelaient au gouvernement. Quelques semaines après avoir reçu une délégation zapatiste, le Congrès mexicain votait une réforme qui ne reconnaissait pas les communautés indigènes comme « sujets de droit » [Diaz Polanco et Sanchez, 2002]. Il s'agissait pourtant de l'une des revendications majeures des zapatistes qui avaient été acceptées par les représentants de l'État au cours des négociations de San Andrés. Suite à cette nouvelle déception, les zapatistes se sont murés dans un silence de plusieurs mois, avant d'annoncer qu'ils consacraient désormais toute leur énergie à la consolidation de l'autonomie locale dont les communautés jouissaient de fait depuis le soulèvement de 1994 [Marcos, 2007; Ornelas, 2007]. Cette inflexion fut notamment mise en scène en août 2003 lors de la création des *Caracoles*, entités de coordination de plusieurs municipalités autonomes. Chacune possède son « Conseil de Bon Gouvernement » chargé de la coordination des municipalités, des relations avec l'extérieur et de la justice. En dehors du système des partis politiques et des institutions mexicaines, les municipalités autonomes s'organisent grâce à des « promoteurs » responsables de différents secteurs (éducation, justice, santé, agriculture, écologie...) et élus pour un mandat de trois ans non rémunéré et non renouvelable.

Aux marches vers Mexico et aux grandes réunions avec la société civile nationale et internationale qui ont marqué le zapatisme entre 1995 et 2001 correspondent, dans cette nouvelle phase, les rencontres centrées sur les échanges d'expériences au cours desquels des délégués zapatistes, ceux d'autres peuples indigènes et des sympathisants mexicains et étrangers discutent des différents aspects de la construction de sociétés alternatives à l'échelle locale. En janvier 2007, une soixantaine de délégués zapatistes (dont une majorité de femmes) se sont ainsi succédé à la tribune de la « Première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde » pour témoigner des avancées et des défis de l'autonomie dans leur communauté locale³. L'autonomie des peuples indigènes et la construction d'alternatives locales furent également au cœur de la rencontre des peuples indigènes des Amériques convoquée par les zapatistes à Vicam en 2008, puis du « Festival de la Digna Rabia » tenu dans plusieurs villes du Mexique puis au Chiapas autour du Nouvel An 2009 et qui fut l'occasion, pour des activistes ruraux et urbains, d'échanger leurs expériences d'alternatives locales avec celles des peuples indigènes.

3. Voir Pleyers, 2007, p. 67-71. Deux autres rencontres de ce type ont été organisées en juillet et décembre 2007.

De nombreux secteurs du vaste mouvement populaire contre le gouverneur de l'État d'Oaxaca ont également choisi de centrer leurs activités sur le développement d'alternatives locales, que ce soit dans les communautés indigènes ou dans des quartiers urbains [Bautista, 2008]. Ils y ont trouvé des espaces pour transformer leur vie à partir du développement d'autres pratiques quotidiennes et d'une gestion collective des affaires publiques. Dans les communautés rurales, ces mouvements se sont inscrits dans une tradition déjà longue dans cet État où la Constitution reconnaît l'autonomie des communautés indigènes et certains droits coutumiers [Esteva, 2007; Recondo, 2008].

À travers le pays, de nombreux mouvements ruraux témoignent également de ce regain d'intérêt pour les espaces locaux. Les sociologues A. Bartra [2009, p. 155], tout comme H. de Grammont et H. Mackinlay [2006] insistent ainsi sur «les efforts de ces mouvements pour se libérer d'une soumission à l'État. Dans le cas des mouvements paysans et indigènes, ils ont successivement pris la forme de luttes pour l'indépendance politique, pour l'autogestion socio-économique et pour l'«autogouvernement» local et régional». De nombreuses coopératives paysannes sont ainsi passées des mouvements de revendication corporatiste à des organisations centrées sur la fourniture de services aux membres, les «self-help» [H. Kriesi, 1996], développant par exemple des filières alternatives de distribution [Aranda, 2003; Baker, 2008]. Les revendications d'autonomie locale et la volonté de promouvoir un renforcement des communautés ont été relayées par un nombre croissant de mouvements ruraux. Des organisations de producteurs de café du Oaxaca considèrent par exemple comme l'un de leurs objectifs majeurs de «favoriser dans la vie communautaire des peuples indigènes la prise de décision en assemblées, les élections et la délégation de pouvoirs négociés et limités» [Aranda, 2003, p. 182].

Lorsqu'ils se sont maintenus, le sens de la communauté et la solidarité locale ont parfois constitué la base de mobilisations contre des projets de modernisation perçus comme hostiles et menaçants. En 2002, à San Salvador Atenco (État de Mexico), c'est sur la base de liens communautaires que les habitants se sont rapidement organisés contre le projet de construction d'un nouvel aéroport national sur leurs terres. Dans les États de Michoacán, Guerrero, Oaxaca et Chiapas, les communautés indigènes ont ainsi mené de nombreuses campagnes contre des projets d'autoroutes, des plans de développement touristique ou le «Plan Puebla-Panama».

Si le milieu rural est plus favorable à l'organisation locale des communautés, des mouvements urbains promeuvent également le passage d'une manière passive d'habiter ces quartiers à une manière d'y «vivre activement», à partir de la «réactivation» des solidarités locales et des liens sociaux. Les femmes du mouvement de quartier de Tijuana qu'analyse L. Lopez dans ce numéro ont ainsi créé une sociabilité et une identité locale qui allaient transformer le lien entre les habitants



et leur quartier. Dans des quartiers et ensembles urbains de Mexico, des participants du *Movimiento Urbano Popular* ou des groupes de quartiers développent des pratiques de gestion collective de certains espaces et organisent des groupes d'entraide et de sociabilité : « Beaucoup de groupes ont déjà montré qu'il y a une capacité d'autogestion de certaines parties de la ville. Nous voulons l'espace pour pouvoir l'appliquer. (...) L'antidote à l'individuation, c'est le processus d'organisation, l'apprentissage mutuel, les échanges autour d'expériences, de propositions et de succès obtenus » (table-ronde « Solidarités urbaines », Forum Social du Mexique, 2008). À travers le pays, on assiste par ailleurs à la multiplication des radios locales et communautaires qui entendent promouvoir la création d'un espace public et de solidarités locales [Juris, 2009].

Les impasses politiques

Suivant des modalités différentes, ces mouvements semblent partager un regain d'intérêt pour le niveau local. Des facteurs de deux ordres ont favorisé cette évolution au cours des dernières années : l'absence de prise en compte des revendications par le gouvernement et, parallèlement, le redéploiement d'une culture politique qui conçoit le changement social à partir de l'échelle locale.

Les mobilisations corporatives qui en appelaient à l'État modernisateur furent un élément intégrateur essentiel dans le système politique mexicain du xx^e siècle. Mais le modèle de développement national est désormais basé sur les exportations, ce qui conduit le gouvernement à fonder sa légitimité sur le soutien d'une élite économique [Alba Vega, 2006] plutôt que sur l'appui de secteurs sociaux comme les paysans ou les petits entrepreneurs. Les gouvernants sont alors devenus moins réceptifs aux revendications de ces catégories sociales. Les stratégies qui consistent à se tourner vers l'État pour faire entendre leurs revendications sont dès lors souvent vouées à l'échec. Cette « fermeture » [Kitschelt, 1986] du système politique mexicain aux revendications sociales s'avère un élément fondamental pour leur évolution.

Après sept décennies dominées par le Parti de la Révolution Institutionnalisée (PRI), l'accession du Parti d'Action Nationale (PAN) à la présidence de la république mexicaine en 2000 a soulevé de grands espoirs dans la société civile. Le bilan des mobilisations sociales qui ont marqué le pays dans la décennie qui a suivi est pourtant bien mince. Rares sont celles qui sont parvenues à infléchir les positions des décideurs politiques. Les mobilisations n'ont pourtant pas manqué au cours de cette période, rassemblant parfois des centaines de milliers⁴, voire

4. Ce fut notamment le cas de plusieurs marches du secteur paysan pour s'opposer au chapitre agricole de l'ALENA en 2003 et en 2008, de nombreuses manifestations contre la privatisation du secteur de l'électricité (dont celle du 15 octobre 2009) ou de l'industrie pétrolière.

plus d'un million⁵ de citoyens dans les rues de la capitale. L'opposition à la libéralisation du commerce des produits agricoles a uni un secteur paysan pourtant historiquement très divisé dans la coalition «*El Campo no Aguanta Más*» en 2003, puis pour la campagne «*Sin maíz no hay país*» en 2007 et 2008. Ces mobilisations n'ont cependant amené ni à l'ouverture de discussions sur le chapitre agricole de l'ALENA⁶, ni même à des mesures compensatoires structurelles [Bartra, 2009; Bizberg, 2007]. Lorsqu'un accord a été signé avec le gouvernement en 2003, les engagements n'ont pas été tenus, réduisant le vaste «accord national pour la campagne» à «quelques mesures d'assistants, clientélistes et temporaires» [Mercado Mondragón, 2007, p. 291].

Quant au mouvement populaire dans l'État d'Oaxaca, ni son ampleur ni sa détermination ne sont venues à bout d'un gouverneur autoritaire et répressif. Au contraire, des rapports de la commission internationale des droits humains [CCIODH, 2007; Roux, 2009] ont corroboré des exactions policières et des assassinats par des groupes paramilitaires au cours de la répression du mouvement à l'automne 2006 et certains leaders présumés ont été condamnés à plusieurs dizaines d'années de réclusion.

Les multiples rebondissements de la lutte du «syndicat mexicain des électriciens⁷» (SME) contre les versions successives du plan de privatisation de ce secteur ont régulièrement mobilisé plus de 100 000 personnes. Le SME est souvent parvenu à allier une mobilisation corporative à des dimensions de lutte contre le néolibéralisme, à une défense active et créative des services publics, à une rhétorique de la souveraineté nationale et des prises de position en faveur de diverses luttes populaires. La mobilisation massive des travailleurs n'a cependant pas empêché le président F. Calderón de décréter la liquidation de la société paraétatique de distribution de l'électricité en octobre 2009.

Face à cette situation, de nombreux citoyens, militants et intellectuels en sont venus à la conclusion «qu'il est inutile de négocier des questions de fond avec un gouvernement néolibéral», et que la seule manière de «changer les choses est de changer le gouvernement» [Bartra, 2004]. Ils ont alors orienté leur activisme vers la sphère politique, et en particulier vers un leader politique qui incarnait la défense d'un modèle national de «modernisation incluante»: Andrés Manuel Lopez Obrador. C'est ainsi, pour soutenir ce candidat de centre-gauche, qu'ont eu lieu les mobilisations les plus vastes de ces dernières décennies au Mexique, d'abord contre la tentative de l'écartier des élections («*el desafuero*» en 2004) puis pour dénoncer le résultat des élections présidentielles de 2006. Depuis, cette

5. Par exemple pour l'arrivée de la marche zapatiste à Mexico en 2001, contre le «desafuero» (2004), puis pour dénoncer une fraude électorale (2006) à l'encontre d'A.M. Lopez Obrador,
6. L'Accord de Libre-Échange Nord-Américain qui réunit le Mexique, les États-Unis et le Canada.
7. Ce syndicat regroupe 80% des employés de l'entreprise paraétatique qui fournit en électricité les foyers de la capitale et une partie du centre du pays.



voie du changement politique⁸ se trouve, elle aussi, dans une double impasse. L'importante mobilisation sociale n'est parvenue ni à placer son candidat à la présidence de la république, ni à rénover la culture politique de la gauche mexicaine, comme l'ont illustré les luttes fratricides au sein du PRD, les fraudes lors des élections internes de ce parti ou l'organisation très verticale de la « Convention Nationale Démocratique » menée par A. M. Lopez Obrador.

Après tant de mobilisations soldées par des échecs politiques, beaucoup de Mexicains ont perdu l'espoir qu'une intervention des institutions et de l'État vienne améliorer leur sort et considèrent qu'il est devenu inutile d'adresser leurs revendications au gouvernement. L'investissement dans une dynamique locale leur offre une alternative et la possibilité de changer eux-mêmes les conditions de leur existence.

Une autre culture politique

La seule mutation de la structure d'opportunité politique ne suffit cependant pas à expliquer l'ampleur du phénomène⁹. Ces mouvements ont décidé de ne plus adresser leurs revendications à l'État parce que celui-ci ne les écoutait plus, mais aussi parce qu'ils pensent que « ce sont les gens qui font les changements et non les politiciens » (un jeune activiste, entretien, 2005). Le réinvestissement du niveau local est en effet hautement valorisé par une culture politique très présente au Mexique et qui ancre l'engagement dans des espaces et des territoires locaux.

Si elle a été renforcée par l'échec des voies alternatives de changement politique et social, cette culture politique puise ses racines dans des expériences bien antérieures aux évolutions récentes du contexte politique, notamment dans certains modes d'organisation des communautés indigènes et dans une philosophie politique qui s'est considérablement développée au Mexique et à travers le monde depuis une quinzaine d'années [Pleyers, 2011, chap. 2-4]. Le territoire local y apparaît ainsi bien plus qu'un refuge face à un marché et à un État hostiles. C'est l'espace à partir duquel peuvent être déployées et mises en pratique d'autres manières d'organiser la vie locale qui permettent à la fois d'améliorer le quotidien et de se construire comme des acteurs et des citoyens dans le contexte politique national actuel. Cette culture politique s'organise autour de trois axes : le renforcement des liens sociaux, un espace local autonome et la réorganisation de la vie sociale et politique sur la base de valeurs alternatives.

8. La première étant la négociation avec le gouvernement et la seconde l'appui à un candidat alternatif.

9. J. Goodwin et J. Jasper [2004, p.17-23 et p.28] ont notamment montré qu'il est essentiel d'intégrer l'interprétation des acteurs pour comprendre le lien entre opportunités et action.

Le renforcement des liens sociaux

Dans cette culture politique, l'engagement se doit d'être ancré localement, même s'il peut avoir des enjeux globaux : « On ne peut pas changer le monde sans commencer par voir ce que l'on peut faire concrètement autour de nous, aider nos voisins, voir ce qui est en train de se passer dans notre quartier » (un étudiant d'un réseau de jeunes alter activistes de Mexico, 2005). L'amélioration des conditions de vie mais aussi le développement d'alternatives à la société dominante passent ainsi par le renforcement de liens sociaux ancrés dans la vie quotidienne.

Contre la désaffiliation [Castel, 1995], les activistes (re-)créent des relations conviviales dans les quartiers et les communautés. Les plus militants voient dans la solidarité locale un élément central de l'opposition au « capitalisme qui soumet toutes nos relations à l'argent » (entretien avec J. Holloway, 2003). On retrouve ici une idée chère à l'intellectuelle militante mexicaine A.E. Ceceña [1997] : « Plus les réseaux capitalistes s'étendent, plus les individus sont isolés. En d'autres termes, pour contribuer aux avancées de la globalisation, il faut qu'ils se reconnaissent comme des objets atomisés, qu'ils se désobjectivent ».

Espaces alternatifs et territoires autonomes

Face aux espaces envahis par des logiques marchandes et des projets de modernisation imposés, des communautés entendent « défendre » ou « se réapproprier des espaces ». Il s'agit, selon cette culture politique, de construire des lieux suffisamment distanciés de la société capitaliste pour permettre aux acteurs de vivre selon leurs propres principes : « L'autonomie, c'est que nous nous gouvernions à notre façon, comme peuple indigène. C'est que nous puissions décider comment nous voulons que travaillent nos autorités sans dépendre des politiques qui viennent du haut », pour reprendre les termes d'un militant zapatiste¹⁰.

Le territoire est particulièrement important pour les peuples indigènes qui y retrouvent non seulement la terre ancestrale et le cadre de l'organisation communautaire, mais aussi le milieu dans lequel ils produisent leur alimentation et leurs plantes médicinales : « À partir de processus collectifs, nous pouvons construire des espaces dans lesquels non seulement nous pouvons survivre, mais dans lesquels les êtres humains peuvent développer leur créativité. Nous pouvons générer un espace où une autre manière de vivre est possible » (un jeune activiste du « Movimiento Urbano Popular », Forum Social du Mexique, 2008).

Ces espaces « réappropriés » s'opposent à la fois à la domination d'une logique de marché qui cherche à accaparer les ressources naturelles [Dumoulin, 2003] ou l'espace local (par exemple pour la spéculation immobilière) et aux excès de

10. Première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde, 2007.



pouvoir d'un État perçu comme extérieur à la société. J. Scott [1998] souligne l'hostilité structurelle des États au développement de ces espaces d'autonomie, que ce soit pour contrer une opposition ou pour imposer un état de droit. Il y voit une source majeure de la répression étatique dont sont souvent victimes ces espaces autonomes. Au Mexique, cette violence s'est notamment traduite par la répression de mouvements organisés autour de la défense de la terre. En 2002, les habitants du village d'Atenco étaient parvenus à s'opposer au projet de construction d'un aéroport sur leurs terres. En mai 2006, les forces de l'ordre sont violemment intervenues dans un marché aux fleurs de la localité. À la suite de cette intervention, plusieurs militants ont été condamnés en 2007 à des peines allant jusqu'à 45 années de prison. Au Chiapas, les incursions de groupes paramilitaires dans les territoires zapatistes sont plus nombreuses depuis 2006 [Capise, 2008]. La tension est encore montée d'un cran en 2009, à la suite de la libération de paramilitaires impliqués dans le massacre d'Acteal. Quant aux communautés nahuas du Michoacán qui avaient déclaré leur autonomie en août 2009, huit de leurs militants ont été assassinés avant la fin de cette année.

Espaces d'expérience

Les groupes les plus militants, comme les zapatistes, certaines communautés du Oaxaca [Esteva, 2007] et quelques centres culturels urbains ajoutent une dimension expérimentale et performative [Pleyers, 2011, ch. 2] à ces espaces alternatifs : « Il s'agit de parvenir à construire l'antichambre d'un monde nouveau, un espace où, avec une égalité de droits et des obligations, les différentes forces politiques se « disputent » l'appui de la majorité de la société » [Marcos, cité par Ornelas, 2007]. Lorsque cette dimension performative est très présente, les militants des espaces autonomes cherchent à y établir des espaces « sans relations de domination » [Holloway, 2003], en dehors de l'idéologie marchande et dans lesquels la vie sociale, culturelle et politique s'organise autour de valeurs alternatives et de relations de solidarité fortes et horizontales. La participation directe de chacun dans les décisions et leur mise en œuvre sont par exemple privilégiées dans plusieurs de ces expériences, même s'il s'agit là d'un idéal qui n'est jamais pleinement transcrit dans la réalité. De fait ou sanctionnée par les lois, l'autonomie permet ainsi la construction d'*espaces d'expérience* dans lesquels les participants tentent de traduire dans la pratique les valeurs de participation, d'égalité et d'autogestion. Ce sont là des défis considérables, par exemple lorsqu'il s'agit de favoriser l'égalité des genres ou d'éviter de reproduire les relations verticales entre les « autorités » et la « base ». Pour tenter d'y répondre, les zapatistes ont notamment mis en place un système de rotation des charges. Les différentes tâches dans le domaine de la justice, de la santé ou de l'éducation sont ainsi assurées par des bénévoles choisis pour une durée de trois ans.

L'amélioration de la qualité de vie

Certains activistes considèrent leurs mouvements locaux comme partie prenante d'une lutte globale contre le « néolibéralisme » ou le « capitalisme » face auxquels ils entendent construire un « autre monde » à partir de multiples alternatives locales. L'impact majeur (et souvent négligé) de ces mouvements pourrait cependant être d'une autre nature : l'amélioration de la qualité de vie des habitants de ces communautés ou des participants à ces groupes.

Au Mexique, dans un contexte de fermeture du système politique, de crise économique, de forte précarité et de fragmentation sociale [Zermeño, 2005], le niveau local semble être le seul à pouvoir assurer sinon une vie meilleure [Zermeño, 2010], du moins la préservation d'un certain niveau de vie. Avec le déclin des institutions et des médiations, un système de sécurité sociale couvrant seulement une faible frange de la population et un avenir économique incertain, la communauté ou les solidarités locales apparaissent à bien des individus comme les seules protections accessibles face aux aléas de la vie.

L'action de ces mouvements au niveau local favorise *une intégration sociale* mais aussi *politique* des membres de la communauté ou de l'espace alternatif urbain. Ces deux dimensions ont chacune un impact important sur la qualité de vie des participants. Les mouvements locaux créent en effet des espaces au sein desquels les individus peuvent intervenir et s'engager activement pour construire des alternatives pratiques face aux problèmes communs. Les habitants accèdent par là à une certaine forme de citoyenneté [Merklen, 2009] mais aussi à une opportunité de se construire soi-même et de s'affirmer dans la dignité en tant que sujets et acteurs de leur vie. Loin d'un communautarisme nostalgique, ces mouvements mettent en place les supports collectifs qui renforcent la « capacité à choisir sa propre vie », qu'Amartya Sen considère comme le principe central d'une société juste [Sen, 1999 ; De Munck et Zimmerman, 2008]. L'impact considérable de l'intégration sociale sur la qualité de vie a, quant à lui, été clairement mis en évidence par de nombreux auteurs, notamment à travers la création de liens sociaux et de relations de confiance [par ex. Putnam, 1995]. Ces mouvements créent un esprit collectif local dans lequel Alexis de Tocqueville voyait les racines de la démocratie. C'est également dans le renforcement du tissu social que Robert Putnam a trouvé les bases d'un développement économique [Putnam, 1993].

L'expérience de plusieurs mouvements mexicains conduit à ajouter deux axes supplémentaires dont l'impact sur la qualité de vie des membres s'avère également important – et qui représentent dès lors deux défis majeurs pour ces espaces autonomes – : la reconstruction d'institutions et la viabilité économique. Dans un pays en proie à une grande instabilité et, dans de nombreuses régions, à une vague de violence et une généralisation de l'impunité, certains mouvements locaux viennent apporter une stabilité et une réappropriation d'institutions sociales qui étaient jusque-là perçues comme extérieures et hostiles. C'est particulièrement



le cas des polices communautaires [Martínez Sifuentes, 2001], de l'organisation d'une démocratie locale, de la justice [Bárceñas, 2005] ou d'un enseignement qui intègre les langues indigènes et des « innovations éducatives culturellement pertinentes » [Gutiérrez Narváez, 2006]. Alors que certains de ces mouvements portent souvent des discours virulents de rejet des institutions, l'une des dimensions essentielles de leur action tient dans la reconstruction d'institutions à partir du niveau local. Ces institutions nouvelles se veulent plus adaptées aux besoins spécifiques des communautés, porteuses de valeurs alternatives et soumises aux décisions des assemblées de la population concernée.

Bien qu'elle soit peu documentée dans la littérature consacrée aux mouvements pour une autonomie locale, la dimension économique s'avère souvent décisive pour la viabilité et la pérennisation de ces espaces autonomes. Sans un certain niveau d'autosubsistance et/ou une génération de revenus, les bases durables d'une autonomie locale ne peuvent être assurées. Pour les communautés autonomes rurales, garantir des débouchés pour les productions agricoles représente un défi considérable dans les campagnes durement affectées par le changement de modèle économique et l'ouverture commerciale [Bartra, 2009]. Aussi de nombreuses organisations locales ont-elles développé des filières de distribution alternatives afin d'assurer des débouchés aux producteurs de leur communauté locale. C'est par exemple le cas de mouvements affiliés à l'ANEC¹¹ [Acuña, 2003] mais aussi des communautés zapatistes et de leur filière de café « Mut Vitz ». Leurs circuits de distribution reposent sur des comités de solidarité zapatistes, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord. Des débouchés sont ainsi assurés pour une partie de la production locale sans pour autant intégrer des « filières capitalistes », ce qui irait à l'encontre des valeurs du mouvement. Cependant, ces circuits de distribution militants demeurent d'une ampleur limitée et ne permettent pas de fournir des revenus suffisants pour assurer les bases économiques des communautés autonomes. Si la pauvreté a diminué dans les communautés zapatistes, l'amélioration des conditions matérielles après plus de quinze années de lutte n'est pas à la hauteur des espérances de tous les habitants¹². Dans les territoires autonomes comme dans l'ensemble du Mexique, la migration vers les États-Unis est l'option choisie par de nombreux jeunes qui cherchent de meilleures conditions de vie [Aquino, 2010]. Dans d'autres cas, des groupes de réfugiés choisissent de quitter les zones zapatistes pour retourner dans leurs anciens villages afin d'accéder à davantage de terres [Mélenotte, 2009]. Si la dimension politique de l'autonomie représente un défi majeur qui a passionné

11. Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productos del Campo.

12. Particulièrement dans un contexte qui voit l'aide internationale diminuer alors que les tensions avec les paramilitaires se multiplient. Les paysans zapatistes subissent par ailleurs la crise générale du monde agricole mexicain [Bartra, 2009].

chercheurs et militants, la viabilité économique des communautés autonomes constitue souvent leur talon d'Achille¹³. Rares sont les mouvements mexicains qui sont parvenus à ce niveau aux résultats du mouvement brésilien des travailleurs ruraux sans terre à propos duquel A. Wright et W. Wondford [2003, p. 264] notent : « Dans chacun des campements que nous avons visités, les gens jouissaient d'un niveau de confort, de sécurité, d'alimentation, d'éducation, de soins de santé et d'un sens de la participation communautaire sans commune mesure parmi les ruraux pauvres au Brésil ».

Les limites des mouvements locaux

Les mouvements qui se sont focalisés sur le niveau local et la culture politique dont il a été question dans ce texte possèdent leurs parts d'illusions et leurs limites. Il convient notamment d'éviter toute idéalisation du niveau local et des acteurs locaux. Le fait que les enjeux soient moins considérables qu'au niveau étatique ou national n'assure en rien le désintéressement des acteurs politiques et des leaders sociaux [Olivier de Sardan, 1995]. Si certains mouvements tentent de développer des relations politiques et sociales moins hiérarchiques, le niveau local ne peut être confondu avec l'absence de pouvoir. Conscients de ces risques, certains mouvements centrés sur l'autonomie locale ont développé des règles strictes pour contrer ces phénomènes, par exemple par un contrôle étroit des mandats par des assemblées, l'absence de rémunération des élus ou la rotation des tâches communautaires [Bárceñas, 2005]. Cependant, même dans le cas des communautés zapatistes qui ont développé un ensemble important de règles et de pratiques à cet égard, il semble inéluctable que des « déséquilibres de pouvoir » se manifestent parfois avec force [Mélenotte, 2009]¹⁴.

Un second ensemble de limites tient au fait que, si l'organisation locale peut considérablement améliorer la qualité de vie des habitants concernés, la portée des actions entreprises à ce niveau ne peut contrer le délitement des droits sociaux et d'une citoyenneté qui restent liés aux États-nations [Davis, 2006, chap. 3]. Les institutions étatiques conservent ainsi un rôle majeur pour inscrire les acquis sociaux dans le droit et dépasser les limites des espaces locaux. Une collaboration avec des institutions étatiques apparaît dès lors importante. Dans le contexte mexicain, elle est cependant peu probable en raison, d'une part, de la fermeture du

13. L'évaluation est cependant difficile à ce niveau, notamment en raison de l'absence de données économiques fiables dans ce domaine.

14. Les valeurs portées par les communautés locales ne sont pas forcément progressistes. Dans certaines communautés de l'Oaxaca, l'autonomie et l'application du droit coutumier a par exemple conduit à retirer le droit de vote aux femmes. En ville, l'émergence de communautés de voisinage face à un environnement jugé hostile est plus souvent le fait de « *gated communities* » que de mouvements des quartiers populaires.



système politique aux revendications sociales et, d'autre part, du rejet des acteurs politiques et institutionnels par de nombreux mouvements locaux qui, déçus par les impasses et ce qu'ils perçoivent comme des « trahisons politiques », considèrent que le changement social ne peut venir que « d'en bas ». La question reste cependant entière : dans quelle mesure peuvent-ils se passer de relais institutionnels pour parvenir à des transformations sociales d'une certaine ampleur et à l'amélioration des conditions de vie des habitants des communautés ?

Enfin, contrairement aux espoirs de ces mouvements et de certains de leurs analystes [Holloway, 2003], la multiplication d'espaces restreints dans lesquels sont développées des pratiques alternatives d'intégration politique et sociale ne mène pas forcément à un changement global de la société. En l'occurrence, elle coexiste au Mexique avec un renforcement des politiques néolibérales et sécuritaires, avec l'accroissement du poids des pouvoirs économiques et avec une détérioration de la qualité de vie des Mexicains [Zermeño, 2010]. En déplaçant la lutte de la sphère politique vers celle de l'espace local de la vie quotidienne, ces mouvements ne laissent-ils pas le champ libre à leurs adversaires en ce qui concerne l'influence qu'ils exercent sur les instances de pouvoir et le recours aux institutions ? Pour ces mouvements locaux comme pour nombre de théoriciens liés à ce courant, le chemin qui mène de ces espaces locaux à des transformations à une échelle plus vaste reste extrêmement flou [Pleyers, 2009].

Conclusion

Au cours des dernières années, de nombreux mouvements sociaux mexicains ont concentré leurs activités sur un réinvestissement de l'espace local. Celui-ci constitue à la fois un refuge dans un contexte très peu favorable aux mouvements sociaux et le creuset de nouvelles formes d'engagement qui cherchent à réinventer la démocratie et la citoyenneté. La survie durable de tels espaces demande cependant un engagement permanent. Aux défis de l'intégration sociale et politique, s'ajoutent en effet une dimension institutionnelle et la nécessité d'assurer une viabilité économique.

Cette perspective nous conduit à reconsidérer la place accordée aux mouvements locaux dans la sociologie des mouvements sociaux. Premièrement, les mouvements dont il a été question dans cet article montrent que cette (ré-)émergence de l'espace local comme échelle privilégiée de l'action et de la transformation sociale n'est nullement liée à une opposition à la mondialisation. Elle résulte plutôt d'une réaction face aux évolutions récentes du système politique national et d'une culture politique alternative qui privilégie le changement social à partir du niveau local. Comme le soulignait déjà M. Castells [1999], les échelles locale et globale ne sont pas opposées. La mondialisation donne au contraire davantage de poids aux espaces locaux, notamment parce qu'elle permet aux

acteurs locaux de se connecter au niveau international ou d'inscrire leurs luttes dans un mouvement global sans pour autant avoir à désinvestir le niveau local.

Par ailleurs, les mouvements locaux ont été longtemps considérés comme d'une importance secondaire dans la littérature consacrée aux mouvements sociaux, leur focalisation sur le niveau local résultant soit d'une limitation des enjeux de ces groupes à la défense égoïste d'intérêts locaux et particuliers, soit de leur incapacité à porter avec succès leurs revendications au niveau national [McAdam, Tarrow, Tilly, 2001]. Au Mexique comme dans bien d'autres pays, les mouvements centrés sur la construction d'une autonomie locale sont aussi porteurs de réinventions de la citoyenneté et promeuvent un changement social profond. Il apparaît dès lors essentiel d'éviter toute confusion entre l'échelle territoriale dans laquelle s'inscrit un mouvement et le « niveau de généralité » de ses revendications [pour reprendre les termes utilisés par L. Boltanski et L. Thévenot, 1991] ou le niveau des enjeux qu'ils soulèvent [pour emprunter ceux d'Alain Touraine, 1978]. En centrant leurs activités sur le niveau local, certains mouvements cherchent à améliorer les conditions de vie de leurs membres mais aussi, pour beaucoup d'entre eux, à poser les bases d'une transformation sociétale.

BIBLIOGRAPHIE

- ACUÑA Olivia, « Por la construcción de un mercado agrícola incluyente, equitativo y sustentable, La experiencia de la ANEC », in CARLSEN Laura, WISE Tim, SALAZAR Hilda (coord.), *Enfrentando la globalización*, México, Miguel Ángel Porrúa, 2003, p. 147-171.
- ALBA VEGA Carlos, « Los empresarios y la democracia en México », *Foro Internacional*, XLVI/1, 2006, p. 122-149.
- AQUINO Alejandra, *Entre le mouvement social et l'expérience migratoire : Les enfants des luttes indiennes s'en vont au Nord*, Paris, EHESS, Thèse de doctorat, 2010.
- ARANDA Josefina, « Para poder vivir : la experiencia de la CEPCO », in CARLSEN Laura, WISE Tim, SALAZAR Hilda (coord.), *Enfrentando la globalización*, México, Miguel Ángel Porrúa, 2003, p. 173-197.
- BAKER Lauren E., « Local Food Networks and Maize Agrodiversity Conservation : two Case studies from Mexico », *Local Environment*, 2008, p. 235-251.
- BARBER Benjamin R., *Démocratie forte*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997 [1984].
- BÁRCENAS Francisco, *Autonomía y derechos indígenas en México*, 2da edición, México DF, CEIICH/UNAM, 2005.
- BARTRA Armando, « El gobierno no cumple el Acuerdo Nacional para el Campo », *La Jornada - Masiosare*, 338, 13/06/2004.
- BARTRA Armando, « Los campesinos contra el ogro omiso. Meandros del movimiento rural en el último cuarto de siglo », in MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio (coord.), *Los movimientos sociales : de lo local a lo global*, Barcelona, Anthropos, 2009, p. 154-163.
- BIZBERG Ilán, « La sociedad civil en el nuevo régimen político », *Foro internacional*, n° 190, 2007, p. 785-816.
- BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 2007 [1991].
- CAPISE, *Viento de guerra*, San Cristóbal de las Casas, Centro de Análisis Político e Investigaciones Sociales y Económicas



- A.C, 2008. <http://www.capise.org.mx/files/Vientos%20de%20Guerra.doc>
- **CASTELLS Manuel**, *Le pouvoir de l'identité, L'ère de l'information*, tome 2, Paris, Fayard, 1999.
 - **CASTEL Robert**, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
 - **CECENA Ana Esther**, « Neoliberalismo e insubordinación », *Revista Chiapas*, n° 4, 1997, p. 33-42.
 - **CCIODH (COMISIÓN CIVIL INTERNACIONAL DE OBSERVACIÓN POR LOS DERECHOS HUMANOS)**, Quinta visita, Oaxaca, 2007. http://cciodh.pangea.org/?q=es/taxonomy_menu/3/30
 - **DAVIS Mike**, *Planet of Slum*, London, Verso, 2006.
 - **DE GRAMMONT Hubert C.**, *El Barzón: clase media, ciudadanía y democracia*, México, Plaza y Valdés, 2001.
 - **DE GRAMMONT Hubert C.**, **MACKINLAY Horacio**, « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas frente a los partidos políticos y al Estado, México 1938-2006 », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 68/4, 2006, p. 693-729.
 - **DE MUNCK Jean**, **ZIMMERMAN Bénédicte**, *La liberté au prisme des capacités*, Raisons Pratiques, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008.
 - **DÍAZ POLANCO Héctor**, **SÁNCHEZ Consuelo**, *México diverso*, México: Siglo XXI, 2002.
 - **DUMOULIN David**, « Local Knowledge in the Hands of Transnational NGO Networks: a Mexican Viewpoint », *International Social Science Journal*, 178, 2003, p. 593-606.
 - **ESTEVA Gustavo**, « Oaxaca: The Paths of Radical Democracy », *Socialism and Democracy*, Vol. 21/2, 2007, p. 74-96.
 - **GOODWIN Jeff**, **JASPER James**, « Caught in a Winding, Snarfling Vine: The structural bias of political process theory », in **GOODWIN Jeff**, **JASPER James** (eds.), *Rethinking social movements*, Lahnam, Rowman et Littlefield, 2004.
 - **GUTIÉRREZ NARVÁEZ Raúl**, *Impactos del Zapatismo en la Escuela*, Liminar. Estudios Sociales y Humanísticos, vol. IV/1, 2006.
 - **HOLLOWAY John**, *Cambiar el mundo sin tomar el poder*, Buenos Aires, Herramienta, 2003.
 - **JURIS Jeffrey**, *Taking the Airwaves: Illegality and Autonomy among Free Radios in Mexico*, Paper Presented at the Annual Meetings of the American Anthropological Association, Philadelphia, PA, 2-6 December 2009.
 - **KITSCHOLT Herbert**, « Political Opportunity Structure and Political Protest », *British Journal of Political Science*, 1986, p. 57-85.
 - **KRIESI Hanspeter**, « The Organizational Structure of New Social Movements in a Political Context », in **MCADAM Doug**, **MCCARTHY John D.**, **ZALD MAYER N.** (éd.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 152-184.
 - **LAVILLE Jean-Louis**, *Politique de l'association*, Paris, Seuil, 2010.
 - **LE BOT Yvon**, *La grande révolte indienne*, Paris, R. Laffont, 2009.
 - **MARCOS sous-commandant**, *Calendrier de la résistance zapatiste*, Paris, Rue des Cascades, 2007 [2003].
 - **MARTÍNEZ SIFUENTES Esteban**, *La policía comunitaria. Un sistema de seguridad pública comunitaria indígena en el Estado de Guerrero*, Derecho indígena, 2001.
 - **MCADAM Doug**, **TARROW Sidney**, **TILLY Charles**, *Contentious politics*, New York, Cambridge University Press, 2001.
 - **MÉLENOTTE Sabrina**, « Una experiencia zapatista: San Pedro Polhó, doce años después », in **MESTRIES Francis**, **PLEYERS Geoffrey**, **ZERMEÑO Sergio** (coord.), *Los movimientos sociales: de lo local a lo global*, Barcelona, Anthropos, 2009, p. 225-242.
 - **MERCADO MONDRAGÓN Jorge**, « Política y desarrollo social en el sector agropecuario en el marco del Acuerdo Nacional para el Campo », in **SÁNCHEZ ALBARRÁN Armando** (coord.), *El campo no aguanta más*, México, Porrúa, 2007, p. 271-294.
 - **MERKLEN Denis**, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.

- **MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio** (coord.), *Los movimientos sociales: de lo local a lo global*, Barcelona, Anthropos, 2009.
- **OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre**, *Anthropologie et développement*, Paris, Karthala, 1995.
- **OLVERA Alberto J.**, *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina: México*, México, Fondo de Cultura Económica, 2003.
- **ORNELAS Raul**, *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste*, Paris, Rue des Cascades, 2007.
- **PLEYERS Geoffrey**, *Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2007.
- **PLEYERS Geoffrey**, «Autonomías locales y subjetividades en contra del neoliberalismo: hacía un nuevo paradigma para entender los movimientos sociales», in **MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio** (coord.), *Los movimientos sociales: de lo local a lo global*, Barcelona, Anthropos, 2009, p. 129-153.
- **PLEYERS Geoffrey**, «A quince años del levantamiento zapatista: alcances y retos de un movimiento local en la edad global», *Revista de Ciencias Sociales*, n° 125, 2009, p. 11-22.
- **PLEYERS Geoffrey**, *Alter-globalization. Becoming Actor in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2011.
- **PUTNAM Robert**, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993.
- **PUTNAM Robert**, «Bowling Alone. America's Declining Social capital», *The Journal of Democracy*, vol. 6/1, 1995, p. 65-78.
- **RECONDO David**, *La Política del Gatopardo: multiculturalismo y democracia en Oaxaca*, Mexico DF, CIESAS, 2008.
- **Roux Hélène**, *Rôle de l'observation internationale dans le conflit social à Oaxaca (Mexique) en 2006-2007*, RT 21 «Mouvements sociaux», III^e Congrès de l'Association Française de Sociologie, Paris, 2009.
- **SCOTT James C.**, *Seeing like a state*, Yale, Yale University Press, 1998.
- **SEN Amartya**, *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
- **SERVICIOS DEL PUEBLO MIXE, A. C.**, «La autonomía: una forma concreta de ejercicio del derecho a la libre determinación y sus alcances», *Chiapas 2*, ERA-Instituto de Investigaciones, 1996.
- **TOURAINE Alain**, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
- **WRIGHT Angus, WOLFORD Wendy**, *To Inherit the Earth: Landless Movement and the Struggle for a New Brazil*, Oakland, Food first, 2003.
- **ZERMEÑO Sergio**, *La desmodernidad mexicana y las alternativas a la violencia y a la exclusión en nuestros días*, Mexico, Oceano, 2005.
- **ZERMEÑO Sergio**, *Reconstruir a México en el Siglo XXI*, Mexico, Oceano, 2010.
- **ZICCARDI Alicia**, *Pauvreté urbaine et politiques sociales en Amérique latine*, *Alternatives Sud* vol. 14(2), 2007.

**RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT**

Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, de nombreux mouvements sociaux mexicains ont focalisé leur action sur le niveau local. Cet article souligne deux facteurs qui ont favorisé cette évolution : les impasses politiques liées à la fermeture du système politique aux revendications de nombreux secteurs sociaux et le renforcement d'une culture qui conçoit le changement social à partir de l'échelle locale. La seconde partie de l'article souligne l'impact que peuvent avoir ces mouvements locaux sur l'amélioration de la qualité de vie de leurs membres et des habitants de ces communautés pour ensuite pointer certaines limites inhérentes à la culture politique dans laquelle s'inscrivent la plupart de ces mouvements.

Durante la primera década del siglo XXI, numerosos movimientos sociales mexicanos se han focalizado en el nivel local. Este artículo subraya dos factores que han favorecido dicha evolución : los impases derivados del bloqueo del sistema político mexicano frente a las reivindicaciones de numerosos

movimientos sociales y el fortalecimiento de una cultura política que concibe el cambio social a partir de una escala local. La segunda parte del artículo enfatiza el impacto de movimientos locales en el mejoramiento de la calidad de vida de sus miembros y de los habitantes de estas comunidades. Finalmente, se apuntan algunos límites inherentes a la cultura política en la que se inscriben la mayor parte de los movimientos locales.

Through the course of the first decade of the XXI century, there have been numerous social movements in Mexico that have focused their efforts on a local level. This article highlights two factors that have facilitated this development : the political impasse due to the closure of the political system to the demands of numerous social sectors, and the strengthening of a culture that sees social change from a local level. The second part of the article highlights the potential impact of these local movements on improving the quality of life on their members and residents of these communities, and then points out some limitations inherent in the political culture in which most of these movements are active.

MOTS CLÉS

- mouvements sociaux
- Mexique
- autonomie

PALABRAS CLAVES

- movimientos sociales
- Mexico
- autonomía

KEYWORDS

- social movement
- Mexico
- autonomy

Luis López Aspeitia*

Une action locale à portée transfrontalière. Le *Colectivo Chilpancingo* à Tijuana, Mexique

C'est un dimanche ensoleillé, comme il est habituel à Tijuana en mai. Les résidents d'un quartier pauvre de la ville sont à la fête. Une grande fierté se lit sur leurs visages. Leur humble quartier, *Ejido Chilpancingo*, accueille les représentants des pouvoirs politiques du Mexique et des États-Unis pour la signature d'un accord que le maître de cérémonie n'hésite pas à qualifier « d'historique ». Pour la première fois dans l'histoire de l'ALENA, un gouvernement, en l'occurrence celui des États-Unis, se voit obligé de reconnaître sa responsabilité dans des actes perpétrés par une entreprise privée. Les autorités signent l'accord puis c'est au tour des représentants du quartier, Lourdes Lujan et Yesenia Palomares. Lors des discours, Lourdes réclame plus d'attention des gouvernements aux problèmes liés à la pollution des entreprises, car « Tijuana n'est la poubelle de personne ».

Cette scène fait partie du film « Maquilapolis »¹, réalisé par une dizaine d'ouvrières et d'ex-ouvrières sous la direction de Vicky Funari, une vidéaste nord-américaine. Dans le film, les activistes racontent l'histoire du mouvement, leurs principales problématiques, notamment la fermeture du site de l'entreprise « Metales y Derivados », et le refus du propriétaire et de l'État mexicain d'entamer

* ENSAPLV et CADIS (EHSS).

1. « Maquilapolis, ville des usines ». Réalisé en 2005 par Vicky Funari et Sergio de la Torre, le documentaire est tiré des enregistrements réalisés pas les ouvrières elles-mêmes.

le nettoyage du terrain où des milliers de tonnes de déchets toxiques sont entreposés. Grâce aux actions d'un groupe de femmes au foyer en collaboration avec une ONG de San Diego, les gouvernements mexicain et états-unien ont été contraints de proposer une solution aux habitants du quartier.

Des exemples de pollution provoquée par les industries *maquiladoras*², la frontière en connaît des dizaines. Des enfants nés avec des malformations dues à la pollution des entreprises proches de quartiers densément peuplés se comptent par milliers et les procès, quand il y en a, se soldent pour la plupart par l'acquiescement des entreprises. Pourquoi dans le quartier *Ejido Chilpancingo* les autorités ont-elles reconnu leur responsabilité? Quelles stratégies les habitants ont-ils suivies pour imposer le nettoyage du site pollué?

Je suis entré en contact avec Lourdes, Yesenia et les autres membres du *Colectivo Chilpancingo*, une association de résidents d'*Ejido Chilpancingo*, le quartier de Tijuana le plus affecté par la pollution des *maquiladoras* lorsque j'enquêtai sur les conditions de travail dans les usines d'assemblage. Leur histoire confirme les stéréotypes les plus répandus quant à la brutalité avec laquelle les entreprises d'assemblage bafouent les droits élémentaires non seulement des travailleurs, mais aussi des résidents des quartiers avoisinant les parcs industriels. Mais elle est aussi révélatrice des transformations de l'action collective face aux conséquences de ces façons de faire.

Je voudrais, dans cet article, analyser la mise en place d'une action locale dont les destinataires se trouvent dans un contexte transfrontalier. Je me concentrerai sur les stratégies suivies par le mouvement afin de publiciser³ leur revendication auprès d'un public transnational, notamment à travers la création d'un discours qui présente la frontière Tijuana-San Diego comme un espace commun partagé entre deux pays. Je pointerai également les différences de ce type d'action collective, à la fois locale et transfrontalière, vis-à-vis des mouvements urbains classiques au Mexique. Enfin, je m'interrogerai sur le statut du local dans cette mobilisation, l'hypothèse étant que cette inscription territoriale du mouvement, loin d'être une forme de retrait communautaire, représente une porte d'entrée dans la globalisation.

2. Les *maquiladoras* sont des usines filiales ou sous-traitantes des multinationales qui ont été délocalisées à la frontière Mexique-États-Unis depuis les années 1960. Elles sont appelées «*maquilas*» en raison de leur statut d'entreprises d'assemblage qui jouissent d'un régime douanier spécial leur permettant d'introduire des composants et d'exporter des produits manufacturés sans avoir à payer de taxes.
3. Je reprends ici la notion de public et de publicisation développée par John Dewey [2003] pour qui le public n'est réductible ni à une institution (l'opinion publique) ni à un ensemble de valeurs. Le public est avant tout porté par l'action et par les conséquences de l'action. Il est produit par la quête de visibilité d'une problématique, par le besoin de légitimer des causes, par la recherche de solutions à une demande quelconque. En tant que tel, le public impose aux acteurs des règles d'interlocution et de présentation, mais il leur permet de redéfinir leurs stratégies d'action, ainsi que leurs objectifs. Il impose des contraintes mais offre des ressources.



L'histoire : *Metales y Derivados*

Le quartier « Ejido Chilpancingo » fut créé en 1940 par des paysans migrants provenant des États du Sud-Est du Mexique qui occupèrent des terrains agricoles adjacents aux rivières « Alamar » et « Tijuana » (voir carte). Jusqu'aux années 1950, cette bourgade était relativement isolée du reste de Tijuana. Mais avec la croissance urbaine, l'enterrement de la rivière Tijuana, la construction de ponts reliant le quartier à la ville et l'installation des *maquiladoras* dans le parc industriel Otay, le quartier est devenu un lieu de passage obligé pour des milliers de travailleurs. Le quartier compte une population stable de dix mille personnes. Mais, à Tijuana, cela reste relatif. Selon Lourdes et Yesenia, les leaders du *Colectivo Chilpancingo*, à certaines périodes de l'année, il peut y avoir une population deux ou trois fois plus nombreuse. Bien que la propriété foncière soit régularisée et que des services d'électricité et d'assainissement arrivent à la majorité des maisons, les rues ne sont pas asphaltées et sont couvertes d'une sorte de sable poussiéreux qui provient des lits des rivières. Lorsque la pluie tombe, me dit Lourdes, de véritables rivières d'eau polluée, aux couleurs changeantes, envahissent les rues de Chilpancingo. « Ce n'est pas simplement le fait de la pluie, mais aussi le fait que les *maquiladoras* profitent de la pluie pour jeter leurs eaux usées. »

Le conflit qui opposa les habitants de Chilpancingo aux autorités mexicaines et états-uniennes, débuta au milieu des années 1990, quand *Metales y Derivados* fut sanctionnée par les autorités mexicaines. Il s'agit d'une filiale de *New Frontier*, une entreprise nord-américaine chargée du recyclage des résidus toxiques des moteurs automobiles, dont le siège est à San Diego, à moins d'une demi-heure du site de Tijuana. La révision du site réalisée par l'agence fédérale de l'environnement (la Profepa) concluait que l'entreprise respectait seulement deux des quatorze dispositions légales de sécurité et de protection de l'environnement. Mais à la veille de l'entrée en vigueur de l'ALENA, l'affaire fut étouffée. Ce n'est qu'en 1994, sous la pression des voisins de *Chilpancingo*, que l'entreprise fut finalement fermée. Pendant plus de 20 ans, l'entreprise avait recyclé et enterré des déchets hautement toxiques à moins d'un kilomètre d'une zone densément peuplée sans subir aucune sanction.

Une fois l'entreprise fermée, ses propriétaires ont laissé derrière eux plus de vingt mille tonnes de matériaux hautement polluants, enterrés ou déposés à ciel ouvert, parmi lesquels de grandes quantités d'arsenic, d'antimoniaux, de plomb, de cadmium et de phosphore (SCCEAN plainte SEN-98-007). Les propriétaires de l'entreprise se sont réfugiés aux États-Unis pour échapper au mandat d'arrêt émis à leur encontre par le gouvernement mexicain. L'entreprise fermée et ses propriétaires en fuite, le gouvernement mexicain n'a pris possession du terrain qu'en 1996, soit deux ans après la fermeture du site. Cependant, et malgré les efforts des habitants du quartier, le gouvernement n'a pas procédé à une relocalisation de la terre polluée. Une étude menée par l'ONG *Environmental Health*

Coalition (EHC), montre que la masse de terre polluée atteint 23 904 tonnes [EHC, 2004].

En 1996, Lourdes et Yesenia furent contactées par EHC pour réaliser des enquêtes auprès des habitants du quartier afin de mieux connaître l'impact de la pollution. Pour Lourdes, ce fut le début d'un engagement qui aboutit à la formation du *Colectivo Chilpancingo Pro Justicia Ambiental*.

«Le travail avec l'EHC a commencé en 1996, lorsque j'ai commencé à collaborer avec eux pour faire connaître la problématique de *Metales*. J'ai commencé deux ans après la fermeture. Pourquoi? Parce que... moi-même, je ne savais pas que cette usine existait. Je suis allée à la pharmacie et là-bas j'ai vu une annonce où l'on sollicitait des gens pour mener une enquête. J'y suis allée et ils m'ont donné une formation. Cela m'a intéressée surtout parce que j'étais consciente que c'était un risque surtout pour nos enfants. C'est comme ça que j'ai commencé. Et depuis je n'ai pas arrêté d'y participer.» (Lourdes)

À l'origine du *Colectivo* se trouve donc EHC, une ONG environnementaliste basée à San Diego qui dénonce la responsabilité des *maquiladoras* dans la pollution de la baie de San Diego. EHC est la première organisation pro-justice environnementale qui a accepté de travailler avec des communautés situées du côté mexicain de la frontière, notamment avec le *Proyecto Pro Conservación del Cañon del Padre*. Elle a été créée en 1980 par un groupe d'écologistes sandieguins. Diane Tarkvorian, l'une des fondatrices, signale que l'objectif de l'association était de faire valoir les droits des habitants à «... vivre, travailler et jouer dans un environnement propre et sain (...) de la région frontalière Tijuana-San Diego jusqu'à la baie de San Diego».

Le *Colectivo* est né d'une intervention étrangère dans le quartier, mais il a rapidement acquis une autonomie par rapport à l'ONG nord-américaine. Lourdes le voit comme un processus d'apprentissage. D'abord la prise de conscience des dangers qui menaçaient son quartier, ensuite l'apprentissage d'un langage scientifique qui permet d'acquérir des compétences et de comprendre les effets de la pollution sur la population. Plus tard, la maîtrise des techniques de mobilisation, du discours médiatique et de la négociation.

«Au début je ne comprenais rien. Je me demandais de quoi ils parlaient. Ils me parlaient d'arsenic, de cadmium et de je ne sais quels autres produits encore. Mais après, avec la formation, j'ai compris ce qu'était l'arsenic et tout ce dont il était composé. Au début, ça a été difficile à comprendre, mais maintenant, je me sens plus sûre de moi et je sais ce que je veux. Maintenant, c'est plus facile pour moi.» (Lourdes)

Le récit de Lourdes montre les difficultés de l'action collective dans des quartiers pauvres soumis aux effets destructeurs d'une industrialisation accélérée et au manque de planification urbaine. Depuis les années 1980, le quartier avait



déjà présenté des cas d'anencéphalies⁴, dues aux quantités de plomb trop élevées dans le sang. Mais ni les autorités, ni les médias n'y avaient prêté attention. Les habitants eux-mêmes n'avaient pas connaissance des risques encourus du fait d'être situés près de l'usine polluante. Pour les militantes du *Colectivo* c'est d'abord un travail d'information à propos des risques pour les habitants du quartier qui a donné sens à l'action collective.

«Nous avons commencé à faire des réunions d'information tous les quinze jours, pour que les gens sachent où nous en étions. La plupart du temps, nous n'avancions pas et donc nous n'informions pas. Cela démoralisait notre communauté. Mais ces réunions ont été utiles pour nous rapprocher des voisins. À partir de ces réunions, la communauté elle-même a commencé à nous demander de nous occuper aussi d'autres choses, de nous occuper des ordures, des inondations, des rues... Nous avons donc commencé à faire aussi de la représentation du quartier auprès de la mairie. C'est comme ça que le *Colectivo* s'est formé en 2002.» (Yesenia)

En 2002, le *Colectivo* s'est constitué en une association civile⁵ à l'initiative de cinq activistes qui, une fois les enquêtes terminées, se sont aperçus des dégâts causés par l'usine *Metales et Derivados*. Vint ensuite une série de mobilisations pour dénoncer l'impunité dont avait joui le responsable de l'entreprise et l'absence d'intervention des autorités. La cible principale de leurs protestations fut le gouvernement mexicain, notamment la Profepa, qui refusa de répondre à la demande d'assainissement du site. Leurs protestations ne se limitèrent cependant pas au côté mexicain. Parallèlement, le *Colectivo* et EHC poussèrent les associations civiles sandieguines à protester contre la passivité des autorités nord-américaines et contre le propriétaire de l'usine. Yesenia me commenta la double stratégie de protestation suivie par le *Colectivo* :

«Pour nous, c'était très clair. Nous protestions contre le propriétaire de l'usine à San Diego parce que nous savions où il habitait et nous voulions le discréditer. Mais aussi, nous protestions contre le gouvernement mexicain. Nous avons fait des marches, des pèlerinages⁶, des marathons de protestation. Nous avons deux adversaires : le gouvernement mexicain et le propriétaire de l'usine.»

4. L'anencéphalie est une grave malformation congénitale caractérisée par une formation incomplète du « tube neural », et donc un cerveau partiellement constitué. Les enfants meurent quelque temps après la naissance.
5. L'équivalent des associations de la loi 1905 en France.
6. Bien que les pèlerinages aient une connotation fondamentalement religieuse – même au Mexique – j'utilise cette expression pour traduire « *peregrinaciones* » car c'est bien le sens que les membres du *Colectivo* donnaient à leurs manifestations. Il s'agissait de marches avec des icônes religieuses (notamment la Vierge de Guadeloupe) afin de produire un impact sur les médias locaux de San Diego.

Pour les militants, le fait d'habiter à la frontière est à la fois l'origine de leurs maux et la ressource principale pour leur action. C'est l'origine de leurs problèmes car la frontière, particulièrement à Tijuana, subit les effets de l'introduction massive d'entreprises multinationales, phénomène initié dans les années 1960 mais qui s'est généralisé après la mise en place de l'ALENA [Lopez, 2007]. La frontière est aussi une «ressource» que les habitants peuvent mobiliser. Magdalena, une activiste d'EHC qui s'occupe de suivre l'affaire *Metales et Derivados*, explique ainsi la manière dont la frontière est construite à la fois comme un problème et comme une ressource.

«Tout ça, tout ce dont nous parlons existe parce que nous sommes à la frontière et parce que nous parlons d'une communauté transfrontalière. Nous sommes très liés des deux côtés. Nous travaillons ensemble. Dans nos mobilisations, tu verras toujours des gens des deux côtés essayant de trouver ensemble des solutions aux problèmes. Dans les dernières années, beaucoup d'industries se sont déplacées au centre du pays, mais leurs premiers tests ont été faits à Tijuana.»

L'idée que la frontière est une région partagée entre deux nations, mais dans laquelle circulent des habitants qui se reconnaissent d'abord comme frontaliers, est constitutive de la formation de Tijuana comme une ville dépendante – économiquement et socialement – de sa voisine nord-américaine [Herzog, 2001, Odgers, 2001; Alegria, 1986; Vila, 2001, 2007]. Les habitants des deux côtés de la ligne frontalière, non seulement se reconnaissent en tant que résidents d'un espace caractérisé par l'intensité des échanges entre les deux populations, mais ils utilisent la frontière comme une ressource susceptible d'être mobilisée, que ce soit pour des activités quotidiennes ou pour des protestations collectives. Olga Odgers [2001] montre que cette représentation de la frontière est pour les habitants de Tijuana et de San Diego un espace de circulation et une forme d'identification territoriale marquée par les rapports entre les pays et par des forces qui circulent entre les deux nations.

«La ligne frontalière marque la vie des habitants de la région de telle sorte qu'elle devient un lien identitaire. Elle est à l'origine d'une *identité frontalière*, d'une culture du vis-à-vis. Autrement dit, le *localisme* de la frontière – parfois très développé – prend racine dans son transnationalisme. Les habitants frontaliers savent bien que leur espace de vie est différent du reste du territoire national. Ils savent que leur ville se caractérise par l'entrée et la sortie de personnes, marchandises et capitaux régulés par des accords multinationaux, ces échanges marquant la région d'un important transnationalisme : telle est pour eux la particularité de leur quartier» [Odgers, 2001, p. 70].

La construction du cas «Metales et Derivados» comme cas «typique» de la situation de la frontière permet de justifier, aux yeux d'un public transfrontalier,



l'intervention d'une ONG nord-américaine dans les affaires d'une petite localité comme Ejido Chilpancingo. En jouant sur la proximité territoriale et sur les effets néfastes de la pollution dans les communautés des deux côtés de la frontière, elle rend visibles les problèmes locaux qui, sans cela, seraient occultés par une propagande institutionnelle qui vante les bénéfices de l'industrie *maquiladora*.

Pour les habitants comme Lourdes et Yesenia, la manière la plus efficace de manifester leur mécontentement est de traverser la ligne frontalière afin de recevoir le soutien d'habitants de l'autre côté. Selon Yesenia, le problème est local puisqu'il affecte surtout leur quartier, mais il peut atteindre les populations des deux côtés de la frontière. « Nous avons le soutien des gens de San Diego. Nous faisons des rencontres aux États-Unis, nous manifestons face à la maison de Mr. Khan [le propriétaire de l'usine], et nous manifestons face à l'EPA⁷. Après, ils viennent ici et nous manifestons à la Profeco ou à la mairie. » Malgré les asymétries entre les deux pays, la frontière n'est donc pas un obstacle, mais une ressource.

De la protestation à la négociation

Les relations entre groupes environnementalistes et habitants des quartiers mexicains sont généralement marquées par une méfiance mutuelle. Avant l'ALENA, les associations à Tijuana n'avaient guère développé d'alliances transfrontalières. Du côté mexicain, les organisations étaient constituées hiérarchiquement et composées par des militants de gauche alliés à des partis politiques (de gauche ou du PRI). Leurs pratiques de pression se réduisaient à l'occupation de terres et à la négociation avec les autorités locales. La grande majorité des organisations urbaines à Tijuana furent cooptées ou démantelées au début des années 1990 [Valenzuela, 1991]. Du côté nord-américain, les syndicats et autres associations civiles étaient réticents à collaborer ouvertement avec des organisations mexicaines perçues soit comme trop radicales, soit comme trop enclines à la corruption.

Cependant l'entrée en vigueur de l'ALENA a changé les choses. Les associations américaines qui protestaient contre les effets du libre-échange ont commencé à développer des initiatives conjointes avec des organisations mexicaines. Ce fut notamment le cas de la *Coalition Pro Justice dans les Maquiladoras* (CJM), un réseau qui fédère des associations citoyennes, des syndicats, des organisations communautaires, des associations liées à l'Église et des mobilisations étudiantes au Mexique, aux États-Unis et au Canada. Utilisant les médias comme espace d'action et internet comme moyen de connexion, la CJM a développé un discours portant sur le renforcement des acteurs sociaux des trois pays signataires du traité

7. L'Environmental Protection Agency est le bureau responsable de l'instrumentation de la politique environnementale du gouvernement des États-Unis.

à partir des stratégies transnationales de mobilisation. Les campagnes coordonnées contre les « usines à sueur » (« *sweatshop* ») dans les trois pays et les campagnes de dénonciation des injustices commises par les *maquiladoras* ont donné de la visibilité à la réalité vécue par les travailleurs.

Les expériences de collaboration entre des organisations de Tijuana et de San Diego se sont alors développées. Les alliances entre le syndicat FAT⁸ (Mexique) et l'UE⁹ (États-Unis), la protestation contre l'entrée en vigueur de l'ALENA par la *Red Mexicana contra el Libre Comercio* (RMALC), le CJM et d'autres associations montrent un intérêt croissant des organisations de la société civile pour un rapprochement de leurs positions. Magdalena Cerda (EHC) m'explique l'importance qu'elle accorde à l'impact de l'ALENA dans le diagnostic de la situation de la frontière.

« Le cas de *Metales* est un modèle des erreurs du libre-échange. Cette entreprise s'installe grâce au traité, à cause des traités internationaux que le Mexique a signés avec les États-Unis. Pour l'ALENA, on a changé beaucoup de lois mexicaines. La Constitution a changé. Il y a eu des changements au niveau fédéral et au niveau des lois locales ou municipales. Pour permettre aux entreprises de venir et d'investir selon la sécurité qu'elles exigeaient, ils ont profondément modifié les lois. Mais ils n'ont mis dans ces accords, dans ces lois, rien qui permette d'exiger des entreprises le respect des dispositions légales en matière de travail ou de protection de l'environnement. Parce que la loi ne peut pas se limiter à dire que tu as une responsabilité, elle doit aussi dire comment elle va faire pour appliquer cette responsabilité à celui qui viole la loi ou à celui qui commet un crime. Par exemple, aux États-Unis, pour que les entreprises puissent fonctionner, elles doivent payer des impôts environnementaux et cela crée un fonds qui couvre des dégâts ou, comme c'est le cas ici, qui permet de nettoyer des sites toxiques. Mais au Mexique, il n'y a rien de tout ça. Il y a un manque important dans la législation mexicaine. Durant 10 ans, non seulement on n'a pas corrigé cette erreur, mais il y a beaucoup plus de sites pollués similaires à celui de *Metales* dans tout le pays. »

Le discours des activistes est plus élaboré que celui des militants de base. Pour Magdalena (EHC), la campagne pour le nettoyage du site *Metales et Derivados* était une campagne de lutte contre le libre-échange. Pour les militantes du *Colectivo*, l'objectif était plus limité, mais aussi plus clair : nettoyer le site de *Metales*, c'était envoyer un message fort à l'encontre des *maquiladoras*, sans pour autant mettre en cause leur existence, ni celle du libre-échange. Lourdes consi-

8. Frente Auténtico del Trabajo. Une coalition mexicaine de syndicats indépendants née en 1960 et qui s'est opposée à la signature de l'ALENA. Elle fut l'une des premières formations syndicales à promouvoir la création d'Alliances avec des syndicats des États-Unis.
9. UE est l'abréviation d'United Electrical, Radio and Machine Workers of America, un syndicat indépendant non affilié au puissant AFL-CIO qui compte 35 000 membres.



dère ainsi que la campagne de protestation n'a d'autre but que le nettoyage du site et si elle proteste contre les autorités, elle ne les voit pas comme des ennemis à combattre, mais comme des collaborateurs potentiels.

« Nous voulons le nettoyage du site et une prise de responsabilité de la part du gouvernement mexicain. Nous protestons contre l'EPA, mais nous cherchons une solution ensemble. Si, eux, veulent nous aider pour nous, c'est tant mieux. Nous voudrions qu'ils nous regardent comme une solution et non pas comme un problème. Nous pouvons être des alliés, mais nous exigeons qu'ils assument leur rôle. » (Lourdes)

Cette attitude pragmatique est ce qui a permis au *Colectivo* d'avoir un certain succès dans les médias nord-américains, notamment ceux de San Diego. Leur discours pointant les effets pervers de l'ALENA, bien que critique, ne remet pas en question l'existence des *maquiladoras*, mais cherche à responsabiliser les différents acteurs face aux méfaits de la globalisation. C'est pour cette raison que leur principale action, en plus des manifestations, fut le dépôt d'une plainte contre les gouvernements du Mexique et des États-Unis auprès des autorités désignées par l'ALENA pour faire face aux effets indésirables du libre-échange¹⁰. Ces mécanismes de dépôt de plaintes sont prévus par les pays signataires pour traiter les cas où la responsabilité des pouvoirs publics est engagée. La proposition fut élaborée par EHC, puis validée par les habitants de *Chilpancingo* et enfin présentée aux autorités par un ensemble d'associations de la société civile des deux côtés de la frontière.

10. Les rencontres préalables à la signature de l'accord, ont abouti à la création de forums de discussion publique où les activistes ont pu manifester leur opposition au traité. L'Accord de coopération environnementale de l'Amérique du Nord (ACEAN) est le fruit de ces pressions et fut créé à l'initiative des gouvernements des États-Unis et du Canada. L'ACEAN prévoyait la création de deux instances pour le renforcement de la protection de l'environnement: la Banque pour le Développement de l'Amérique du Nord (BDAN) et la Commission de Coopération Écologique (CCE) [Alfie, 1998].

Le CCE est composé de trois instances: un Conseil des Ministres constitué des ministres de l'environnement des trois pays; un Secrétariat composé d'un directeur exécutif et d'un groupe de spécialistes des trois pays, chargé d'élaborer les programmes de travail, les reports sur l'état de l'environnement et d'analyser les pétitions citoyennes. Enfin, un troisième échelon est constitué d'un Comité consultatif formé de citoyens (15) des trois pays.

Les chapitres 14 et 15 de l'ACEAN permettent aux citoyens de porter plainte quant à la responsabilité des gouvernements par action ou par omission, en accord avec les termes établis par l'ACEAN. Une fois la plainte déposée auprès du Secrétariat, celui-ci délibère si elle est conforme aux critères qu'établissait l'ACEAN. Comme dans le cas des accords parallèles sur le travail, lorsqu'une pétition citoyenne est présentée contre un gouvernement, le Secrétariat instruit une équipe de travail composée d'experts des deux autres pays. Entre 1995 et 2004, 44 pétitions citoyennes ont été présentées. La moitié d'entre elles furent présentées contre le gouvernement mexicain: 14 furent présentées contre le gouvernement canadien et huit contre celui des États-Unis.

Dans le cas de *Metales et Derivados*, une équipe canadienne d'experts en droit et écologie se chargea du dossier. Elle mena trois réunions publiques, entre 1998 et 2004 en présence d'experts, d'activistes et d'habitants. Cela donna aux habitants de *Chilpancingo* une visibilité que ni les manifestations ni les réseaux d'activistes n'avaient obtenue¹¹.

La commission chargée de ce cas donna raison aux plaignants et accusa le gouvernement du Mexique d'inaction. Elle proposa l'élaboration d'un plan de récupération des matériaux dangereux qui fut soumis aux différentes parties pour approbation. Pour leur part, le *Colectivo* et EHC élaborèrent conjointement un plan de déplacement des résidus polluants et d'aménagement du site. En 2002, suite au débat suscité dans les médias frontaliers – notamment à San Diego – et à la couverture de journaux renommés comme *The Wall Street Journal* (cinq reportages en deux ans), *Los Angeles Times* (six reportages) et *The Washington Post* (trois reportages), l'EPA sollicita un crédit afin d'initier les travaux de nettoyage du site.

Une fois la nécessité d'une intervention publique sur le site de *Metales* reconnue par les autorités mexicaines et américaines, le débat se porta sur le plan à suivre. Dans un cas comme celui de *Metales*, les règlements des accords parallèles prévoient que les déchets toxiques doivent être rapatriés dans le pays dont l'entreprise polluante est originaire. Le plan préparé par le gouvernement mexicain ne prévoyait, de son côté, que de recouvrir le site par une couverture en plastique pour empêcher les résidus de s'envoler. Le plan développé par les habitants et EHC proposait plutôt le déplacement des matériaux polluants et leur rapatriement vers les États-Unis. Après de multiples protestations auprès des États-Unis, le *Colectivo* fut invité à faire partie du Comité d'Assainissement du site de *Metales y Derivados* et, après deux années de négociations, l'essentiel du plan proposé par le *Colectivo* fut approuvé.

Le cas de *Metales y Derivados* est un exemple des possibilités offertes par l'ACEAN¹² pour affronter la négligence des autorités, la corruption des fonctionnaires mexicains et l'irresponsabilité des *maquiladoras*. Certes, le modèle de pétitions publiques limite les possibilités d'action des organisations sociales. Mais il offre en même temps à ces organisations un forum où dénoncer les effets du libre-échange. Du point de vue des membres du *Colectivo Chilpancingo*, l'ACEAN et la CCE¹³ ne sont pas vus comme une solution aux problèmes environnementaux de la frontière. Ils sont perçus comme des fenêtres pour rencontrer des publics, tels que les lecteurs des journaux ou les spécialistes environnementaux ainsi à leur portée. C'est une opportunité pour alerter un nouveau public et apparaître

11. Dans les seuls journaux américains, de 1998 à 2002, plus d'une vingtaine d'articles et de reportages furent publiés.

12. L'Accord de coopération environnementale de l'Amérique du Nord.

13. Commission de Coopération Environnementale.



aux yeux de la presse nord-américaine comme un groupe « responsable » et non radical. Ce souci de l'image du groupe sera essentiel dans sa présentation auprès du public nord-américain.

Une action locale à portée transfrontalière

Je suis arrivée la première fois au *Colectivo* une année après la signature de l'accord pour le nettoyage et l'aménagement du site de Metales. Yesenia me raconte son histoire avec beaucoup de fierté et termine en disant « Qui aurait cru que de simples femmes au foyer soient capables de faire peur aux politiciens et aux bureaucrates ? Mais nous l'avons fait ! ». Le sens de l'action de *Colectivo* s'exprime bien dans cette phrase : la lutte du faible face au puissant, des pauvres face aux riches, de la communauté face aux multinationales.

À la différence d'autres organisations urbaines de Tijuana, les membres du *Colectivo* ne se définissaient pas en termes politiques. Leur but n'était pas de mener une lutte partisane, mais de faire face à une émergence sanitaire. Pour cette raison, leur discours se centre sur la dimension transfrontalière du phénomène, sur la définition de leur lutte comme une question de justice environnementale et sur l'importance du local. Ces trois aspects constituent le cadre symbolique autour duquel se structure leur action collective. Ils orientent l'action et constituent le récit de présentation face aux différents publics mobilisés.

« Dans le cas de *Metales*, m'explique Magdalena Cerda, les produits chimiques traversent la frontière pour être recyclés. Une fois jetés à la rivière, ils ne restent pas à Tijuana, ils retournent par la rivière vers la baie de San Diego. C'est comme ça que se ferme le cycle de la frontière ». La stratégie suivie par les membres du *Colectivo* auprès des médias nord-américains fut de présenter leur expérience comme un exemple des abus des *maquiladoras* à Tijuana. Échappant à la justice mexicaine, les propriétaires de l'usine utilisent la frontière comme un bouclier. Les membres du *Colectivo* pointèrent l'attention des publics sur cet usage de la frontière : elle est poreuse pour les produits dangereux, elle est bloquée pour la justice. En même temps, pointant le fait que les déchets retournent de toute manière de l'autre côté de la frontière par les rivières, les membres du *Colectivo Chilpancingo* cherchaient à engager leur public transfrontalier non seulement comme spectateur mais aussi comme interlocuteur potentiellement affecté.

Les membres du *Colectivo* réussirent à combiner une protestation très suivie dans les médias locaux et nationaux aux États-Unis et une négociation avec les autorités fédérales du Mexique. Plus leur cas était suivi aux États-Unis, plus la pression était forte sur le gouvernement mexicain. La publication dans le *Washington Post* du 16 février 2003 d'un reportage où l'auteur faisait état des graves anomalies de l'entreprise et des graves conséquences sur la santé des habitants de Chilpancingo (notamment des cas d'anencéphalies, des niveaux trop élevés de

plomb dans le sang, des inégalités environnementales) finit par faire pression sur les autorités mexicaines qui étaient pointées du doigt comme responsables dans les conclusions présentées par les experts de l'ACEAN. En réponse, le gouvernement mexicain décida de proposer un programme de nettoyage du site.

La constitution d'un public transfrontalier fut possible parce que le *Colectivo* fut en mesure de créer un récit engageant les deux côtés de la frontière dans un destin et un espace communs. Les médias américains, où fut principalement réalisée la campagne menée par le *Colectivo* et EHC, furent plus sensibles à la problématique du quartier Chilpancingo. Il est évident que la majorité des spectateurs des journaux télévisés, des émissions de radio et les lecteurs des journaux ne savaient pas où se trouvait Chilpancingo à Tijuana, mais la perspective d'une pollution de la baie de San Diego mobilisa l'intérêt et l'attention sur ces cinq petites femmes au foyer et leurs voisins.

Les risques de pollution des deux côtés de la frontière ne suffisaient pas à eux seuls à mobiliser des opinions favorables à la cause du *Colectivo*. Un autre élément joua en leur faveur : la présentation publique du « cas » de *Metales* comme exemple d'injustice environnementale. Autrement dit, en présentant leur cas comme un exemple flagrant d'injustice, leur récit rejoignit les discours utilisés par les mouvements urbains américains et le langage utilisé par les médias. Tandis qu'au Mexique, la notion d'injustice environnementale n'a guère d'écho, aux États-Unis, elle est centrale pour définir l'agenda des mouvements locaux.

La notion de justice environnementale fut développée durant les années 1980 par des mouvements de minorités urbaines pour protester contre les inégalités sociales et raciales qui se traduisaient par une exposition inégale aux dangers de la pollution et à l'accès inégal à l'information concernant les risques environnementaux [Capek, 1999; Schlosber, 2003]. Aux États-Unis, le mouvement fut porté par les organisations noires qui dénonçaient le caractère raciste des politiques de la ville qui exposaient les communautés noires à plus de risques que les autres. Le discours autour des injustices environnementales fut vite repris par d'autres associations qui se battaient contre les effets négatifs du libre-échange. Aujourd'hui, le réseau le plus important – le Centre pour la Santé, l'environnement et la justice (CHEJ en anglais) – fédère plus de 800 organisations qui vont des groupes contre l'installation de dépôts de déchets toxiques aux groupes contre les industries polluantes, en passant par les antinucléaires, anti-pesticides et anti-OGM.

EHC fait partie de ces réseaux. Elle est née en tant qu'organisation qui lutte contre les injustices environnementales à la frontière Tijuana-San Diego, mais elle milite aussi contre le traité de libre-échange. Le cas de *Metales* a été à la base d'une bataille contre les *maquiladoras* et plus tard, contre le libre-échange. Ce discours commence à avoir un écho dans les mouvements environnementalistes mexicains jusqu'alors réticents à l'intervention d'agents étrangers. La notion de



justice environnementale prend place peu à peu dans l'action collective mexicaine principalement dans la zone frontalière [Alfie, 1998; Verduzco, 2001]. Dans le cas du *Colectivo* le fait de se présenter comme des victimes d'une injustice environnementale a permis aux médias nord-américains et aux réseaux d'actives de les percevoir en des termes qui leur étaient familiers.

La dimension du local se trouve au centre de l'action du *Colectivo*. Elle apparaît non seulement comme le théâtre de leur action, mais aussi comme l'une de ses principales ressources. L'appartenance au quartier légitime l'action des militantes qui se revendiquent comme « natives ». Mais c'est aussi leur expérience en tant qu'ouvrières et en tant que femmes au foyer qui donne une autre légitimité à leurs demandes. Pour les membres du *Colectivo*, le local n'est pas une barrière derrière laquelle elles se barricadent pour lutter contre la globalisation et le libre-échange. Au contraire, ceux-ci n'apparaissent pas comme une menace mais comme une opportunité pour l'action. L'expérience du *Colectivo* montre que la montée de la globalisation ne signifie pas nécessairement l'écrasement de la capacité des acteurs à agir dans leurs sphères.

Le cas du *Colectivo* reflète plus largement une mutation dans le comportement des mouvements urbains au Mexique. Traditionnellement, ceux-ci émergeaient comme une réponse sociale à des problématiques locales mais leur succès les faisait rapidement entrer dans l'arène politique afin de faire monter leurs revendications jusqu'au système politique. Dans la plupart des cas, leurs dirigeants rejoignaient les bureaux des partis politiques. Les militantes de *Chilpancingo* n'ont jamais envisagé de s'engager dans les partis politiques. Au lieu d'investir la scène politique, elles cherchent à se maintenir au niveau de leur quartier. Quand j'ai demandé à Lourdes Lujan quelle était la prochaine étape de leur lutte, une fois obtenue la réparation des dégâts de *Metales*, elle m'a répondu : « Nous ne voulons pas de la politique. Nous restons dans le quartier. Il nous reste beaucoup à faire ici ».

Conclusion

Le géographe David Harvey [2004] a récemment utilisé la notion de « particularisme militant » pour désigner l'émergence d'un nouveau type de mouvement urbain qui se caractérise par la délimitation spatiale de leur conflit tout en affichant une volonté de participer à la politique de la ville. Le particularisme militant se constitue comme une forme d'action ancrée dans l'espace. Cette spatialisation de l'action a comme conséquence le renforcement des identités et des rationalités locales par rapport à des problématiques définies de plus en plus en termes globaux. À la vieille devise « penser globalement, agir localement », ils opposent au contraire l'impératif de « penser localement et agir globalement ». Le *Colectivo Chilpancingo* semble appartenir à ce nouveau type d'acteur qui privilégie

la négociation sur la confrontation, l'information sur l'idéologisation, l'action locale sur la politique partisane. Certes, la portée de leur engagement semble par moments plus symbolique que concrète, mais cette dimension symbolique est assumée. Les femmes du *Colectivo* revendiquent leur enracinement local comme une manière de contribuer à la production de la ville, à la justice et à la transformation des communautés. Et elles le font à partir de leur condition de femmes et d'ex-ouvrières.

L'enseignement que l'on peut tirer de l'expérience de tels mouvements urbains est que, s'ils ne sont pas suffisants pour faire face aux conséquences négatives de la globalisation, les espaces institutionnels offerts par l'intégration économique peuvent néanmoins servir de tremplin pour mener des campagnes de pression susceptibles d'avoir des résultats positifs dans des communautés locales.

Cela signifie-t-il qu'il y a un renouvellement de l'action collective à la frontière? Je pense que l'exemple du *Colectivo Chilpancingo*, malgré toutes ses limites, montre une voie de recomposition des actions collectives. L'aptitude des organisations des deux côtés de la frontière à mener une lutte coordonnée peut servir d'exemple à d'autres acteurs collectifs. En même temps, je ne peux que souligner les énormes défis auxquels sont confrontées ces actions locales. En premier lieu le caractère limité de leur action car c'est souvent le quartier qui est l'objet de l'intervention au détriment d'un projet global de la ville. Il y a aussi une grande précarité dans l'organisation et une dépendance à l'égard du partenaire américain pour les ressources et les initiatives. Le *Colectivo Chilpancingo* n'aurait pas pu se développer ni avoir accès aux médias et aux autorités des États-Unis (comme l'EPA) sans le soutien de l'EHC qui a fourni les moyens financiers nécessaires à la mise en place des programmes de détection du plomb.

Les expériences des habitants de *Chilpancingo* montrent néanmoins la gestation de nouvelles formes d'action collective qui se centrent sur la création d'alliances transfrontalières. Ces dernières reflètent le changement des représentations sociales sur la frontière. Celle-ci n'apparaît plus comme une forme de séparation entre les deux pays et entre les deux populations mais comme un espace commun, confronté aux mêmes défis et aux mêmes dynamiques. Cela ne signifie pas que les habitants de la frontière ne sont pas conscients des énormes différences entre les deux pays. Cependant, dans ces rapports s'ouvrent des pistes nouvelles pour des actions susceptibles de relier des communautés à des processus globaux qu'elles ne peuvent contrôler mais qui les affectent profondément.



BIBLIOGRAPHIE

- **ALEGRÍA Tito**, *Desarrollo urbano en la frontera México Estados Unidos : una interpretación y algunos resultados*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1992.
- **ALFIE Miriam**, *Y el desierto se volvió verde. Movimientos ambientalistas binacionales*, México, Uam-A, UIA et Eón Editores, 1998.
- **ALFIE Miriam**, *Examen de un riesgo compartido : maquila y movimientos ambientalistas*, México, Uam-A, Conacyt et Eón editores, 2000.
- **BRECHER Jeremy**, **COSTELLO Tim** (éd.), *Building bridges : the emerging grassroots coalition of labor and community*, New York, Monthly Review Press, 1990.
- **CAPEK Stella**, « Environmental justice, regulation, and the local community », *International Journal of Health Services*, 22 (4), 1992, p. 729-746.
- **CAPEK Stella**, « The "environmental justice" frame : a conceptual discussion and an application », *Social Problems*, 40, 1993, p. 5-24.
- **DEWEY John**, *Le public et ses problèmes*, Pau, Éditions Farrago/Université de Pau, 2003.
- **GUARNIZO Luis Eduardo**, **SMITH Michael P.** (éd.), *Transnationalism from below*, New Brunswick, London, Transaction Publishers, 1999.
- **HARVEY David**, *The condition of postmodernity, An enquiry into the origins of cultural change*, Cambridge, Mass, Blackwell, 1990.
- **HERTEL Shareen**, « Una contienda acotada : la defensa transnacional de los derechos laborales de las mujeres en las maquiladoras de México », *Región y Sociedad*, XV (26), 2003, p. 150-191.
- **HERZOG Lawrence A.**, *From Aztec to high tech. Architecture and landscape across the Mexico-United States border*, Baltimore and Londres, The John Hopkins University Press, 1999.
- **KEARNEY Michael**, « The local and the global : the anthropology of globalization and transnationalism », *Annual Review of Anthropology*, 24 (1), 1995, p. 547-65.
- **KENNEDY Paul**, **ROUDOMETOF Victor** (éd.), *Communities across borders. New immigrants and transnational cultures*, New York London, Routledge, 2002.
- **ODGERS Olga**, *Identités frontalières, Immigrés mexicains aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- **SCHLOSBERG David**, « The justice of environmental justice : reconciling equity, recognition, and participation in a political movement », in **LIGHT Andrew**, **DE SHALIT Avner**, *Moral and political in environmental practice*, Cambridge-London, The MIT Press, 2003, p. 85-106.
- **SCHURTMAN Monica**, « Los Djonkeados' and the NAALC : the autotrim/ customtrim case and the implications for submissions under the NAFTA labor side agreement », *Arizona Journal of International and Comparative Law*, 22 (2), 2005, p. 296-388.
- **STAUDT Kathlee**, **CORONADO Irasema**, *Fronteras no más : toward social justice at the US-Mexico border*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.
- **VALENZUELA José Manuel**, *Empapados de sereno. El movimiento urbano popular en Baja California (1928-1988)*, Tijuana BC, El Colegio de la Frontera Norte, 1991.
- **VERDUZCO Basilio**, « Contribuciones del ambientalismo a la movilización de la sociedad civil : un modelo interpretativo de la experiencia en la frontera México-Estados Unidos », *Región y Sociedad*, XII (22), El Colegio de Sonora, 2001.
- **VILA Pablo**, *Crossing Borders, Reinforcing Borders. Social Categories, Metaphors and Narrative Identities on The US-Mexico Frontier*, Austin, University of Texas Press, 2001.
- **VILA Pablo**, *Ethnography at the border*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 2004.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'objectif de cet article est d'analyser l'enjeu et la portée d'une action collective qui a eu lieu à Tijuana, ville frontalière entre le Mexique et les États-Unis. Cette mobilisation met en lumière la capacité d'action des populations pauvres face aux effets pervers de la globalisation ainsi que la place du local dans les mouvements qui portent leur action à une échelle transnationale. La manière dont ce groupe de femmes, ex-ouvrières des *maquiladoras* et activistes, parvient à imputer une responsabilité au gouvernement des États-Unis pour les agissements d'une entreprise privée représente une stratégie de publicisation novatrice. Elle consiste à construire un public à la fois local et transnational, en même temps qu'à produire un récit où des questions liées à l'environnement se mêlent aux problèmes d'intégration économique de l'Amérique du Nord et d'industrialisation de la frontière. Au cœur de ce mouvement se trouve ainsi la construction de la frontière comme territoire partagé, espace local traversé par deux nations dans lequel agissent forces et acteurs nationaux et globaux.

El objetivo de este artículo es analizar el objeto y los alcances de una acción colectiva que tuvo lugar en la ciudad fronteriza de Tijuana, México. Dicha movilización permite observar las posibilidades de acción de los sectores populares frente a las consecuencias perversas de la globalización y, al mismo tiempo, comprender la importancia de lo local en los movimientos sociales que se desarrollan en un escenario transnacional. En particular se analiza la experiencia de un grupo de mujeres, antiguas trabajadoras de las maquiladoras y activistas

sociales, quienes logran responsabilizar al gobierno de los Estados Unidos por las acciones de una empresa privada, gracias a una estrategia innovadora de publicitación de sus actos. Dicha estrategia consiste en la construcción de un público local y transnacional y al mismo tiempo elaborar un relato en el que se entremezclan cuestiones ligadas al medio ambiente con los problemas de la integración comercial en Norteamérica, en particular la industrialización de la frontera México-Estados Unidos. En el centro de dicho movimiento está la construcción de la frontera como un territorio compartido por los habitantes de los dos países en el que interactúan fuerzas y agentes nacionales y globales.

The aim of this article is to analyze the issue and the scope of collective action that took place in Tijuana, a border town between Mexico and the United States. This mobilization highlights the capacity for action of the poor in the face of the effects of globalization, as well as the place of local movements on a transnational level. The way this group of women, former maquiladora workers and activists, managed to impose liability on the government of the United States for the actions of a private company is an innovative strategy of publicizing. It consists of building an audience both local and transnational, at the same time as producing a narrative in which issues related to environmental problems are combined with economic integration of North America and industrialization of the border. At the heart of this movement is the creation of the border as a shared territory, a local area utilized by two nations, in which the forces and players are national and global.

MOTS CLÉS

- Mexique
- frontière
- action collective
- femmes

PALABRAS CLAVES

- México
- frontera
- acción colectiva
- mujeres

KEYWORDS

- Mexico
- border
- collective action
- women

Emmanuelle Barozet*

De la démobilisation au réinvestissement « local ». Mouvements sociaux locaux et territoires au Chili¹

A partir du moment où le Chili s'urbanise² dans la première moitié du xx^e siècle, les revendications des mouvements locaux, tout particulièrement au cours des années 1960, portent sur l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires et les bidonvilles (*poblaciones*) qui se développent en périphérie des grandes agglomérations. Ces revendications s'amplifient sous la dictature du général Pinochet (1973-1990), tout en devenant implicitement ou explicitement porteuses de demandes politiques en faveur de la démocratie. Durant les premières années de transition, alors que la classe politique gère l'ouverture dans le cadre étroit légué par les militaires, les mouvements sociaux perdent de leur puissance : le Chili entre dans

* Département de Sociologie de l'Université du Chili.

1. Je remercie tout particulièrement la *Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica de Chile* (Conicyt), qui a permis la réalisation des projets Fondecyt 1030243 « Instrumentalización de redes sociales y lógicas electorales: la dimensión estructural de la movilización colectiva en movimientos neopopulistas chilenos » (2003-2005) et Proyecto Desigualdades (Anillo SOC 12), « *Procesos emergentes en la estratificación chilena: medición y debates en la comprensión de la estructura social* » (2009-2012). Je remercie également Vicente Espinoza et les évaluateurs des *Cahiers des Amériques latines* pour leurs commentaires.
2. Au début des années 1930, le taux d'urbanisation du Chili passe à 50%. Du fait de l'exode rural, la hausse est continue et soutenue jusqu'aux années 80, avant de se stabiliser autour de 85%. Aujourd'hui, la population rurale se concentre surtout dans trois régions du centre-sud (Maule, Araucanía, et Los Lagos) où elle atteint environ 30% du total de la population.

un cycle récessif de mobilisation, alors que s'installe une « démocratie de faible intensité ». Dans ce contexte, le territoire local se transforme en un espace au sein duquel les habitants organisent leur survie matérielle et leur quotidien symbolique, mais aussi redéploient leur action dans l'espace public³.

En ce qui concerne les formes de l'action collective, le Chili n'a pas échappé au déplacement de la réflexion qui a marqué l'ensemble du continent. En 25 ou 30 ans, les grands débats sur la nature des transitions politiques ont laissé place au cours des années 1990 à une étude plus large des caractéristiques des nouvelles démocraties latino-américaines [Silva, Cleuren, 2009], avant de céder le pas à la réflexion sur la « gouvernabilité » et les acteurs sociaux. L'intérêt porté aux mouvements locaux se développe massivement à partir des années 2000 dans la plupart des pays de la région (voir en particulier la contribution de Geoffrey Pleyers pour le Mexique dans ce numéro), dans le cadre de la recherche d'un renouveau des formes de mobilisation collective [Svampa, 2008]; toutefois, la démocratie chilienne est non seulement « protégée » du point de vue institutionnel, mais surtout peu encline à prendre en compte la participation populaire ou citoyenne. Pour clarifier notre propos, et bien que le terme soit polysémique et que sa signification change au fil des constructions et des reconstructions du débat et des politiques publiques [Espinoza, 2009], nous utiliserons ici la définition de Sherry Arnstein: la participation citoyenne correspond à la « redistribution du pouvoir, qui permet aux citoyens exclus des processus politiques et économiques d'être inclus de manière délibérative. Il s'agit de la stratégie par l'intermédiaire de laquelle les exclus deviennent partie prenante des décisions relatives à l'accès à l'information, à l'élaboration d'objectifs et de politiques, à la distribution des ressources, à l'application des programmes, à l'adjudication des contrats. En résumé, il s'agit des moyens par lesquels les exclus peuvent introduire une réforme sociale significative qui leur permette de répartir les bénéfices de la société » [Arnstein, 1969]⁴.

Aujourd'hui, le régime chilien possède un faible niveau de participation citoyenne et politique, mais présente un contraste incontestable entre consolidation institutionnelle de la démocratie et affaiblissement des logiques de mobilisation collective. Toutefois, il existe une tension très forte entre démocratie représentative et demande d'inclusion de mécanismes participatifs ou d'autogestion

3. Nous nous intéresserons particulièrement aux mouvements dont les dynamiques sont territorialisées, c'est-à-dire qui dépendent d'acteurs locaux qui se mobilisent et s'ancrent dans l'espace local, tout en ayant recours à des coalitions qui défendent un projet territorial.
4. Les différentes « marches » de l'échelle de participation citoyenne de Arnstein sont les suivantes, dans un ordre croissant: manipulation – thérapie – information – consultation – apaisement – partenariat – délégation de pouvoir – contrôle citoyen. Au plus bas de l'échelle, on donne aux citoyens l'impression qu'ils participent, mais ils n'ont en fait aucun pouvoir réel. Au dernier échelon, en revanche, ils prennent part non seulement à la prise de décision, mais aussi à l'application de ces décisions.



au niveau local. Dans le cadre de cette hypothèse, nous présenterons ici deux cas d'étude : les mouvements de défense des quartiers à Santiago et les mobilisations mapuche dans le centre-sud du pays, qui reflètent deux modes d'action liée aux territoires, en espace urbain et rural respectivement ; la première forme de mobilisation émerge dans les années 2000 alors que la seconde répond à une problématique historique. Ces mouvements répondent chacun à leur manière à la perte de centralité du conflit capital/travail au cours des années 1990 et 2000. Ce ne sont pas des mobilisations populaires au sens propre du terme, mais dans les deux cas, le territoire local est au cœur de leurs définitions identitaires et de leurs formes d'expression. Il ne faut toutefois pas oublier que certains mouvements nationaux persistent (mouvements pour les droits des femmes, des populations indigènes, des fonctionnaires, des travailleurs du secteur de la santé et du cuivre, pour la protection de l'environnement, altermondialistes), alors que d'autres apparaissent (mouvements pour les droits des minorités sexuelles, mobilisations lycéennes et étudiantes en particulier, comme ce fut le cas en 2006⁵).

Dans cet article, nous reviendrons sur le contexte général des mobilisations collectives au Chili au cours des années 2000, avant de présenter le bilan récent de la décentralisation et son impact sur les mobilisations locales. Ensuite, nous décrirons deux formes d'action collective qui opèrent au niveau local ou selon une logique territoriale : les associations de défense des quartiers à Santiago et le mouvement mapuche dans le sud. La dernière partie du document abordera les entraves au développement de ce type d'action et leur manque d'impact significatif sur le système politique chilien.

Un faible intérêt pour la politique traditionnelle doublé d'un pacte élitiste de la classe politique

L'absence de crises majeures au cours de la dernière décennie au Chili est le résultat d'une transition politique qui a porté ses fruits, même s'il existe un consensus autour du fait que le Chili n'est pas encore une démocratie consacrée⁶. Du point de vue de la participation politique et sociale, les conditions dans lesquelles

5. Le décalage entre la promesse de redistribution et les attentes d'une partie importante des secteurs populaires a rouvert un cycle d'actions collectives nationales au milieu des années 2000: le mouvement, amorcé en mai 2006 par les lycéens du secteur public, a été relayé par les étudiants, ainsi que par les personnels de santé et les mineurs. La hausse du prix du cuivre – et donc des revenus de l'État – ainsi que les promesses de redistribution sociale de M. Bachelet ont créé une forte attente et une forte opportunité politique dans les classes populaires et les classes moyennes vulnérables.
6. La constitution en vigueur fut installée par la force en 1980 par le Général Pinochet. Les nombreux amendements qu'elle a reçus, surtout en 2005, ont permis de démocratiser le texte et de rompre un certain nombre d'entraves, mais le sceau non démocratique de sa naissance demeure.

s'est déroulée la transition sous les quatre gouvernements de la *Concertación*⁷ n'ont pas permis d'inverser la tendance à la fragmentation de la société civile héritée de la dictature. En effet les acteurs sociaux qui ont permis d'enclencher la transition ont par la suite été désactivés, dans le cadre d'une application élitiste du fonctionnement de la démocratie [Garretón, 2006] et par peur des débordements sociaux. En effet la droite et le centre gauche assument l'échec des années Allende (1970-1973) comme le produit d'un débordement du projet de voie chilienne vers le socialisme. En particulier, les mobilisations populaires de l'Unité Populaire, leur radicalisation et la fin sanglante du régime ont consolidé l'idée que l'introduction de mécanismes participatifs au sein des secteurs populaires est une arme à double tranchant [Silva, Cleuren, 2009]. Dans la mémoire collective d'une partie de l'opinion publique aussi, le « pouvoir populaire » est toujours responsable de la déliquescence du régime d'Allende. D'autre part, les partis politiques qui n'étaient pas représentés au Congrès, comme le PC⁸, les Humanistes ou les Verts ne stimulent pas non plus un discours ou des pratiques participatives, contrairement par exemple au PT brésilien. Il n'existe donc pas au Chili un appui « depuis le haut » aux initiatives de démocratie participative ou aux mouvements sociaux locaux.

L'intérêt pour la politique traditionnelle s'est aussi atténué au cours des années 1990 ; la distance entre la société civile et les instances politiques s'est creusée, à la mesure des concessions faites par les gouvernements successifs aux militaires et aux grands groupes économiques. Dans un pays où l'inscription sur les listes électorales est volontaire et le vote obligatoire, la désaffection citoyenne pèse lourdement sur le système politique, surtout dans les secteurs populaires [Cox, 2010]. Dans le cas du Chili, ce ne sont pas tant les accusations de corruption ou les promesses populistes non tenues qui creusent la distance entre citoyens et système politique, que la conviction du caractère obsolète et excluant du système électoral binominal [Garretón *et al*, 2010], l'absence de réforme profonde du système économique en place, ainsi que le manque d'ouverture de l'élite. En effet, le système électoral pour les élections parlementaires⁹ tend à renforcer les grandes

7. À la fin de la dictature, les partis et les mouvements qui s'opposent à Pinochet se regroupent au sein d'une alliance électorale, la *Concertación*, qui gagnera le plébiscite de 1988, et marquera la fin de la dictature. À partir du moment où la transition s'enclenche, cette coalition gagnera quatre fois consécutives les élections présidentielles, avant de laisser le pouvoir à la droite lors des dernières élections en 2010.
8. Le PC a obtenu trois sièges à la Chambre des Députés lors des élections parlementaires de décembre 2009, ce qui représente une rupture importante de la tendance historique à l'exclusion des partis d'extrême gauche.
9. Deux députés et deux sénateurs sont élus dans chaque circonscription à partir d'un système de listes avec vote préférentiel qui comprend deux candidats. Si l'une des listes obtient plus du double du nombre de voix que la liste suivante, la première remporte les deux sièges. Sinon, les deux premières listes obtiennent un siège chacune, pour le candidat ayant reçu le plus de suffrages. Le second cas de figure est le plus fréquent, ce qui tend à équilibrer les forces en présence au Congrès.



coalitions et à surreprésenter les grands partis [Fuentes, Altman, Segovia *et al*, 2006], tout en limitant l'entrée des petits partis aux deux chambres, qui représentent pourtant environ 10% des suffrages : ces règles du jeu électoral finissent par promouvoir un certain immobilisme.

Le système politique chilien traverse donc une relative crise de légitimité, sans toutefois générer un mouvement d'opposition en mesure de proposer des alternatives aux institutions et au régime économique néolibéral en place. Des réformes profondes du fonctionnement institutionnel ne sont pas vraiment envisagées, par crainte de provoquer des débats trop virulents dans l'opinion, mais aussi parce qu'une grande partie de la classe politique, tant à droite qu'à gauche, ne souhaite pas lâcher de lest sur le plan de la participation citoyenne. D'autre part, l'image positive dont jouit le Chili hors de ses frontières – et par comparaison avec ses voisins en termes de fonctionnement institutionnel et démocratique – ne facilite aucunement les initiatives de transformation politique et institutionnelle [Garretón *et al*, 2010]. En ce sens, la comparaison avec l'Argentine est intéressante car, de l'autre côté de la cordillère, on a cru que les nouvelles formes de mobilisations sociales locales et territoriales des quinze dernières années marqueraient le renouveau des acteurs populaires et surtout la montée de pratiques protestataires, dans le cadre d'une désaffiliation des acteurs sociaux par rapport aux cadres usuels de socialisation [Svampa, 2008]. Toutefois, si au Chili la représentativité des partis en termes de bases sociales est de plus en plus limitée, la formation de nouveaux mouvements sociaux rencontre des difficultés. En effet, les citoyens chiliens se montrent distants de leur système de partis malgré sa stabilité – par comparaison avec les pays voisins – et apathiques en ce qui concerne les élections, beaucoup plus que dans le reste de la région [Luna, 2008], mais cela ne semble pas suffisant pour générer d'amples mouvements sociaux.

Dans ce contexte de désintérêt pour la politique traditionnelle, l'absence de participation citoyenne que ce soit au niveau local ou national est patente : environ 40% de la population ne montre aucune disposition à la participation ; un tiers comprend la participation comme une relation instrumentale vis-à-vis des autorités politiques et seulement un quart de la population est prête à s'impliquer dans diverses formes de participation. Toutefois, les pratiques réelles de participation dans les quartiers ne touchent que 10% de la population [Espinoza, Rabi, 2009 ; de La Maza, à publier]. L'absence de confiance interpersonnelle ou institutionnelle est aussi très importante au Chili et l'indice de confiance est l'un des plus bas du continent [Latinobarómetro, 2009]. La combinaison de ces deux facteurs représente donc un obstacle important à la création de collectifs. Sauf exception le niveau local n'est *a priori* pas un espace au sein duquel se construisent des liens de confiance. Le développement communautaire ou les mobilisations locales doivent donc lutter contre le manque de confiance, voire contre l'hostilité latente qui existe dans les quartiers [Espinoza, Rabi, 2009].

Les conditions socioéconomiques particulières du Chili sont aussi souvent pointées du doigt pour expliquer les faibles mobilisations. Le Chili est sans aucun doute atypique par rapport à la plupart de ses voisins : ce petit pays, qui a choisi, plus tôt que tout autre, la voie du néolibéralisme, montre aujourd'hui d'importants succès du point de vue macroéconomique : la pauvreté est passée de 45 % en 1988 à moins de 20 % en 2009, le pays possède des revenus considérables grâce aux exportations de cuivre et de matières premières et il est membre de l'OCDE depuis 2009. Toutefois, le Chili reste l'une des nations les plus inégalitaires au monde. Les politiques économiques et sociales ne parviennent pas à satisfaire les besoins ou les attentes des citoyens. La répartition des richesses est toujours un drame dans un pays où les politiques de redistribution sociale sont limitées. En effet, les gouvernements de la *Concertación* ont mis en place des subsides envers les secteurs les plus vulnérables, tout particulièrement pendant le mandat de Michelle Bachelet (2006-2010) et l'actuel gouvernement de droite de Sebastián Piñera (2010-2014) a promis de maintenir cette orientation. Toutefois, l'inexistence d'un système de redistribution par l'impôt pèse lourdement sur les secteurs populaires et creuse la distance entre les plus riches et les plus pauvres. Malgré ce premier constat, les Chiliens semblent cependant préférer préserver leurs acquis sociaux. Le repli sur la sphère privée et familiale pour satisfaire les besoins matériels est patent au cours de la dernière décennie. Cette tendance, fortement ancrée, semble difficilement réversible. Finalement, au Chili, la légitimité des inégalités est très forte [Barozet, 2010]. Expérimenter du point de vue politique, dans un contexte de relative amélioration du niveau socio-économique du pays, et de grande tolérance face aux inégalités, n'est donc pas un concept porteur.

Le processus de décentralisation et son impact sur les mobilisations locales

Au niveau régional et local la situation institutionnelle ne favorise pas non plus les mobilisations. Les mesures successives de décentralisation, mises en place par la *Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo* à partir des années 1980, n'ont pas battu le centralisme en brèche. Comme dans d'autres pays, la revalorisation du niveau local à partir des années 1980 correspond aussi à un moment sinon de discrédit, du moins de questionnement de l'action de l'État-nation. Le débat sur la participation locale qui s'installe au cours des années 1990 aura des échos importants au Chili, mais ses résultats sont encore bien minces. Il est important de souligner que dans le cas du Chili, suite à la réforme de 1980¹⁰, un certain nombre de compétences ont été transférées aux communes, en particu-

10. Loi Organique Constitutionnelle des Mairies n° 18 695, publiée au *Journal Officiel* en 1988 et actualisée en 2000.



lier l'administration de l'éducation et de la santé publique en vertu d'une déconcentration fonctionnelle qui vise la réduction de la taille de l'État, mais sans une réelle décentralisation de la prise de décision. En effet, les mairies commencent à gérer de manière ciblée une grande partie de l'aide sociale, politique qui vise à contenir l'explosion de la pauvreté (tout en rationalisant les dépenses publiques) et à transférer les conflits sociaux à la périphérie du système politique. Toutefois, les transferts de l'État aux mairies sont souvent insuffisants et ces dernières dépendent le plus souvent de revenus propres, ce qui établit une distance insurmontable entre communes riches et communes populaires.

Malgré la transition politique au début des années 1990, les programmes sociaux sont toujours gérés par les mairies, raison pour laquelle ces dernières représentent pour les secteurs les moins aisés la principale interface publique de l'État-providence¹¹. À partir de 1990, les services sociaux des mairies vont aussi approfondir l'application des politiques de focalisation, souvent par l'intermédiaire de fonds compétitifs. Ce mécanisme oblige les dirigeants locaux à développer des compétences bureaucratiques et tend à fragmenter la demande [De La Maza, 2004; Espinoza, 2009]. L'une des principales conséquences de cette réforme est la dépolitisation des débats locaux [Posner, 2004].

D'autre part, la réforme de l'État sous le gouvernement d'Eduardo Frei (1994-2000), en particulier la phase de modernisation, ne signifiera pas non plus une avancée dans le domaine de la décentralisation. Les Conseils Économiques et Sociaux, organismes consultatifs créés en 1991 et composés de représentants élus des organisations sociales et des associations locales, n'ont qu'une participation très limitée, voire inexistante dans la prise de décision. L'élection des maires au suffrage universel à partir des élections de 2004¹² et celle des conseillers régionaux en 2009 sont un pas dans le sens de la décentralisation, mais le centralisme n'est pas vraiment battu en brèche du fait des fortes limites au transfert des ressources publiques au niveau régional et local. Finalement, le plébiscite au niveau local existe, mais il n'est pratiquement jamais mis en place [Pressacco, Huerta, 2000].

Les formes les plus superficielles de participation ont été toutefois rapidement adoptées par le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006), alors que les discours sur la démocratie participative, relayés par les institutions internationales comme la Banque Mondiale, ont commencé à circuler, sans cependant trouver un écho réel au sein des formes de gestion locale [Espinoza, 2004]. Il existe toutefois une exception : bien que les initiatives de mise en place de budget participatif soient limitées au Chili [Pagliai, Montecinos, 2006], la mairie de San Joaquín¹³

11. La protection sociale au Chili n'est pas universelle. Il existe, d'une part, l'éducation et la santé publique, de qualité inférieure, et le système privé qui offre une couverture en fonction des revenus de ses usagers.

12. Jusqu'à cette date, le conseiller municipal qui avait reçu le plus de suffrages était déclaré maire.

13. San Joaquín est une commune populaire du sud de Santiago d'environ 100 000 habitants.

a mis en place ce système de gestion en 2004. Il convient de souligner que cette procédure concerne seulement le budget réservé aux investissements et ne touche que les trois-quarts de la somme totale (soit 190 000 € en 2006). Environ 4 500 personnes ont pris part aux décisions en 2004 et environ 10 000 en 2006 au cours d'assemblées populaires [Castillo, 2009]. Les projets financés ont souvent trait à l'investissement en infrastructure urbaine et communautaire. Toutefois, cette nouvelle logique n'a pas permis d'éliminer l'influence des dirigeants locaux et des intermédiaires clientélistes qui obtiennent plus facilement le financement de leurs projets que des citoyens moins impliqués dans les organisations de base. D'autre part, un projet de loi plus ambitieux sur la participation citoyenne a été déposé au Congrès par le gouvernement, mais il n'a été pas approuvé. Non seulement les gouvernements successifs n'ont pas fait de la participation l'une de leurs priorités réelles – même si le discours sur la participation est partout présent – mais l'ensemble de la classe politique nationale et locale a démontré ces dernières années une forte résistance à la mise en place de mécanismes de participation [Silva, Cleuren, 2009].

Malgré tout, Michelle Bachelet fera à nouveau de la participation citoyenne l'un des leitmotivs médiatiques de son gouvernement (2006-2010). En septembre 2006, elle présente l'Agenda pour la Participation Citoyenne qui contient de nombreuses incohérences et lorsque deux ans après son arrivée au pouvoir elle négocie l'appui des partis politiques pour la deuxième partie de son mandat, la participation passera au second plan. Le contexte général n'est donc toujours pas favorable à la mise en place de mécanismes d'intégration politique et citoyenne qui permettent d'aller au-delà de la démocratie représentative traditionnelle et de valoriser les expériences locales ; la volonté de surmonter ce contexte n'est pas non plus très solide.

Les mouvements de défense des quartiers : entre patrimoine et environnement

Dans un pays où 85 % de la population vit en ville où plus de 70 % est propriétaire de son logement [Recensement 2002 ; Tironi, 2003], et où le PIB *per capita* est passé de 4 500 dollars en 1989 à 14 300 dollars en 2009 (selon une estimation du FMI), les mouvements de défense des quartiers dans les grandes agglomérations constituent l'une des formes émergentes de mobilisation au cours de la dernière décennie. En effet, les paysans nécessiteux ou les habitants pauvres en provenance de zones rurales qui s'installent à la périphérie des grandes villes dans les années 1960 et 1970 se trouvent une ou deux générations plus tard dans une situation très différente : ils appartiennent encore aux secteurs populaires, mais ils ont pu acquérir un logement, soit grâce à leur capacité d'économie, soit grâce aux politiques de logement mises en place au cours des dernières décennies.



Les mouvements de défense des quartiers sont une réponse à la transformation rapide de l'espace urbain et à l'installation de tours, de centres commerciaux, de décharges¹⁴, d'usines de traitement des ordures [Sabatini, Wormald, 2004; Canteros, 2009], ou de nouvelles infrastructures urbaines qui altèrent le style ou le cadre de vie des habitants. Ce type de manifestations se différencie des mobilisations traditionnelles des *pobladores* des années 1950 aux années 1980 qui occupèrent des terrains ou des espaces auxquels ils ne pouvaient avoir accès en dehors d'une installation illégale [Espinoza, 1998, Garcés, 2002, Canteros, 2009]. Les mouvements de *pobladores* travaillaient en outre directement avec les partis politiques, souvent dans le cadre d'une relation clientélaire. Les mouvements de défense des quartiers répondent à une autre logique et ne sont pas dépendants des partis politiques ni nécessairement des idéologies du moment, comme le furent leurs prédécesseurs; ils ne sont pas non plus liés à des stratégies électorales, sauf dans le cas du plébiscite de Vitacura, sur lequel nous reviendrons. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les dirigeants de ce type de mouvement tendent à souligner le caractère « social » et non politique de leur action; le discrédit qui pèse sur une certaine forme de politique partisane est un stigmate que les mouvements locaux souhaitent esquiver, afin d'obtenir des adhésions qu'une définition politique plus précise risquerait d'effaroucher [Wormald, Sabatini, 2004]. Plus pragmatiques, ces mouvements se constituent autour d'objectifs limités et souvent techniques, mais formulés en termes de qualité de vie.

Du point de vue des résultats, même si seul un petit nombre d'entre eux parviennent à dépasser les limites du quartier qui les a vu naître, ces mobilisations ont permis dans la plupart des cas d'empêcher l'amendement des plans d'occupation des sols ou l'application des nouveaux plans d'urbanisme. Le succès les rend à leur tour populaires, d'autant que les mouvements sociaux nationaux obtiennent en général des résultats beaucoup plus mitigés¹⁵. Le cas de la commune de Vitacura, la plus riche mairie du Chili, située au nord-est de Santiago où des mobilisations ont surgi pour empêcher la transformation de trois quartiers fut, de ce point de vue, emblématique. Le mouvement, créé en 2006, a débouché sur l'organisation d'un référendum municipal en mars 2009. La bataille légale pour l'organisation de cette consultation a mené les organisateurs devant les instances suprêmes de l'État chilien, qui leur ont donné gain de cause. Les opposants au maire ont finalement obtenu 80% des voix. Vitacura a pu « s'offrir » un référendum, mais le coût de cette mesure n'est pas envisageable pour le reste des mairies chiliennes. En outre, les résultats de ces mobilisations peuvent être mitigés, surtout dans les

14. Les premiers grands conflits médiatiques autour de l'installation de décharges dans la région de Santiago remontent aux années 1980. Voir aussi dans ce volume l'article de Luis López Aspeita.

15. Comme le mouvement lycéen de 2006 ou celui des enseignants du secteur public et des personnels de santé en 2009 dont les demandes n'ont pas été satisfaites.

communes les plus pauvres¹⁶ ou les plus vulnérables au clientélisme; celles qui obtiennent gain de cause peuvent aussi avoir du mal à perdurer¹⁷.

En termes d'organisation, ce genre de mobilisation est le plus souvent très flexible et s'articule plus en réseau qu'en association. En ce sens, la mobilisation peut répondre à des objectifs très divers que ce soit la mairie, une entreprise de BTP, le gouvernement, le Ministère des Travaux Publics ou une entreprise internationale. Plutôt que de mobiliser des adhérents, le but de ce type d'action est de se positionner dans les médias. Internet et la presse en général, les réseaux sociaux et les blogs en particulier, sont les espaces privilégiés de cette interaction. Ils permettent la coordination de mobilisations ponctuelles quoique l'utilisation des *juntas de vecinos*, d'associations ou organisations traditionnelles n'est pas non plus boudée, comme ce fut le cas par exemple lors de la mobilisation contre l'installation d'une décharge dans Maipú, la plus grande commune de Santiago à la fin des années 1990. Un Conseil de Lutte pour l'Environnement a vu le jour, sur la base du regroupement de 25 *juntas de vecinos* [Wormald, Sabatini, 2004].

Bien sûr, derrière chaque action ou mobilisation, se cachent des acteurs et des mobiles divers, depuis les «nostalgiques de la communauté perdue» jusqu'aux nouvelles classes moyennes aisées qui cherchent de cette manière à se différencier des autres groupes sociaux, en passant par les NIMBY¹⁸, les mobilisations intermittentes [Cefai, à publier] ou les militants de la démocratie participative. Le répertoire de l'action collective est tout aussi divers: manifestations, pétitions, mais aussi carnivals, organisation de banquets dans la rue, assemblées, concours littéraires, festivals, c'est-à-dire toute forme d'expression qui s'inscrit dans le quartier et souligne l'importance de la cohabitation entre voisins. Ces mobilisations doivent souvent acquérir un caractère technique, que ce soit pour obtenir un classement au patrimoine, mettre en place une consultation populaire, rédiger des rapports sur l'état de l'environnement ou présenter un recours devant les tribunaux, la mairie ou les autorités chargées de la protection de l'environnement. C'est une des raisons pour lesquelles les mouvements de défense des quartiers dans les secteurs aisés ou moyens ont plus de chance d'aboutir que dans les communes très populaires où les habitants ont du mal à obtenir l'aide technique dont ils ont besoin.

Comme le souligne Canteros [2009], ces acteurs ne sont pas invités à faire partie d'un dialogue sur la planification urbaine et leur action est donc réactive: ils font irruption dans la discussion publique quand leurs intérêts ne sont pas pris en compte ou sont plus directement lésés par la planification urbaine [Sabatini,

16. C'est le cas, par exemple, de la commune de Til Til au nord de Santiago, où malgré les manifestations populaires, se sont installés une prison, une décharge et un dépôt de déchets miniers.

17. Voir, par exemple, des mouvements Réseau Citoyen pour Ñuñoa, Plaza Las Lilas, ou les Voisins de San Miguel à Santiago.

18. «*Not in my backyard*», c'est-à-dire «pas dans ma cour».



Wormald, 2004]. Malgré la particularité de leurs demandes liées à l'habitat et à leur identité forgée autour d'un territoire, cette forme de mobilisation a gagné en légitimité « citoyenne » au cours de la dernière décennie et s'exprime d'ailleurs sans que les partis politiques aient réussi à la coopter. Le quartier apparaît donc non seulement comme l'espace de cohabitation des habitants, mais aussi comme l'espace symbolique de la lutte politique et de réappropriation de l'espace local dans le cadre des théories de la démocratie participative et de la lutte contre la globalisation. Comme les investissements et la planification urbaine répondent souvent aux décisions de groupes économiques transnationaux, le quartier représente l'espace microsocial adéquat pour la conformation d'identités liées à la qualité de vie, quelque part entre l'identité individuelle et des identités collectives plus floues. Toutefois, comme l'a souligné Harvey [2007], ces mobilisations portent en elles leurs propres contradictions, en particulier celles du « nouvel urbanisme », qui véhicule une vision nostalgique et idéalisée de la vie de quartier et tend à exclure ceux qui ne partagent pas le même style de vie ; l'un des effets pervers de ce type d'action est qu'il peut encourager la reproduction des inégalités.

Les mobilisations mapuche : entre revendication des droits indigènes et lutte pour le territoire

Dans un domaine très différent, mais aussi directement lié aux problématiques locales et territoriales, la « question mapuche »¹⁹ est capitale. Dans cet article, nous ne prétendons pas rendre compte de l'histoire de ces mobilisations, ni de leur complexité, mais décrire brièvement leur impact aujourd'hui dans le cadre de la problématique qui nous intéresse. Il s'agit d'un mouvement inscrit dans des territoires locaux, principalement les régions du sud du pays : Bío Bío, Araucanía et des Lacs²⁰.

À partir du retour à la démocratie, les communautés mapuche – « les gens de la terre »²¹ – tentent une première réorganisation, dans le cadre de l'installation d'un dialogue avec l'État [Bengoa, 1999] et d'un nouvel agencement légal pour les peuples indigènes. Toutefois, les conflits entre certaines communautés, les entreprises et l'État²² s'intensifient au cours de la deuxième moitié des années

19. Bien qu'il existe au Chili plusieurs ethnies, seuls les Mapuche soutiennent un conflit historique contre l'État chilien, les colons et les entreprises installés sur leurs terres.

20. Malgré le fait que la moitié de la population mapuche vit aujourd'hui en ville, et en particulier à Santiago (un tiers de l'ensemble des Mapuche), il n'existe pratiquement pas de fortes mobilisations en ville. On dénombre quelques mouvements étudiants, mais leur activité n'est pas permanente [Antileo, 2008].

21. Au Chili, selon les chiffres du dernier recensement (2002), 10% de la population se considère indigène.

22. Les acteurs les plus influents de ces mobilisations sont le Conseil de Toutes les Terres et son leader, Aucan Huilcamán, la Coordination Arauco-Malleco et l'association Ñankuqueo de Lumaco.

1990, ce qui pousse à la radicalisation du mouvement mapuche autour du thème des terres « usurpées » ; cela n'affecte toutefois pas la totalité de la population mapuche. À partir de la seconde moitié des années 2000, le conflit se radicalise et les affrontements entrent en phase d'escalade. Les communautés remettent alors en question la souveraineté de l'État chilien sur les terres mapuche. Les principales revendications des secteurs mobilisés sont la reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes, le refus de la politique d'assimilation, la restitution des terres occupées par les colons – raison pour laquelle certains assimilent le mouvement mapuche à un mouvement paysan et territorial –, une plus grande autonomie de gestion de la part des communautés, voire le droit à l'autodétermination, et l'application de l'accord n° 169 de l'OIT sur les peuples indigènes²³. Les mobilisations surgissent aussi plus ponctuellement lorsque de grandes entreprises souhaitent s'installer dans la région, comme c'est le cas lors de la construction de barrages²⁴ ou de routes. Le répertoire de l'action collective, en dehors des actions telles que les manifestations ou les défilés à cheval, appartient à un autre registre, beaucoup plus violent : grève de la faim, occupation ou « récupération » de terres, incendie d'installations des colons ou de plantations forestières. L'utilisation d'Internet est aussi massive. La réponse de l'État se matérialise en général par des descentes policières, ainsi que par l'arrestation et la criminalisation des jugements des dirigeants mapuche, quelquefois sous couvert de lois antiterroristes [Mella, 2007] ; les « bavures » et les morts ne sont pas rares.

Les acteurs de ce conflit appartiennent à des organisations politiques autonomes ; certaines défendent seulement l'autogestion, alors que d'autres assument une posture ethno-nationale plus radicale [Stavenhagen, 1999]. On compte aussi des organisations fonctionnelles, qui travaillent avec l'État et ses représentants, et finalement des organisations de type traditionnel propres à la société mapuche, dont le fondement est territorial, communautaire et spirituel. Cette dernière forme d'organisation est sans doute la plus puissante dans l'explication des mobilisations mapuche, mais toutes sont perméables. La radicalisation et la médiatisation du mouvement mapuche correspondent aussi à l'apparition d'une nouvelle génération de dirigeants post-dictature, qui possèdent une formation universitaire et qui maîtrisent les débats internationaux sur les droits des indigènes. Les alliances avec les Verts, les altermondialistes, les humanistes ou la nouvelle gauche sont aussi courantes, surtout pour défendre la cause mapuche hors des frontières du Chili et faire pression sur l'État chilien, en mobilisant des ressources, des institutions et des acteurs internationaux selon une stratégie courante des mouvements indigènes en Amérique latine. Le mouvement

23. Cet accord a été ratifié par le Congrès en 2008 et est entré en vigueur en 2009.

24. L'un des cas les plus connus est la centrale hydro-électrique de Ralco, construite entre 1997 et 2004 sur les terres de populations indigènes.



mapuche est sans aucun doute le mouvement local qui a le mieux réussi à établir des alliances contre son propre État.

Malgré la violence des confrontations, l'une des caractéristiques centrales de ce conflit est son immobilisme. En effet, le cycle manifestation/répression/manifestation a acquis une dimension statique au cours des dernières années, tant du point de vue des mobilisations elles-mêmes que du point de vue de l'adhésion des Mapuche. En effet, un grand nombre de Mapuche ne sont pas partie prenante de ce conflit, qui se limite à quelques communautés. L'opinion publique non mapuche continue à considérer qu'il s'agit d'une problématique propre à une minorité ethnique qui doit être traitée par les instances spécialisées – la CONADI, Commission Nationale de Développement Indigène –, ce qui ne favorise ni sa reconnaissance ni son impact au niveau national [Vergara, Foerster, 2002]. Malgré l'ampleur de la couverture médiatique de la grève de la faim depuis juillet 2010 de 34 Mapuches emprisonnés, et l'ouverture d'une table de négociation entre le gouvernement et les représentants mapuche, les médias nationaux relaient peu la situation ou tendent à stigmatiser et à criminaliser les actions des Mapuche. Le débat est donc surtout cantonné à la région du conflit et ne crée un impact sur le système politique national que de manière très exceptionnelle.

Il est important de souligner la diversité des orientations politiques au sein de la communauté mapuche, elle-même perméable aux pratiques clientélares. La plupart des spécialistes de la question mapuche considèrent aussi que l'atomisation du mouvement est importante ; les luttes entre organisations mapuche rendent difficile la formation d'un seul mouvement [Vergara, Foerster, 2002]. Dans ce contexte, l'articulation du mouvement mapuche avec les acteurs et les logiques institutionnelles est plurielle et porteuse d'ambiguïtés. En effet, comme l'a démontré Purcell [2006], rendre équivalents les termes local, « indigène », « rural », « pauvre » et « traditionnel » est une des erreurs courantes – l'un des « pièges locaux » – des promoteurs du niveau local.

Conclusion : nouveaux mouvements, nouvelles logiques institutionnelles ?

Les mouvements sociaux présentés ici représentent deux des formes les plus actives de mobilisation autour du territoire aujourd'hui au Chili. Dans les deux cas, il s'agit de mouvements qui ne se limitent pas à une seule classe sociale, ce qui les différencie largement des mouvements de *pobladores* des années 1950-1980. Dans ces deux mobilisations, le mot « populaire » (*popular*), souvent employé pour faire référence à la composition de ses membres ou de ses adhérents, n'a plus la même consonance. En effet, même pour les mobilisations des secteurs les plus pauvres, il est crucial d'établir des alliances avec d'autres secteurs sociaux et d'abandonner l'identité de *poblador* pour devenir un *habitant* comme les autres

[Sabatini, Wormald, 2004], sur la base du même « droit à la ville » ou à la terre. L'identité de *poblador* dans le premier cas, et celle du paysan, dans le second, dont le stigmate est évident, n'est plus portée comme banderole politique. Toutefois, l'impact de ces mobilisations sur les institutions est encore limité : les mouvements sociaux locaux au Chili, malgré leur diversité et leur pugnacité, n'ont pas réussi à créer un impact significatif sur le système politique ni sur les politiques publiques nationales ou locales, car elles n'ont pas encore réussi à mettre en place de nouvelles logiques institutionnelles et ne semblent pas non plus répondre à une réelle transformation de la structure d'opportunité politique.

En conclusion, il est important de rappeler que dans le cas du Chili, la politique n'opère pas de la même manière, ni avec les mêmes critères, au niveau national et au niveau local : sur le plan national, l'existence de mécanismes de contrôle relativement efficaces et surtout la persistance d'un pacte de fonctionnement politique au sein de l'élite ont permis de forger l'image d'un pays « sérieux »²⁵ qui respecte ses engagements. Sur le plan local, au contraire, abondent les autorités toutes-puissantes qui établissent des règles de fonctionnement personnalisées, avec un contrôle laxiste de la part des autorités compétentes [Barozet, 2008]. Comme nous l'avons souligné, hors des mobilisations décrites dans cet article, il n'existe guère de mécanismes au niveau local qui permettent aux citoyens eux-mêmes d'exercer le contrôle sur leurs autorités. Dans ce contexte, les pratiques clientélares sont légion et plusieurs études ont battu en brèche non seulement l'idée selon laquelle le clientélisme était une pratique antérieure à la dictature [Barozet, 2004 ; Durston 2005 ; Espinoza, 2006], mais surtout que son impact sur le système politique et la démocratie était mineur. De fait, cette pratique est récurrente dans l'ensemble des partis politiques, sur l'ensemble du territoire, ce qui tend à étouffer les désirs de mobilisation. Dans ce contexte, l'équation « local = démocratie » n'est pas encore résolue dans le cas du Chili, et ce constat ne semble pas complètement étranger aux conclusions avancées par d'autres études dans le Cône Sud.

25. Selon l'expression couramment utilisée par l'ex-Président Ricardo Lagos (2000-2006) et reprise par l'ensemble de la classe politique chilienne.



BIBLIOGRAPHIE

- **ANTILEO Enrique**, *Mapuche santiaguinos: posiciones y discusiones del movimiento mapuche en torno al dilema de la urbanidad*, Santiago, Ñuke Mapuförlaget, 2007.
- **ARNSTEIN Sherry**, «A Ladder of Citizen Participation», *Journal of the American Institute of Planners*, July 1969, vol. 35, n° 4, p. 216-224.
- **BAROZET Emmanuelle**, «Elementos explicativos de la votación en los sectores populares en Iquique: lógica y eficiencia de las redes clientelares», *Política*, Santiago, n° 43, 2004, p. 205-252.
- **BAROZET Emmanuelle**, «Populismo regional y Estado: el caso de Chile», *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, Tel Aviv, n° 19, 2, 2008, p. 45-60.
- **BAROZET Emmanuelle**, «Zu den Herausforderungen der Ungleichheitsmessung in Lateinamerika. Einige kritische Anmerkungen zu den existierenden Instrumenten und Verbesserungsvorschläge anhand des chilenischen Fallbeispiels», in **BURCHARDT Hans-Jürgen**, **WEHR Ingrid**, *Latin America's denied social contract: On the difficulties of transforming political into social participation*, Nomos, Kassel, sous presse.
- **BENGOA José**, *Historia de un conflicto: El Estado y los mapuche en el siglo XX*, Santiago, Editorial Planeta, 1999.
- **CEFAI Daniel**, «Dix propositions pour l'étude des mobilisations collectives. Contexte d'expérience et problèmes publics», à publier.
- **COX Paulo**, **CORVALÁN Alejandro**, «Voto voluntario o el desinterés por la igualdad», *El Mostrador*, Santiago, 11/01/2010.
- **CANTEROS Eduardo**, «Vecinos en defensa de sus barrios. Dimensiones y paradojas políticas, culturales y urbanas de un sujeto urbano», avance de tesis doctoral, Santiago, Doctorado en Arquitectura y Estudios Urbanos PUC, 2009.
- **DE LA MAZA Gonzalo**, «Construcción Democrática, Participación Ciudadana y Políticas Públicas en Chile», en cours de rédaction, Santiago, 2010.
- **DURSTON John et al.**, *Comunidades campesinas, agencias públicas y clientelismo políticos en Chile*, Santiago, LOM, 2005.
- **ESPINOZA Vicente**, «De la política social a la participación en un nuevo contrato de ciudadanía», *Política*, Santiago, 2004, n° 43, p. 149-183.
- **ESPINOZA Vicente**, «Los nuevos agentes políticos locales. Revisión estructural de la tesis de Arturo Valenzuela ¿Cómo se articulan el nivel de representación local con el nacional en la arena local y qué papel juegan el gobierno central y las políticas públicas?» *Revista del Magister en Antropología del Desarrollo*, Santiago, n° 14, 2006, p. 8-18.
- **ESPINOZA Vicente**, «Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987», *EURE*, Santiago, 1998, v. 24, n° 72, p. 71-84.
- **ESPINOZA Vicente**, «Citizens' Involvement and Social Policies in Chile; Patronage or Participation?», in **SILVA Patricio**, **CLEUREN Herwig** (eds), *Widening Democracy. Citizens and Participatory Schemes in Brazil and Chile*, Leiden, CEDLA Brill, *Latin American Studies*, n° 97, 2009.
- **ESPINOZA Vicente**, **RABI Violeta**, «Capital social y civismo en las regiones chilenas», Rapport remis au ministère de l'Aménagement du Territoire dans le cadre du Proyecto Desigualdades, Santiago, 2009.
- **FUENTES Claudio**, **ALTMAN David**, **SEGOVIA Carolina et al.**, *Desafíos democráticos*, Santiago, LOM, 2006.
- **GARCÉS Mario**, *Tomando su Sitio: El Movimiento de Pobladores de Santiago. 1957-1970*, Santiago, LOM, 2002.
- **GARRETÓN Manuel Antonio**, «Reflexiones sobre la democratización política chilena», in collectif, *Brasil y Chile. Una mirada hacia América Latina*, Santiago Ril Editores, 2006, p. 45-72.
- **GARRETÓN Manuel Antonio**, **GARRETÓN Roberto**, «La democracia incompleta

- en Chile : la realidad tras los rankings internacionales», *Revista de Ciencia Política*, vol. 30, n° 1, 2010, p. 115-148.
- HARVEY David, *Espacios del Capital. Hacia una Geografía Crítica*, Madrid, Akal, 2007.
 - LATINOBARÓMETRO, *Informe*, Santiago, 2009.
 - LUNA Juan Pablo, «Partidos políticos y sociedad en Chile. Trayectoria histórica y mutaciones recientes», in FONTAINE Arturo et al, *Reforma de los partidos políticos en Chile*, Santiago, PNUD, CEP, Libertad y Desarrollo, Projectamérica y CIEPLAN, 2008, p. 75-124.
 - MELLA Eduardo, *Los mapuches ante la justicia. Criminalización de la protesta indígena en Chile*, Santiago, LOM, 2007.
 - PAGLIAI César, MONTECINOS Egon, *Manual Presupuestos participativos en Chile: experiencias y aprendizajes*, Santiago, Friedrich Ebert Stiftung/Foro Chileno de Presupuesto Participativo, 2006.
 - POSNER Paul W., «Local democracy and Popular Participation in Chile and Brazil», in SILVA Patricio, CLEUREN Herwig (éd.), «*Widening Democracy. Citizens and Participatory Schemes in Brazil and Chile*», Leiden, CEDLA-Brill, *Latin American Studies*, n° 97, 2009, p. 47-76.
 - PRESSACCO Fabián, HUERTA María Antonieta, *Descentralización, municipio y participación ciudadana: Chile, Colombia y Guatemala*, Bogotá, CEJA, 2000.
 - PURCELL Mark, «Urban Democracy and the Local Trap», *Urban Studies*, Glasgow, n° 43(11), 2006, p. 1921-1941.
 - SABATINI Francisco, WORMALD Guillermo, «La Guerra de la basura de Santiago : desde el derecho a la vivienda al derecho a la ciudad», *EURE*, Santiago, v. 30, n° 91, 2004, p. 67-86.
 - STAVENHAGEN Rodolfo, «Democracia y participación política de los pueblos indígenas», in CARO Aracely, DURÁN Teresa, TEREUCÁN Julio (éd.), *Estilos de desarrollo en América Latina*, Temuco, Centro de Estudios Socioculturales, Universidad Católica de Temuco, Universidad de la Frontera, Universidad Católica del Maule, Santiago, 1999, p. 113-134.
 - SWAMPA Maristella, «Argentina : una cartografía de las resistencias (2003-2008). Entre las luchas por la inclusión y las discusiones sobre el modelo de desarrollo», *Revista Osal*, n° 24, 2008, p. 17-49.
 - TIRONI Manuel, *Nueva pobreza urbana. Vivienda y capital social en Santiago de Chile, 1985-2001*, Universidad de Chile, Predes/RIL Editores, 2003.
 - VERGARA Iván, FOERSTER Rolf, «Permanencia y Transformación del Conflicto Estado-mapuches en Chile», *Revista Austral de Ciencias Sociales*, Valdivia, 2002, n° 6, p. 35-47.

**RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT**

Malgré une forte centralisation et une démocratisation limitée, la problématique locale et territoriale s'est installée avec force au Chili dans le cadre de la recherche de nouvelles formes de participation citoyenne. À partir de la description des mouvements de défense des quartiers dans les grandes villes et de la mobilisation mapuche dans le sud cet article montre que, malgré ces exemples de mobilisations qui prennent corps ou s'affirment au niveau local, la tension entre démocratie représentative et demande de mécanismes participatifs au niveau local n'arrive pas à dépasser les formes traditionnelles de gouvernance.

A pesar de una fuerte centralización y de una democracia limitada, la problemática local y territorial se ha instalado con fuerza en Chile, en el marco de la búsqueda de nuevas formas de participación ciudadana. A partir de la descripción de los movimientos de defensa de los barrios en las grandes ciudades y de

las movilizaciones mapuche en el sur, este artículo muestra que a pesar de estos ejemplos de movilizaciones que se conforman o expresan a nivel local, la tensión entre democracia representativa y reivindicaciones de mecanismos participativos a nivel local no logra traspasar las formas tradicionales de gobernanza.

In spite of a strong centralization, and a limited democratization, the local and territorial issue has forcefully established itself in Chile, within the scope of the research of new forms of citizen participation. Starting with the description of movements in defence of neighbourhoods in the big cities and the Mapuche mobilisation in the south, this article demonstrates that, in spite of examples of mobilisation that are taking shape, or that establish themselves at a local level, the tension between representative democracy and the demand for participatory mechanisms at a local level cannot surpass the traditional forms of governance.

MOTS CLÉS

- mouvements sociaux
- territoire
- Chili
- décentralisation
- action collective

PALABRAS CLAVES

- movimientos sociales
- territorio
- Chile
- descentralización
- acción colectiva

KEYWORDS

- social movements
- territory
- Chile
- decentralization
- collective action

Maxime Quijoux*

Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale

« Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle perdu la partie ? » C'est par ce titre volontairement provocateur que Robert Castel faisait état en 1999 du recul substantiel de la place de la classe ouvrière française dans la question sociale [Castel, 1999, p. 15]. Alors que celle-ci a été « essentiellement [celle de] la question ouvrière » [Castel, 1999, p. 15] jusqu'au milieu des années 1970, elle a subi, toujours selon Castel, une double transformation interne : « dépossédée, doublée, par la généralisation et la diversification du salariat et par la promotion de catégories salariales » [*idem*, p. 16] jusqu'au milieu des années 1960, la classe ouvrière française entre, quelques années plus tard, dans un processus profond de précarisation et d'inactivité, achevant sa relégation en tant qu'acteur principal de mobilisations politiques.

Loin d'être un phénomène spécifique à la France, cette double transformation interne du monde ouvrier s'est retrouvée sur d'autres continents, avec les variables que supposent les histoires et les économies nationales. L'Argentine, avec le Brésil et le Mexique, est l'un des rares pays d'Amérique latine à avoir connu une classe ouvrière d'une certaine envergure. Embryonnaire à la fin du XIX^e siècle, celle-ci se développe rapidement à partir des années 1930, au moment où le pays s'oriente vers une politique de substitution des importations [Rapoport, 2007]. Une décennie plus tard, elle devient bien plus que la composante princi-

* Université Sorbonne Nouvelle – Paris (IHEAL)/CREDA – UMR 7227.

pale du salariat argentin; elle fait figure de symbole politique original: par la doctrine et l'action de Juan Domingo Perón, question ouvrière et question nationale deviennent consubstantielles, aux fondements d'un véritable imaginaire collectif [Anderson, 1996]. Longtemps au cœur des principales préoccupations et oppositions politiques du pays, notamment par la présence du péronisme [James, 1990; Godio, 2000; Sigal, Veron, 2004], le salariat, en particulier ouvrier, connaît un recul historique à partir de la fin des années 1970, mais surtout au cours des années 1990. Face à la multitude des privatisations de grands secteurs de l'économie nationale, associée à d'intenses politiques de flexibilisation du monde du travail, le salariat argentin se retrouve confronté au chômage et à la précarité. La classe ouvrière argentine, historiquement puissante par l'intermédiaire de ses syndicats, connaît une relégation politique considérable [Godio, 2000].

La désaffiliation de secteurs entiers des classes populaires, notamment ouvrières, a amené certains chercheurs à la conclusion que les mobilisations sociales s'étaient repliées sur le quartier (Merklen, 2009). D'après cet auteur, l'acteur traditionnel des mobilisations, «le travailleur», a été «doublé» par un nouvel acteur social, issu de la précarité, «l'habitant». L'émergence des *piqueteros* et de nouvelles figures sociales telles que le «chasseur urbain» [Merklen, 2005] constituent les preuves d'une transformation des dynamiques de mobilisations. Loin des manifestations, des grèves ou des mobilisations «classiques» de type syndical ou de parti, la désaffiliation fait que les classes populaires non seulement se replient sur leur quartier mais encore développent de nouvelles sources de sociabilités et de mobilisations politiques, moins structurées et plus fluctuantes, ce qui amène Merklen à parler de «politicités».

Néanmoins, un acteur majeur des mobilisations des *cacerolazos* tend peut-être à discuter, ou du moins à compléter ces modèles novateurs d'acteurs et de sociabilités politiques. Aux lendemains des 19 et 20 décembre 2001, l'Argentine connaît en effet une vague considérable de récupérations et d'autogestions d'usines: en quelques mois, leur nombre passe de moins d'une dizaine avant 2001 à plus de 160, trois ans plus tard. Elle concerne alors près de 10 000 ouvriers répartis sur tout le pays, dans tous les secteurs d'activités (Lavaca, 2004). À côté des mouvements de chômeurs, ces expériences mettent en lumière non seulement un mouvement social peu connu en France, mais surtout une certaine persistance de la centralité du travail comme moteur de mobilisation.

Cet article a justement pour objectif de s'interroger sur la dimension territoriale des récupérations d'entreprises d'Argentine. Considéré comme un «mouvement ouvrier» par de nombreux chercheurs et militants, ce phénomène est souvent assimilé à toute une série d'idées et de concepts réifiés. Il se distingue pourtant à la fois par la taille des entreprises concernées – principalement des PME – la nature des populations concernées – ouvriers non qualifiés sans expériences politiques – ainsi que par leur histoire respective. L'éclat de ces récupérations



tend à masquer une réalité sociologique plus prosaïque : la taille réduite de ces entreprises, l'absence récurrente de syndicats ainsi que la proximité avec le patron entraînent davantage les salariés dans une réalité sociale locale, souvent « apolitique » plutôt que vers une « conscience de classe » plus globale.

En s'appuyant sur l'analyse de l'usine portègne *Global*, usine récupérée de ballons de baudruche, nous chercherons justement à montrer que nous sommes en présence d'une mobilisation ouvrière à dimension locale. Pour cela, il est nécessaire de préciser ce que nous entendons ici par « local » : il ne s'agit pas d'analyser proprement des dynamiques territorialisées en termes de répertoires d'action ou de stratégies particulières de mobilisation ; il est plutôt question de comprendre comment un espace précis, ici un univers de travail, définit des logiques localisées de lutte, propres aux spécificités sociologiques et historiques de l'entreprise, et non d'un syndicat ou d'un parti d'envergure nationale. En l'occurrence, nous verrons comment la culture d'entreprise locale, caractérisée par un certain paternalisme, est à l'origine d'une mobilisation ouvrière pourtant très éloignée de cette culture d'origine. À la manière de Thompson (1988), il s'agit donc de définir les mécanismes culturels de classe, localisés et souvent contradictoires, qui font cependant la substance souvent brute d'une conscience de classe en devenir. Loin d'avoir déserté le travail, la mobilisation dans l'entreprise revêt néanmoins des dimensions particulières, à considérer à cet égard, comme « pré-politiques » [Dejours, 2009].

Dans une première partie nous reviendrons donc sur l'histoire particulière des relations professionnelles de l'entreprise. Revenir sur les spécificités anthropologiques aux fondements des relations professionnelles nous permettra de mettre en exergue la « localisation » culturelle de la mobilisation à venir. Comme nous le verrons dans une deuxième partie, c'est la mise en cause progressive puis soudaine de la nature de ces relations professionnelles qui sera à l'origine de la mobilisation. Compte tenu de tels particularismes en matière de mobilisation, il est évident que le mode opératoire de la lutte connaîtra lui aussi des spécificités. Il s'agira donc, dans une dernière partie, d'approcher ce répertoire local d'action collective, où l'économie morale et les dynamiques locales de domination jouent un rôle central dans les mécanismes de mobilisation.

Global : une entreprise à dimension locale

Une entreprise paternaliste

Global est une petite usine de ballons de baudruche située dans un quartier périphérique de Buenos Aires. Cette entreprise est créée en 1946 à l'initiative de deux entrepreneurs polonais, venus s'installer en Argentine. Frère et sœur d'une même famille, ces deux nouveaux patrons s'orientent dans un premier temps

dans la production de jouets avant de se dédier exclusivement à la production de ballons de baudruche. Mais la grande particularité de cette fratrie patronale réside surtout dans la gestion particulière de son personnel; loin de la formalité hiérarchique souvent imposée par l'organigramme des grandes entreprises, ce frère et cette sœur vont donner à l'administration de leur usine un caractère social particulier, s'assimilant à bien des égards aux entreprises de type paternaliste. Leur gestion singulière de l'entreprise se caractérise en effet par des relations professionnelles marquées par l'absence de formalité, des rapports hiérarchiques directs, voire des affinités entre direction et ouvriers; elle se distingue aussi par une volonté marquée d'encadrer les salariés, par une prise en charge substantielle de leurs conditions d'existence. Celle-ci ne concerne pas simplement l'assurance de conditions convenables de subsistance, elle comprend aussi et surtout pour ces patrons le dessein d'une transmission de normes et de valeurs dans laquelle les notions de discipline et de rigueur au travail font office de catalyseur d'énergie collective¹.

À l'instar de toute entreprise paternaliste, l'usine Global se décline sous des formes familiales de sociabilité: symbole de cette ambiance familiale d'entreprise, ces patrons se font respectivement appelés «l'oncle» et «la tante» par leur personnel. Mais ces dénominations sont à peine exagérées pour certains salariés de cette entreprise; arrivés souvent adolescents de régions ou de nations septentrionales de l'Argentine, éloignés de leur famille et souvent déscolarisés, les membres du personnel qui compose l'usine dès ses débuts sont souvent en quête de stabilité et d'identité. Carmela, ouvrière depuis près de quarante ans à l'usine, en est un exemple éclairant. Arrivée à l'âge de quatorze ans à Buenos Aires de la région de *Corrientes*, elle tisse rapidement des liens très forts avec sa patronne; mise en contact par l'intermédiaire de sa cousine, la «tante» va se prendre d'affection pour cette ouvrière:

Quand mon papa est décédé, [...] on est tous venus à Buenos Aires dans la maison de ma tante. Et de là, quand la dame [la tante] s'est rendue compte que j'étais revenue, elle est allée parler avec ma mère pour lui dire qu'elle voulait m'avoir chez elle... c'est comme ça que j'ai fini chez elle. Je suis restée chez elle, elle m'a payé mes études, j'ai fini le lycée professionnel en «coupe et confection». J'ai fait aussi de la coiffure.

1. En Argentine, quelques travaux nous renseignent sur la vie dans les *Sistemas de Fábricas con Villa Obrera*, c'est-à-dire ces villes qui naissent à partir d'usines et dont la vie sociale se mélange avec la vie de l'usine [Neiburg, 1988; Barbero, Ceva, 1999]. Elles s'apparentent beaucoup au modèle développé alors en Europe, dont elles s'inspirent énormément. En dehors de la prise en charge de certains besoins sociaux, le contrôle du patron dans certaines fabriques dépasse souvent le strict cadre des relations de travail, et jouit d'un droit de regard et de sanction sur la vie intime de ses salariés. Il en est ainsi dans de nombreuses entreprises paternalistes qui, avec le soutien de l'église, interdisent le mariage entre ouvriers pour éviter le flirt et la séduction pendant les heures de travail. Même si le paternalisme englobait tous les salariés, il semble que les femmes en étaient les principales destinataires [Lobato, 2007].



Carmela reste une déclinaison particulière de l'ambiance de l'usine et de la singulière prise en charge patronale de la main-d'œuvre. Pourtant, tout comme elle, la majorité des salariés proviennent de contrées lointaines et déshéritées² : participant à l'exode rural des années 1960 et 1970, ils arrivent à la capitale avec l'espoir d'y trouver un emploi stable et rémunérateur³. Jeunes, sans qualification et parfois déjà en ménage, ces immigrés, internes ou externes au pays, trouvent dans un premier temps des emplois pénibles et mal rémunérés. Travaillant souvent comme domestiques ou dans la construction⁴, ils cherchent un « véritable » travail qui puisse leur offrir une assise socio-économique plus solide. De leur côté, les patrons de Global sont confrontés à de nombreux problèmes de turn-over ; face à des conditions de travail en chaîne souvent très contraignantes (station debout, effluves d'ammoniac, cadences élevées), ils cherchent à stabiliser leur main-d'œuvre afin de raréfier les rotations chroniques d'ouvriers. Ils décident donc de choisir un personnel jeune, en quête d'ascension sociale, qu'ils formeront et tenteront de lier à l'entreprise en leur offrant des conditions de rémunération et de travail satisfaisantes. Ce qui explique un fait majeur de la plupart des salariés de Global aujourd'hui : Global sera l'unique employeur de leur parcours professionnel.

Un univers culturel local et singulier

Mais en leur proposant un travail à vie, des rémunérations confortables et un climat de travail « familial », « l'oncle » et « la tante » ne vont pas seulement leur permettre d'améliorer considérablement leurs conditions d'existence ; ils vont aussi créer les éléments constitutifs d'une culture ouvrière spécifique, déterminée principalement par la dimension locale de l'entreprise, en particulier la « philosophie » des patrons. Car, en choisissant une population jeune, immigrée et fragile socialement, ils cherchent autant à fidéliser un personnel en chaîne qu'à inculquer des valeurs propres à leur vision du travail et du monde social. En effet, de nombreux entretiens racontent la place centrale des valeurs de discipline et d'assiduité exigées par les patrons à leurs salariés. Ouvrière depuis plus de vingt ans dans cette usine, Olga se remémore :

2. Suivant les principaux courants migratoires de l'époque, les ouvriers de Global sont originaires à la fois des régions du Nord du pays (Chaco, Corrientes, Formosa) ainsi que de la Bolivie et du Paraguay. Cette dernière immigration représente près de 40% de l'immigration totale du pays à partir des années 1970 [Rapoport, 2007].
3. Confrontées à la mécanisation, au développement de l'industrie agroalimentaire ainsi qu'aux fréquentes crises de surproduction, ces contrées rurales, modestes et éloignées ne peuvent fournir suffisamment d'emplois.
4. À cet égard, l'usine est composée à part égale d'hommes et de femmes.

- Je me suis inscrite par... parce que on m'avait dit... vas-y, pour tenter ta chance. Et bah, j'ai eu cette chance, je gagnais bien, parce qu'au début ici, c'était le père, Monsieur T., un monsieur très honnête, tu vois, très... il t'exigeait beaucoup, mais de la même manière qu'il t'exigeait, il te donnait ta quinzaine, tout.
- MQ: Disons qu'il exigeait beaucoup mais que...
- Il exigeait énormément, il exigeait un bon travail, il exigeait vraiment beaucoup, mais quand venait le jour de ta quinzaine, tu avais tout ton argent.
- MQ: Disons qu'il était honnête... il exigeait beaucoup mais il payait bien.
- Oui, il payait très bien, si tu te forçais un peu disons, tu vois, que si il te voyait comme ça, il te donnait de l'argent au noir et te disait un truc comme: "bon, regardez, ceci est pour vous", en plus du salaire, tu vois?
- MQ: Ah... d'accord.
- Je me souviendrai toujours qu'il me disait qu'il aimait avoir des ouvriers contents...

Par l'instauration d'« avantages maison », tels que des bonus informels, des crédits ou des cadeaux faits aux employés les plus méritants, ces patrons vont non seulement encourager des pratiques de travail tendant vers une productivité élevée, mais ils vont surtout constituer de puissantes sources d'identification et de catégorisation [Brubaker, 1998] pour des individus en quête d'identité sociale. Aux côtés de ces patrons généreux pour celles et ceux qui « mouillent leur chemise », certains ouvriers vont pouvoir en effet se construire une existence sociale valorisante, faite des valeurs patronales de discipline et de productivité, mais surtout fondée sur la distinction symbolique et matérielle réalisée par les patrons, faisant d'eux des « ouvriers modèles ». Le « zèle » devient alors une source d'identification ouvrière majeure pour ces salariés. En adhérant pleinement à l'ambiance familiale de l'usine ainsi qu'à ses logiques, ses valeurs et ses représentations, ils vont développer en définitive un très fort sentiment d'appartenance à cette usine, voire même de traits culturels spécifiques. Il s'agit là d'une socialisation ouvrière locale, propre à un espace social en soi, qui n'a peut-être rien à voir avec le quartier, mais qui fait office de territoire pour ces salariés.

Face à un tel profil d'ouvriers et d'entrepreneurs, liés par un contrat dépassant les simples valeurs d'échange qui unissent généralement patrons et salariés, il est légitime de s'interroger sur les événements qui vont amener à la rupture de ce contrat singulier ainsi que sur les mécanismes à la base de la récupération de l'usine par son personnel. Car, à ce stade de l'analyse, il est difficile de concevoir ce type de population salariale comme à l'origine d'une contestation radicale de leurs employeurs: proches de la direction, ne disposant d'aucune expérience ni compétence politique particulière, elle entretient une dépendance affective et économique sans pareille à son entreprise et à ses patrons. Contrat singulier d'un côté, dépendance affective à l'entreprise de l'autre, c'est tout un système de dispo-



sitions culturelles, de valeurs et de représentations qui est en jeu ici dans le lien qui unit ces ouvriers à leur entreprise, système constitué par et pour l'entreprise, autrement dit au niveau local.

Une culture ouvrière malmenée

Dirigeant cette entreprise pendant près de quarante ans, la tante âgée, décède en 1982. Événement pour la PME de ballons de baudruche, ce décès marque en tout cas le début de la fin d'une époque particulière, faite encore de paternalisme industriel, de préoccupation patronale pour ses salariés, en termes de condition d'existence comme de conditions morales. Son frère, « l'oncle », se retrouve seul à la tête de l'entreprise. Cependant, son fils le rejoint rapidement à la gestion de l'entreprise : disparue sans progéniture, la tante a légué une partie de son patrimoine à son frère ainsi qu'à son neveu. Tous deux se retrouvent, en toute logique, associés et seuls gestionnaires de l'usine. Entreprise familiale, il semble tout à fait naturel que le fils (et neveu) des entrepreneurs de Global en reprenne la main.

Le décès de la tante constitue donc le début d'une nouvelle ère pour l'entreprise Global. D'autant plus nouvelle que l'oncle également très âgé, délègue de plus en plus de responsabilités à son fils, ce dernier occupant de fait progressivement la fonction de chef d'entreprise. À la fin des années 1980, l'oncle laisse la charge des affaires de l'usine à son fils et décide de se retirer dans son pays natal. Il ne reviendra qu'à de rares occasions, afin de s'assurer du bon fonctionnement de son entreprise. Cette passation de pouvoir ne semble pas affecter les salariés de Global. Le nouveau patron s'inscrit dans un premier temps dans les politiques patronales régissant l'usine et participe aux relations professionnelles particulières qui unissent patrons et ouvriers ; les avantages maison tels que les crédits à taux zéro, les « bonus » accompagnent des exigences de discipline et de travail fidèles au paternalisme des premiers propriétaires. Tous, direction et personnel, semblent convenir des bienfaits d'un tel climat d'entreprise, formés les uns et les autres à ce type de relations hiérarchiques.

Ce consensus « paternaliste » va cependant être ébranlé à partir des années 1990 pour disparaître complètement au début des années 2000. Au cours de cette décennie, le nouveau patron de Global, qui paraissait pourtant être le digne héritier culturel de son père et de sa tante, semble en effet adopter rapidement des politiques patronales plus agressives. Tout en respectant codes et sociabilité propres à « l'entreprise », tels que le tutoiement ou le maintien d'une proximité avec son personnel, il se détache toutefois de certaines règles fondamentales du « contrat » paternaliste unissant historiquement direction et personnel. Il s'inscrit alors en phase avec l'époque dans laquelle ces changements interviennent ; les années 1990 en Argentine sont en effet le moment où le pays connaît des politiques néolibérales de grande ampleur ainsi qu'un laxisme étatique singulier

en matière de code du travail⁵. À l'instar des politiques salariales menées au sein d'entreprises plus classiques à la même époque⁶, il va progressivement assouplir les droits de ses ouvriers tout en accentuant les cadences de travail : le versement des cotisations ainsi que les revenus perdent de leur régularité, et surtout, de leur consistance. Ainsi cette ouvrière nous raconte :

Mais après, quand sa femme a commencé à se mettre dans les affaires de l'usine, là ça a commencé à changer. Tchao, tchao. De là ils ont commencé à donner des bons, des bons, mais ils ne te payaient jamais ton salaire, tu partais en vacances avec la moitié. Et la dernière, la dernière fois, ils m'ont donné cinquante pesos. Cinquante pesos, autrement dit rien. Et pendant les vacances je devais venir chercher l'argent. Et qu'est-ce qu'il te donnait ? Cinquante, cent pesos. Il ne te donnait jamais tout. Jamais. Ça, ça vraiment été un désastre, un désastre total.

Hormis la menace contextuelle de crise qui affecte le pays vers la fin des années 1990, ce patron profite alors d'une confiance inébranlable de la part de ses subalternes : à leurs yeux, il ne représente pas simplement l'héritier d'une dynastie patronale ayant fait preuve d'une sollicitude particulière à leur égard il est surtout le garant d'une culture locale et ouvrière singulière ; à travers sa présence et le respect de certaines pratiques de sociabilité, il est le témoin confirmatif de leur valeur sociale, de leur particularisme sur lequel se fondent leurs sources d'identification et de catégorisation : le zèle ouvrier. Le patron tient donc une place socialement exceptionnelle : il n'est pas seulement celui qui embauche et par conséquent nourrit, il est celui qui justifie l'existence sociale de ces individus, assoit leur valorisation individuelle et conforte les valeurs et les représentations que ces

5. Arrivé en 1989 à la tête de l'État, la double mandature du péroniste Carlos Menem se caractérise par des politiques drastiques de privatisation des entreprises publiques, de flexibilisation du monde du travail ainsi que d'ouvertures des capitaux aux investisseurs étrangers. Concernant l'emploi et le travail, leurs conditions sont également radicalement assouplies : le salariat va subir de nombreux bouleversements par un méticuleux démantèlement des conventions collectives et, plus largement, par une flexibilisation générale du monde du travail. La priorité est donnée à une recherche accrue de gains de productivité et une baisse tout aussi grande du coût du travail. Les différentes baisses des charges salariales et patronales, la libéralisation des horaires, revenus et contrats, ainsi que la promotion de la libre-entreprise [Kosacoff, 2008], dans un contexte de profondes divisions syndicales [Di Tella, 2008 ; Godio, 2000], vont favoriser la diffusion d'un nouveau modèle de salariat, ou plutôt la déstructuration rapide de l'ancien modèle, fondé sur un système de protections sociales, de solidarité et de sécurisation des parcours de vie. Autrement dit, le modèle salarial argentin, consistant à l'intégration par le salariat, se désagrège rapidement à partir du gouvernement de Carlos Menem.
6. C'est le cas par exemple de l'autre entreprise au cœur de mes recherches de doctorat : l'usine Brukman, entreprise de prêt-à-porter pour hommes a connu un processus relativement similaire sur la même période : les couturières de cette usine sont effectivement passées d'une stabilité et ascension sociale pendant les années 1970 et 1980 à une précarisation rapide de leurs conditions de travail, d'emploi et de salaires à partir des années 1990. Pour plus d'informations, voir Quijoux, 2009.



ouvriers se font du monde social. Or à partir des années 2000, en particulier lors de la fermeture de l'usine en mars 2004, son image va brutalement s'inverser : du protecteur qu'il était, il devient un « traître » : traître non seulement à leur égard, mais également à l'égard d'une culture ouvrière presque historiquement instituée par ses « ancêtres ».

Au début des années 2000, la situation devient subitement beaucoup plus difficile pour les salariés de Global : les retards sur les salaires et les cotisations s'accumulent alors que les cadences ne cessent de s'accélérer. La situation se tend particulièrement au lendemain des *cacerolazos*. Dans un contexte d'effondrement général du pays, le patron accentue la pression sur les salariés et profite d'une anxiété nouvelle pour ces salariés « à vie » : face à l'intensité de la crise de 2002, la peur d'une fermeture de l'entreprise et du chômage est un formidable instrument de légitimation face à la dégradation générale des conditions de travail et de revenu. En dépit des conditions objectives légitimant des décalages grandissant entre la pratique historique du paternalisme et la pratique actuelle du nouveau patron, l'anxiété provoquée par la peur du chômage renforce au contraire une confiance historique dans la figure du patron⁷. Dans un tel état d'esprit, se raccrochant *instinctivement*⁸ à la confiance en leur patron, la fermeture inattendue de l'entreprise en mars 2004 provoque évidemment stupeur et incompréhension parmi le groupe d'ouvriers, du moins dans un premier temps. Car la fermeture de l'usine va rapidement être au cœur d'une mobilisation politique et sociale originale tant par la nature de la population qui la mène (ouvriers modèles) que par les mécanismes aux origines de la lutte qui la caractérisent.

La défense d'une culture ouvrière « autochtone »

Culture ouvrière locale, chômage et économie morale

En mars 2005, au retour d'un week-end, les salariés de Global apprennent la fermeture soudaine et définitive de leur usine par un message laconique affiché sur le portail d'entrée. Discrètement, le patron a déménagé illégalement les machines vers une zone franche de banlieue. Son idée est alors à la fois de s'exonérer de dettes, d'impôts et d'un personnel qu'il considère comme âgé et coûteux. Malgré les apparentes difficultés que rencontrait l'entreprise, aucun salarié ne soupçonnait la mise en place d'une telle décision patronale. Stupéfaits de ce coup de théâtre, les salariés sont alors tiraillés entre l'angoisse du chômage

7. C'est seulement *a posteriori* que les ouvriers analyseront ce décalage, comme lors de nos entretiens par exemple. Olga se souvient notamment : *nous, on pensait... comme lui il n'avait pas eh... de biens ici mais soudain on apprend qu'il avait une maison sur la côte, qu'il avait... une voiture pour sa fille ou son fils... elle, elle avait deux voitures, pas une [...] Il avait une situation économique assez bonne.*

8. Il s'agit bien évidemment d'instinct social et non d'instinct biologique.

et un sentiment profond de trahison. D'une moyenne d'âge plutôt élevée pour le marché du travail (ils ont pour la plupart plus de cinquante ans), ouvriers sans qualifications ni diplômes spécifiques, ils ont conscience des contraintes substantielles qui pèsent désormais sur eux en matière d'emploi. Angoisse d'autant plus forte que, quatre ans à peine après les *cacerolazos*, la perspective du chômage est invariablement associée dans leur esprit aux *piqueteros* et *cartoneros*, « néoprolétaires » [Castel, 1994] de l'Argentine contemporaine. À cet égard, rappelons qu'il s'agit d'un profil spécifique d'ouvrier : par la nature paternaliste des relations professionnelles, autrement dit localisées, ces salariés se sont constitué des sources d'identification et de catégorisation fondées sur la performance individuelle, sur une certaine culture productiviste qui les valorisait. L'appartenance à l'emploi, justifiée matériellement, se double d'une appartenance sociale et culturelle à l'entreprise et au patron ; créateurs de valeurs et de représentations, ils constituent également les fondements spécifiques d'une existence sociale : celle d'ouvriers zélés. Par conséquent, on comprend que la menace du chômage soit d'autant plus anxiogène. En l'occurrence, elle sera l'un des facteurs de mobilisation.

La mise en cause de cette identité est également le vecteur d'un profond sentiment de trahison. Les relations professionnelles se sont toujours établies sur la base d'un contrat tacite, consciemment mis en exergue par les patrons d'origine : aux exigences de discipline et de travail répondaient des rétributions économiques élevées et individualisées. Or, lors des dernières années, surtout des derniers mois qui ont précédé la fermeture de l'usine, les salariés ont maintenu leurs efforts en dépit de baisses progressives et substantielles de leur revenu. Plus globalement, comme nous l'explique Horacio, ancien chef de personnel, la plupart ressentent un profond sentiment d'amertume :

Horacio : Presque vingt ans à travailler pour une firme et ne rien recevoir, c'est rageant, non ? C'est de la rage. Tu es chez toi à faire du zapping avec le téléviseur, le plus tranquille du monde, et que du jour au lendemain ils t'annoncent que tu n'as plus de boulot, ça te démoralise. Tu ne sais plus quelle décision prendre ni quoi faire. Et encore plus de colère de ce point de vue, parce que bosser tant d'années et tant d'années, ne pas prendre de vacances pendant sept ou huit ans parce qu'ils ont besoin de ma personne ici, à l'usine, et tout lui donner, tout lui apporter de moi...

Maxime : Te sacrifier.

Horacio : Te sacrifier pour eux et qu'ils te fassent une chose comme ça... ça fait mal, ça fait mal à n'importe qui. Eh bon, de là est venue cette initiative de prendre l'usine, de dire si cette entreprise de construction ne faisait pas d'affaires [il a une autre opportunité de travail] : « bon, on va attendre un mois et demi. Et pendant ce temps d'un mois et demi, je vois ce que je peux faire moi de mon côté, pour les autres qui sont restés à la porte, n'est-ce pas ? Et c'est à ce moment avec ce garçon, avec



Norberto qui est malade et Diego, on a décidé tous les trois de nous unir et d'essayer de voir où ils avaient emmené les machines».

Le témoignage de ce salarié est particulièrement évocateur de la relation entre ce que Thompson appelle «l'économie morale» et la mobilisation sociale en devenir. Le témoignage de Horacio met assez bien en évidence le lien qui existe entre le manquement soudain et délibéré de respect du contrat historiquement établi et la mobilisation sociale. Cette économie morale est d'autant plus contrariée que le dernier patron a fait preuve d'un certain «cynisme», au sens de Goffmann [1973]: il a maintenu une «façade» paternaliste alors qu'il fomentait des projets contraires à «l'éthique» de l'entreprise et de ses relations sociales. En définitive, l'entité qui, autrefois, préservait et distribuait des rétributions économiques et des attributs symboliques s'est soudainement discréditée. Cela ne signifie pas pour autant la disparition des sources d'identification et de catégorisation – locales – dans lesquelles se sont constitués ces salariés. Au contraire, elles jouent un rôle clé dans la naissance de cette mobilisation ouvrière.

Une mobilisation dominée par son caractère local

La fermeture de l'usine signifie donc pour la majorité des salariés la cessation brutale de leur activité et d'une grande partie de leur existence sociale. L'angoisse et l'amertume provoquées par les méthodes «cyniques» du patron sont pourtant loin de provoquer des réactions qui s'apparenteraient au départ, de près ou de loin, à une mobilisation. Rappelons qu'il s'agit d'un profil singulier d'ouvriers, loin des représentations canoniques: sans diplôme, d'origine rurale et immigrée, ces employés occupent les positions les plus subalternes dans la division sociale de classe, de sexe (il s'agit souvent de mères de famille) et de race [Fernandez Alvarez, 2006; Quijoux, 2009]. Il s'agit donc d'un personnel soumis et discipliné, en quête d'ascension sociale individuelle. Par conséquent, aucun d'entre eux n'a jamais connu d'expériences politiques particulières, au-dedans comme au-dehors du travail; à cet égard, ils sont particulièrement dépourvus de compétences politiques [Gaxie, 1978], raison pour laquelle ils peinent à réagir au moment où ils s'aperçoivent de la fermeture de l'usine.

L'un des rares à se mobiliser rapidement au même moment est Horacio, cet ancien chef de personnel cité plus haut. Avec le style de *leadership* qui le caractérise, il nous raconte comment s'est déroulé le lancement de la mobilisation. Pour des individus soumis à une certaine domination, la disparition du patron signifie la vacance d'une entité nécessaire à l'action. De cette manière, Horacio, *seul cadre* restant au moment de cet abandon, va faire office d'autorité substitutive pour ces salariés. Il raconte :

H: Ils [les salariés de l'usine] ne savaient pas... En réalité, ils ne savaient pas quoi faire, quelle décision prendre ni rien dans le style. Moi, je suis venu – c'était un mardi à dix heures du matin – je suis venu, ils se sont tous rapprochés de moi, on a regardé à l'intérieur par le trou de la serrure, et on a vu qu'ils avaient tout sorti d'ici. Et bon, l'unique truc que je leur ai dit – à ce moment-là ils étaient soixante personnes, ce n'était pas les dix-huit qui ont inauguré la coopérative, mais bien soixante personnes –: « On doit aller au ministère du Travail, porter plainte pour "liquidation d'usine" (*vaciamiento de fábrica*), on doit essayer de trouver un avocat qui nous suive. » Parce que ce n'était pas facile. À ce moment-là, moi j'étais le berger avec ses troupeaux, avec ses brebis. Toutes les brebis me suivaient. Et de cette manière on est allé au Ministère du Travail, on a porté plainte, on a essayé d'avoir un avocat par le syndicat, on a fait... Je les ai emmenés faire tout pour qu'ils puissent toucher les Assedic (*fondo de desempleo*) pendant un an; je les ai tous emmenés faire leurs papiers, etc. Beaucoup d'entre eux ne savaient pas comment les remplir; c'est moi qui leur remplissais. C'est comme ça que ça s'est passé au début.

La narration présomptueuse de ce salarié et du rôle qu'il s'accorde dans la mobilisation nous pousse évidemment à certaines précautions concernant la véracité des événements évoqués. Son action, au cours de la lutte et par la suite dans l'organisation de la coopérative, est cependant confirmée à la fois par les autres salariés ainsi que par mes propres observations⁹.

D'une certaine manière, la réaction de ces salariés confirme ce que Bourdieu disait des classes populaires françaises, à savoir « qu'elles sont condamnées à se taire ou à être parlées » [1980]. Dépourvus de compétences et d'expériences politiques, la plupart des salariés de Global ne possèdent pas non plus suffisamment de sentiment de compétence, du moins dans un premier temps, pour se lancer dans une bataille d'apparence aventureuse. Pour articuler et adhérer au renversement de domination que suppose la mobilisation *contre leur patron*, ils semblent avoir besoin d'une nouvelle autorité. Entre l'angoisse du chômage et la mise en branle de leur économie morale, la vacance du pouvoir patronal va permettre à Horacio d'incarner ce nouveau leadership. Fort d'une trajectoire sociale marquée par une ascension rapide au sein de l'entreprise, cumulant diplômes, polyvalence et responsabilités, Horacio est emblématique pour de nombreux salariés de la culture « ancestrale » de cette entreprise. Face à la conduite immorale du patron, il

9. Précisons une donnée essentielle: en plus d'être le chef de personnel historique de l'usine, Horacio cumule le poste de responsable commercial et surtout « d'ingénieur » chimiste. Il est en effet la personne qui s'occupe de préparer le latex utilisé pour la composition des ballons. Il occupe donc des positions centrales dans la production, ce qui lui confère un pouvoir considérable. C'est pourquoi, lors de mon terrain au cours de l'activité de la coopérative, évoquer simplement son éventuel départ était toujours source de silence pesant, de doutes et d'inquiétudes perceptibles.



symbolise la défense de certaines valeurs et représentations de l'usine, d'inspiration profondément paternaliste, dénaturées par la dernière direction.

Entre qualifications particulières et sentiment élevé de compétence, la lutte s'organise grâce à sa position hiérarchique : à partir d'une information obtenue auprès d'un proche du patron, il mène une traque pour retrouver les machines qui, au bout d'un mois et demi, s'avère fructueuse. Notons simplement que cette traque révèle ou confirme pour le groupe certaines qualités morales particulières d'Horacio, notamment celles de ténacité et de sagacité. Pour ces membres de la classe ouvrière, il ne s'agit pas ici de qualités « humaines » quelconques ; elles représentent des qualités distinctives certaines¹⁰, qui tendent ici à certifier une domination hiérarchique historique, instituée par les anciens patrons. Horacio incarne donc le leader légitime, entre domination hiérarchique historique et domination « morale » de classe. Il l'incarne d'autant plus que les autres salariés de l'usine, inexpérimentés politiquement et historiquement soumis au patron se retrouvent désarmés face à la fermeture de l'usine. Horacio se révèle donc le leader *idéal*, presque « charismatique » qui permet d'articuler une réponse adéquate à un patron jusque-là tutélaire. *Conforté dans sa légitimité* auprès du groupe, Horacio constituera véritablement le moteur de cette mobilisation. Sa parole associée à la validité de son action et de sa position hiérarchique lui confère un pouvoir qui semble indispensable à la mobilisation d'ouvriers fortement dominés.

En guise de conclusion, il faut évidemment admettre que l'envergure autochtone accordée à cette mobilisation, centrale dans la mobilisation comme dans l'autogestion qui suivra, n'a pas suffi en elle-même pour permettre à ces ouvriers de récupérer leur entreprise. Sur ce point, l'action du MNER, Mouvement National d'Entreprises Récupérées, a été décisive, notamment au niveau juridique [Quijoux, 2009]. D'autres éléments extérieurs à l'usine et à ses dynamiques propres ont également influé sur le cours de la lutte. Il en est ainsi concernant le soutien régulier d'autres usines récupérées qui, pour certaines, aiguilleront beaucoup ces néophytes dans la lutte et dans l'autogestion.

Il n'empêche que cette mobilisation ouvrière se caractérise *avant tout* par des dynamiques locales. L'absence historique de syndicats et de cultures politiques contestataires, associée à des individus marqués par leur position subalterne dans la division sociale de classe, de sexe et de race, favorise un entre soi et une main mise du patron sur la vie de ces salariés. Au contraire, la taille réduite de l'entreprise et la politique paternaliste portée par les patrons d'origine tendent à constituer une adhésion profonde à l'univers local et à ses logiques, plus globalement à sa culture productiviste. Ils sont donc très loin des logiques syndicales ou parti-

10. Hoggart fait un constat similaire pour l'Angleterre des années 1930 [1970]. Schwartz pour la France du Nord des années 1980 [1990].

sanés d'ampleur corporatiste, nationale ou internationale; la mobilisation part de l'usine et s'adresse aux membres de l'usine, principalement au patron. À cet égard, la mise en place de leur lutte ne coïncide pas avec le soutien, sinon avec l'ingérence, de syndicats ou de partis politiques extérieurs à leur usine, comme cela a pu être le cas pour d'autres usines récupérées, telles que Brukman ou Zanón [Quijoux, 2009]. Il s'agit en effet ici d'une mobilisation en défense d'une culture ouvrière « autochtone », répondant à des logiques plutôt centripètes : face à l'effondrement soudain d'un univers dans lequel ils s'étaient tous constitués socialement et économiquement, leur mobilisation consiste davantage à sauver des sources d'identification et de catégorisation spécifiques, inspirées du paternalisme que d'une mobilisation à dimension de classe. Étant donné le caractère très local de cette usine, il est peu probable qu'une telle lutte ait été possible sans *l'autorité interne* de l'ancien chef de personnel dans la mise en place de cette lutte.

En définitive, cet article soulève deux questions principales. La première concerne la mise en place de « l'autogestion » : que peut-on attendre d'une entreprise aussi dominée par une culture paternaliste, des logiques verticales et un leadership aussi puissant ? Le fonctionnement démocratique que suppose son nouveau statut de coopérative coïncidera-t-il avec de telles dynamiques locales ? Une recherche en observation participante [Quijoux, 2009] au sein de cette usine conforte l'idée d'une forte contradiction entre ces dernières et les principes de la coopération ouvrière. De fait, aujourd'hui, la gestion « collective » de l'usine est très soumise à la domination charismatique de ce leader. Ce dernier tente bien de former ses associés aux nouvelles responsabilités qui leur incombent, ouvrant la voie à l'*empowerment* de certains au sein de la coopérative ; mais cumulant une multitude de compétences distinctes, de surcroît à forte valeur ajoutée (il est à la fois le commercial, l'ingénieur chimiste et le manager de la production), il incarne clairement la direction des affaires de l'usine, outrepassant invariablement l'avis des autres [Quijoux, 2009].

Mais qu'en est-il de la représentativité de ce cas au niveau national ? Sommes-nous en présence d'un cas typique de la vague de récupérations d'entreprises apparue à la fin des années 1990 ? Compte tenu de l'originalité de la mobilisation de Global, originale car en fin de compte « l'autogestion » participe du « paternalisme », il est légitime de s'interroger sur sa représentativité du phénomène dans sa globalité. Un ensemble d'études pourrait l'envisager plus ou moins facilement [Balladares, 2005 ; Fajn, 2003 ; Fernandez Alvarez, 2006 ; Quijoux, 2009 ; Rebón, 2005]. Le paternalisme en soi ne constitue pas toujours le principal levier de ces mobilisations, mais toutes ou presque se caractérisent par la taille réduite de l'entreprise, des salariés dépolitisés et des relations et parcours professionnels marqués par une proximité au patron et à sa culture productiviste, bref par une dimension profondément « locale ».

Ce phénomène de récupérations questionne donc l'idée selon laquelle le travail ne serait plus au cœur des mouvements sociaux. Il reste un enjeu crucial

A grey silhouette map of South America, showing the continent's outline.

DOSSIER

USINES RÉCUPÉRÉES D'ARGENTINE

de mobilisation, au même rang que l'écologie ou le féminisme. Mais il interroge également la dimension déterritorialisée du marxisme pour ramener ce phénomène à des formes « proto-politiques » de mobilisation ouvrière. Plus que l'emblème d'un nouveau mouvement ouvrier, il s'apparente davantage aux soubresauts d'une éventuelle conscience de classe en devenir.

BIBLIOGRAPHIE

- **ANDERSON Benedict**, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, la Découverte, coll. Poche, 1996.
- **BALLADARES Carina**, *Entre La « Fábrica Bajo Patrón » et La « (Cooperativa De Trabajadores) »*. *Apuntes Sobre Una Empresa Recuperada argentina*, Buenos Aires, Mimeo, 2007.
- **BARBERO Maria Ines**, **CEVA Mariela**, *La vida obrera en una empresa paternalista. Historia de la vida privada en la Argentina*, in **DEVOTO Fernando**, **MADERO Marta**, Buenos Aires, Taurus, 1999, p. 140-167.
- **BOURDIEU Pierre**, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, le sens commun, 1980.
- **BRUBAKER Roger**, « Au-delà de l' "identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001/3, n° 139, p. 66-85.
- **CASTEL Robert**, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, coll. L'espace du politique, 1995.
- **CASTEL Robert**, « Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle perdu la partie ? », *Actuel Marx*, octobre 1999, n° 26, p. 15-24.
- **DEJOURS Christophe**, « Le travail, entre "résistances" et production du politique » in **BORGEAUD-GARCANDIA Natacha**, **LAUTIER Bruno**, **PENAFIEL Ricardo**, **TIZZIANI Ania** (éd.), *Penser le politique en Amérique latine*, Paris, Karthala, 2009, p. 325-337.
- **DI TELLA Torcuato S.**, *Historia social de la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, Troquel, 1998.
- **FAJN Gabriel** (dir.), *Fábricas y empresas recuperadas, protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*, Buenos Aires, ed. Centro Cultural de la Cooperación, 2003.
- **FERNANDEZ ALVAREZ Maria Ines**, *De la supervivencia a la dignidad. Una etnografía de los procesos de « recuperación » de fábricas en la ciudad de Buenos Aires*, thèse en anthropologie, Universidad de Buenos Aires, École des Hautes Études en Sciences sociales, 2006.
- **GAXIE Daniel**, *Le cens caché*, Paris, le Seuil, coll. sociologie politique, Paris.
- **GODIO Julio**, *Historia del movimiento obrero argentino : 1870-2000*, Buenos Aires, Corregidor, 2000.
- **GOFFMAN Erving**, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, le sens commun, 1973.
- **GUESLIN Michel** (dir.), *Michelin, les hommes du pneu*, Paris, éd. de l'atelier, 1993.
- **HOGGART R.**, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, le sens commun, 1970.
- **JAMES Daniel**, *Resistencia e integración : el peronismo y la clase trabajadora argentina 1946-1976*, Buenos Aires, siglo veintiuno de Argentina, 1990.
- **KOSACOFF Bernardo**, « La crise de 2001, causes et conséquences économiques », *La Nouvelle Revue Argentine* [en ligne], décembre 2008, n° 2, p. 53-64. Disponible sur : <http://www.lanouvellerevueargentine.com/assets/files/article%20Kosacoff%20p%2053-64.pdf>
- **LA VACA**, *Sin Patrón, fábricas y empresas recuperadas por sus trabajadores*, Buenos Aires, Lavaca editora, 2004.
- **LE PLAY Frédéric**, *La méthode sociale, abrégé des ouvriers européens*, Paris, éd. Méridiens Klincksieck, 1989.
- **LOBATO Mirta Z.**, *Historia de las trabajadoras en la Argentina (1869-1960)*, Buenos Aires, Edhasa, 2007.
- **MERKLEN Denis**, *Pobres Ciudadanos. Las clases populares en la era democrática*, Buenos Aires, Editorial Gorla, coll. « Novecento », Buenos Aires, 2005.
- **MERKLEN Denis**, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, la Dispute, 2009.
- **NEIBURG Frederico B.**, *Fábrica y villa obrera : historia social y antropología de los obreros del cemento*, Buenos Aires, Centro editor de América Latina, 1988.
- **QUIJOUX Maxime**, *Autogestions et appropriations du travail par les classes populaires en Argentine*, thèse en sociologie, IHEAL Paris III-Sorbonne Nouvelle, 2009.



- **RAPOPORT Mario**, *Historia económica, social y política de Argentina*, Buenos Aires, Emece, 2007.
- **REBON Julian**, *Desobedeciendo al desempleo, la experiencia de empresas recuperadas*, Buenos Aires, ed. PICASO/la Rosa Blindada, 2004.
- **SCHWARTZ O.**, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF (coll. «Quadrige»), 2002.
- **SIGAL Silvia, VERON E.**, *Perón o muerte*, Buenos Aires, Eudeba, 2004.
- **THOMPSON Edward**, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, coll. Hautes Études, 1988.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Face à l'abandon ou à la fermeture de nombreuses usines dans le pays, l'Argentine connaît depuis une dizaine d'années un élan singulier d'occupation et de récupération d'usines par leurs ouvriers. Cette mobilisation vient tempérer la disparition annoncée par certains auteurs de la classe ouvrière comme protagoniste de luttes. Elle vient aussi compléter certaines théories qui, par le prisme des mobilisations de chômeurs argentins (*piqueteros*), observent que les luttes sociales se sont déplacées de l'usine au quartier. Elle les complète davantage encore dans la mesure où cette mobilisation ouvrière se distingue par un ancrage local considérable ; loin de répondre à des logiques de classes déterritorialisées par des syndicats ou des partis, cette mobilisation répond à des logiques spécifiques à l'entreprise, dans lesquelles la culture et les relations au patron ont une incidence cruciale. Dans cet article, nous verrons ainsi comment le paternalisme d'une PME de Buenos Aires est à l'origine d'une mobilisation ouvrière inédite.

Frente al abandono o al cierre de numerosas fábricas en el país, Argentina conoce desde una década un arranque singular de ocupación y recuperación de fábricas por sus obreros. Esta movilización templó la desaparición anunciada por ciertos autores de la clase obrera como protagonista de luchas. Completa también ciertas teorías que, a través las movilizaciones piqueteras, observan que las luchas sociales se desplazaron de la

fábrica al barrio. Esta movilización obrera las completa tanto en la medida en que se distingue por un anclaje local considerable ; lejos de responder a lógicas de clases desterritorializadas por sindicatos o partidos, esta movilización responde a lógicas específicas a la empresa, en las cuales la cultura y las relaciones al dueño tienen una incidencia crucial. En este artículo, veremos así cómo el paternalismo de una PYME de Buenos Aires constituye el principio de una lucha obrera inédita.

In the face of the abandonment, or of the closing of many of the factories in the country, these last ten years, Argentina has experienced a remarkable surge of occupation and recuperation of these factories by their workers. This mobilisation tempers the announced disappearance by certain authors of the working class as the protagonist of the struggle. It also proves certain theories that, through the prism of mobilisation of Argentinean strikers (*piqueteros*), it can be seen that the social struggle has moved from the factory to the neighbourhood. It proves it even more, since this mobilisation distinguishes itself by its considerable local roots ; far from responding to the logic of deterritorialized classes by the unions or political parties, this mobilization responds to a specific logic of business, in which the culture and the relation to the factory owners has a crucial effect. In this article, we will see how the paternalism of one SME of Buenos Aires is at the origin of the unprecedented mobilisation of the workers.

MOTS CLÉS

- autogestion
- monde ouvrier
- paternalisme
- Argentine
- usines récupérées

PALABRAS CLAVES

- autogestión
- mundo obrero
- paternalismo
- Argentina
- fábricas recuperadas

KEYWORDS

- self management
- working
- paternalism
- Argentina
- recupered factories